

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2023/48149]

11 DECEMBRE 2023. — Arrêté royal modifiant, en matière de précompte professionnel, l'AR/CIR 92

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992 :

- l'article 275, §§ 1^{er} et 2 ;

Vu l'AR/CIR 92 :

- l'article 89 ;

- l'annexe III, remplacée par l'arrêté royal du 19 décembre 2022 et modifiée par les arrêtés royaux des 23 juin 2023 et 30 août 2023 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'urgence ;

Considérant :

- que le présent arrêté doit être applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2024 ;

- qu'il doit être porté à la connaissance des redevables du précompte professionnel dans les plus brefs délais ;

- que cet arrêté doit donc être pris d'urgence ;

Sur proposition du ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 89 de l'AR/CIR 92 est abrogé.**Art. 2.** L'annexe III du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 19 décembre 2022 et modifiée par les arrêtés royaux des 23 juin 2023 et 30 août 2023, est remplacée par l'annexe au présent arrêté.**Art. 3.** Le présent arrêté est applicable aux revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2024.**Art. 4.** Le ministre qui a les Finances dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
V. VAN PETEGHEM

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

[C – 2023/48149]

11 DECEMBER 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992:

- artikel 275, §§ 1 en 2;

Gelet op het KB/WIB 92:

- artikel 89;

- bijlage III, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 december 2022 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juni 2023 et 30 augustus 2023;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende:

- dat dit besluit van toepassing moet zijn op de vanaf 1 januari 2024 betaalde of toegekende inkomsten;

- dat het ten spoedigste ter kennis moet worden gebracht van de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing;

- dat dit besluit dus dringend moet worden getroffen;

Op voordracht van de minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 89 van het KB/WIB 92 wordt opgeheven.**Art. 2.** Bijlage III van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 19 december 2022 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juni 2023 en 30 augustus 2023, wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.**Art. 3.** Dit besluit is van toepassing op de vanaf 1 januari 2024 betaalde of toegekende inkomsten.**Art. 4.** De minister die bevoegd is voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 december 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
V. VAN PETEGHEM

Annexe à l'arrêté royal du 11 décembre 2023.

ANNEXE III A L'ARRETE ROYAL D'EXECUTION DU CODE DES IMPOTS SUR LES REVENUS 1992.....	5
PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
CHAPITRE 1 ^{er} . NOTIONS PRÉALABLES.....	5
Section 1 ^{re} . Personnes mariées et conjoints – cohabitants légaux.....	5
Section 2. Handicapés.....	5
Section 3. Situation de famille.....	6
Section 4. Charges de famille.....	7
Section 5. Arrondissement.....	7
CHAPITRE 2. LA BASE BRUTE IMPOSABLE.....	8
Section 1 ^{re} . Pourboires.....	8
Section 2. Avantages de toute nature.....	8
Section 3. Rémunérations des dirigeants d'entreprise.....	9
Section 4. Pensions.....	9
Sous-section 1 ^{re} . Cumul de certaines pensions ou rentes (partie 5, chapitres 1 ^{er} à 5).....	9
Sous-section 2. Les pensions, rentes et allocations en tenant lieu qui sont payées ou attribuées globalement aux deux conjoints (pensions de ménage).....	10
Section 5. Retenues sociales.....	10
Section 6. Détermination du montant annuel brut de la base imposable.....	10
CHAPITRE 3. LA BASE NETTE IMPOSABLE – LES FRAIS PROFESSIONNELS FORFAITAIRES.....	10
Section 1 ^{re} . Rémunérations des travailleurs (traitements et salaires).....	10
Section 2. Rémunérations des dirigeants d'entreprise.....	11
Section 3. Montant annuel net de la base imposable.....	11
PARTIE 2. L'IMPOT DE BASE ANNUEL.....	12
CHAPITRE 1 ^{er} . LE BAREME DE BASE.....	12
CHAPITRE 2. IMPOT DE BASE.....	12
Section 1 ^{re} . Le bénéficiaire des revenus est un isolé ou le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels.....	12
Section 2. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels propres.....	12
PARTIE 3. RÉMUNÉRATIONS DES TRAVAILLEURS ET REVENUS Y ASSIMILÉS, à l'exception des revenus de remplacement.....	13
CHAPITRE 1 ^{er} . CHAMP D'APPLICATION.....	13
CHAPITRE 2. RÉDUCTIONS.....	13
Section 1 ^{re} . Réduction pour enfants à charge.....	13
Section 2. Réductions pour autres charges de famille.....	14
CHAPITRE 3. DÉTERMINATION DU PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL MENSUEL.....	15
CHAPITRE 4. RÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES.....	15
Section 1 ^{re} . Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré.....	15
Section 2. Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire.....	15
Section 3. Bonus à l'emploi.....	16
Section 4. Prestations de travail à bas revenus dans le secteur public.....	16
CHAPITRE 5. LES REMUNERATIONS PAYEES AUTREMENT QUE PAR MOIS.....	17
Section 1 ^{re} . Rémunérations des travailleurs.....	17
Sous-section 1 ^{re} . Paiements par quinzaine.....	17
Sous-section 2. Paiements par semaine.....	17
Sous-section 3. Paiements par journée de travail.....	17
Section 2. Rémunérations des dirigeants d'entreprise.....	17

Sous-section 1 ^{re} . Paiements périodiques effectués autrement que par mois	17
Sous-section 2. Rémunérations non périodiques.....	17
CHAPITRE 6. RÈGLES PARTICULIÈRES	18
Section 1 ^{re} . Allocations exceptionnelles	18
Sous-section 1 ^{re} . Taux.....	18
Sous-section 2. Exonération pour enfants à charge	18
Sous-section 3. Réduction pour enfants à charge	19
Sous-section 4. Dérogation	19
Section 2. Arriérés.....	19
Sous-section 1 ^{re} . Taux.....	19
Sous-section 2. Exonération pour enfants à charge	20
Sous-section 3. Dérogation	20
Section 3. Indemnités de dédit	20
Section 4. Indemnités de reclassement.....	21
Section 5. Indemnités et allocations payées occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire	21
Section 6. Créances ayant le caractère de rémunérations visées à l'article 270, alinéa 1 ^{er} , 6 ^o , CIR 92.....	21
Section 7. Rémunérations pour travail à la pièce	21
Section 8. Pécules de vacances payés par les caisses de vacances	21
Section 9. Primes de fin d'année et de fidélité payées et octroyées par les fonds de sécurité d'existence	22
Section 10. Etudiants	22
Section 11. Jeunes travailleurs.....	22
Section 12. Travailleurs occasionnels dans le secteur horeca	22
Section 13. Artistes et musiciens.....	22
Section 14. Personnes qui appartiennent à d'autres catégories	22
Sous-section 1 ^{re} . Contribuables visés	22
Sous-section 2. Base de perception et taux	23
PARTIE 4. REVENUS DE REMPLACEMENT	24
CHAPITRE 1 ^{ER} . RÉPARATION DE PERTES TEMPORAIRES DE RÉMUNÉRATIONS, DE BÉNÉFICES OU DE PROFITS, à l'exception des allocations de chômage.....	24
CHAPITRE 2. ALLOCATIONS DE CHOMAGE	26
Section 1 ^{re} . Allocations de chômage sans complément d'entreprise	26
Section 2. Allocations de chômage avec complément d'entreprise.....	27
Section 3. Pseudo-allocations de chômage avec complément d'entreprise en sus d'allocations de chômage	28
PARTIE 5. PENSIONS, RENTES, CAPITAUX, VALEURS DE RACHAT ET REVENUS Y ASSIMILÉS .29	
CHAPITRE 1 ^{ER} . MONTANT ANNUEL NET DE LA BASE IMPOSABLE.....	29
CHAPITRE 2. L'IMPOT DE BASE.....	29
CHAPITRE 3. LES REDUCTIONS POUR ENFANTS A CHARGE ET POUR AUTRES CHARGES DE FAMILLE 29	29
CHAPITRE 4. RÉDUCTION SPÉCIALE POUR PENSIONS	29
CHAPITRE 5. DETERMINATION DU PRECOMPTE PROFESSIONNEL MENSUEL	29
CHAPITRE 6. PAIEMENTS EFFECTUÉS AUTREMENT QUE PAR MOIS	30
CHAPITRE 7. RÈGLES PARTICULIÈRES	30
Section 1 ^{re} Arriérés.....	30
Section 2 Pécules de vacances.....	30
Section 3 Pensions et rentes qui ne sont octroyées, ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution d'un statut légal ou réglementaire	31
Section 4 Allocations ou rentes octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une invalidité.....	31
Section 5 Capitaux et valeurs de rachat qui ne sont pas octroyés dans le cadre de l'épargne-pension	32
Section 6 Epargne-pension	33

PARTIE 6	REVENUS DES NON-RÉSIDENTS AUTRES QUE CEUX REPRIS AU N° 36.2	34
CHAPITRE 1 ^{er}	MONTANT ANNUEL NET DE LA BASE IMPOSABLE	34
CHAPITRE 2	L'IMPÔT DE BASE	34
CHAPITRE 3	DETERMINATION DU PRECOMPTE PROFESSIONNEL MENSUEL	34
CHAPITRE 4	RÉMUNÉRATIONS DES TRAVAILLEURS ET REVENUS Y ASSIMILÉS, à l'exception des allocations de chômage avec complément d'entreprise	34
Section 1 ^{re}	Champ d'application	34
Section 2	Réductions	34
Section 3	Les rémunérations payées autrement que par mois	34
Sous-section 1 ^{re}	Rémunérations de travailleurs	34
Sous-section 2	Rémunérations de dirigeants d'entreprise	35
Section 4	Règles particulières	35
Sous-section 1 ^{re}	Allocations exceptionnelles	35
Sous-section 2	Arriérés et indemnités de dédit	35
Sous-section 3	Rémunérations pour travail à la pièce	36
Sous-section 4	Travailleurs occasionnels dans le secteur horeca	36
Sous-section 5	Travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture	36
CHAPITRE 5	ALLOCATIONS DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE	36
Section 1 ^{re}	Champ d'application	36
Section 2	Montant annuel net de la base imposable	36
Section 3	L'impôt de base	37
Section 4	Réduction pour allocations de chômage avec complément d'entreprise	37
Section 5	Détermination du précompte professionnel mensuel	37
PARTIE 7	LES REVENUS NON REPRIS AUX PARTIES 3 A 6	38
CHAPITRE 1 ^{er}	RENTES ALIMENTAIRES ET CAPITAUX VISÉS À L'ARTICLE 90, ALINÉA 1 ^{ER} , 3 ^O ET 4 ^O , CIR 92, VERSÉS À DES NON-RÉSIDENTS	38
CHAPITRE 2	REVENUS MENTIONNÉS À L'ARTICLE 87, 5 ^O , A À C, E ET F, DU PRÉSENT ARRÊTÉ, PAYÉS OU ATTRIBUÉS À DES NON-RÉSIDENTS VISÉS À LA MÊME DISPOSITION	38
CHAPITRE 3	REVENUS DES ARTISTES DU SPECTACLE NON-RÉSIDENTS	38
CHAPITRE 4	BÉNÉFICES ET PROFITS DES ASSOCIÉS OU MEMBRES NON-RÉSIDENTS DE SOCIÉTÉS OU ASSOCIATIONS SANS PERSONNALITÉ JURIDIQUE VISÉES À L'ARTICLE 29, CIR 92, MENTIONNÉS À L'ARTICLE 229, § 3, DU MÊME CODE	39
CHAPITRE 5	PLUS-VALUES VISÉES À L'ARTICLE 87, 8 ^O , DU PRÉSENT ARRÊTÉ, RÉALISÉES PAR DES NON-RÉSIDENTS, DANS LE CADRE DE LEUR ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE	39
CHAPITRE 6	REVENUS DES SPORTIFS, ARBITRES, FORMATEURS, ENTRAÎNEURS ET ACCOMPAGNATEURS	40
Section 1 ^{re}	Habitants du Royaume	40
Section 2	Non-résidents	40
Sous-section 1 ^{re}	Sportifs non-résidents	40
Sous-section 2	Arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs non-résidents	41
Section 3	Détermination du précompte professionnel	41
Sous-section 1 ^{re}	Rémunérations des sportifs visés aux n ^{os} 139 et 144.1	41
Sous-section 2	Rémunération mentionnées au n° 140 et revenus professionnels mentionnés aux n ^{os} 144.2 et 147 42	
CHAPITRE 7	JETONS DE PRÉSENCE CONSTITUANT DES PROFITS VISÉS À L'ARTICLE 23, § 1 ^{ER} , 2 ^O , CIR 92	43
CHAPITRE 8	REVENUS DIVERS	43
Section 1 ^{re}	Bénéfices ou profits visés à l'article 90, alinéa 1 ^{er} , 1 ^o bis, CIR 92	43
Section 2	Prix, subsides, rentes ou pensions visés à l'article 90, alinéa 1 ^{er} , 2 ^o , CIR 92	43
Sous-section 1 ^{re}	Base de perception et taux	43
Sous-section 2	Exonération	43

Section 3	Indemnités personnelles provenant de l'exploitation d'une découverte visées aux articles 90, alinéa 1 ^{er} , 12 ^o , et 228, § 2, 9 ^o , k, CIR 92.....	43
PARTIE 8	RETENUES COMPLÉMENTAIRES	44
CHAPITRE 1 ^{er}	GÉNÉRALITÉS	44
CHAPITRE 2	PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL VISÉ À L'ARTICLE 158 CIR 92.....	44

ANNEXE III A L'ARRETE ROYAL D'EXECUTION DU CODE DES IMPOTS SUR LES REVENUS 1992

Règles applicables et mode de calcul afin de déterminer le montant du précompte professionnel dû à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1^{er} janvier 2024

(Arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992, article 88)

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1^{er}. NOTIONS PRÉALABLES

1. Pour l'application du précompte professionnel, les termes suivants ont le sens défini dans le présent chapitre.

Section 1^{re}. Personnes mariées et conjoints – cohabitants légaux

2. Les cohabitants légaux sont assimilés aux personnes mariées et un cohabitant légal est assimilé à un conjoint.

Section 2. Handicapés

3. Les personnes suivantes sont considérées comme des personnes handicapées :

3.1. Enfant handicapé

Par "enfant handicapé", il faut entendre :

- a) l'enfant atteint à 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou de plusieurs affections ;
- b) l'enfant dont il est établi, indépendamment de son âge, qu'en raison de faits survenus et constatés avant l'âge de 65 ans :
 - soit son état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail ;
 - soit son état de santé provoque un manque total d'autonomie ou une réduction d'autonomie d'au moins 9 points, mesurés conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés ;
 - soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée ;
 - soit, par une décision administrative ou judiciaire, qu'il est handicapé physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c.

3.2. Autre personne handicapée

Par "autre personne handicapée", il faut entendre :

- a) celle dont il a été établi, avant le 1^{er} janvier 1989, qu'elle est atteinte de 66 p.c. au moins d'une insuffisance ou diminution de capacité physique ou psychique du chef d'une ou de plusieurs affections ;
- b) celle dont il est établi, indépendamment de son âge, qu'en raison de faits survenus et constatés avant l'âge de 65 ans :

- soit son état physique ou psychique a réduit sa capacité de gain à un tiers ou moins de ce qu'une personne valide est en mesure de gagner en exerçant une profession sur le marché général du travail ;
- soit son état de santé provoque un manque total d'autonomie ou une réduction d'autonomie d'au moins 9 points, mesurés conformément aux guide et échelle médico-sociale applicables dans le cadre de la législation relative aux allocations aux handicapés ;
- soit, après la période d'incapacité primaire prévue à l'article 87 de la loi coordonnée relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, sa capacité de gain est réduite à un tiers ou moins comme prévu à l'article 100 de la même loi coordonnée ;
- soit, par une décision administrative ou judiciaire, qu'elle est handicapée physiquement ou psychiquement ou en incapacité de travail de façon permanente pour au moins 66 p.c.

Section 3. Situation de famille

4. Il faut entendre :

- 4.1. par conjoints : les personnes mariées qui ne se trouvent pas dans une des situations visées au n° 4.2 ;
- 4.2. par isolés :
 - a) les personnes non mariées ;
 - b) les personnes mariées :
 - pour l'année du mariage ou de la déclaration de cohabitation légale ;
 - pour l'année au cours de laquelle les cohabitants légaux contractent mariage, ils restent considérés comme conjoints, sauf si la déclaration de cohabitation légale a été faite la même année ;
 - à partir de l'année qui suit celle au cours de laquelle une séparation de fait est intervenue, pour autant que cette séparation soit effective durant toute la période imposable ;
 - pour l'année de la dissolution du mariage ou de la séparation de corps, ou de la cessation de la cohabitation légale ;
 - qui sont des habitants du Royaume, lorsque le conjoint recueille des revenus professionnels qui sont exonérés conventionnellement et qui n'interviennent pas pour le calcul de l'impôt afférent aux autres revenus du ménage, pour un montant supérieur à 13.060 euros par an ;
 - qui sont des non-résidents, lorsqu'un seul des conjoints recueille en Belgique des revenus soumis à l'impôt et que l'autre conjoint a des revenus professionnels de source belge qui sont exonérés conventionnellement ou des revenus professionnels de source étrangère, d'un montant supérieur à 13.060 euros par an.

5. La situation familiale à prendre en considération

- 5.1. Pour déterminer le montant de la réduction du précompte professionnel pour charges de famille, la situation de famille à envisager dans le chef du bénéficiaire des revenus est celle qui existe au 1^{er} janvier de l'année du paiement ou de l'attribution des revenus.
- 5.2. Le débiteur du précompte professionnel :
 - a) peut toutefois, en cas de modification de la situation de famille dans le courant de l'année, tenir compte de la nouvelle situation à partir du moment où le changement lui est signalé ;
 - b) doit cependant tenir compte de la situation de famille qui lui serait communiquée par l'Administration générale de la fiscalité et ce, à partir du premier paiement ou de la première attribution de revenus au cours du deuxième mois qui suit la communication.

Section 4. Charges de famille

6. Attribution

Quand les deux conjoints bénéficient de revenus professionnels, les réductions pour charges de famille, à l'exception de celle pour le conjoint handicapé, sont accordées à l'époux choisi par eux.

Ce choix doit être exprimé au moyen d'une attestation conforme au modèle arrêté par l'administration compétente du Service public fédéral Finances.

7. Le conjoint handicapé

La réduction pour le conjoint handicapé est accordée à la personne elle-même concernée.

8. Autres personnes handicapées

Pour le calcul du précompte professionnel, l'enfant handicapé à charge, ainsi que toute autre personne handicapée à charge, est comptée pour deux, à l'exception de la personne visée au n° 9.

9. Personne à charge étant en situation de dépendance

9.1. Est considérée comme étant en situation de dépendance la personne pour laquelle le degré d'autonomie est évalué à au moins 9 points conformément à l'arrêté ministériel du 30 juillet 1987 fixant les catégories et le guide pour l'évaluation du degré d'autonomie en vue de l'examen du droit à l'allocation d'intégration.

9.2. La situation de dépendance est constatée par la Direction générale Personnes handicapées du SPF Sécurité sociale, Medex ou le médecin-conseil auprès de la mutualité, ou une institution ou personne similaire d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen.

10. Décès d'une personne à charge

Lorsqu'un enfant à charge ou une personne à charge visée à l'article 136, 2° à 4°, CIR 92 décède, la réduction pour cet enfant ou cette personne est consentie jusqu'à la fin de l'année du décès.

11. Exception ou réduction lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres limités

11.1. Détermination du montant de:

- a) la limite des 165 euros nets pour l'application de l'exception mentionnée au n° 33 ;
- b) la limite des 275 euros nets pour l'attribution de la réduction mentionnée au 2. du tableau visé au n° 40 ;
- c) la limite des 548 euros nets pour l'attribution de la réduction mentionnée au 3. du tableau visé au n° 40.

11.2. Ces limites sont déterminées de la façon suivante :

- a) diminuer les revenus professionnels bruts des retenues ou des cotisations obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé ;
- b) diminuer ensuite la différence de 20 p.c.

Section 5. Arrondissement

12. Pour l'application de toute la présente annexe, en ce compris le n°11 ci-dessus, tous les montants sont, le cas échéant à chaque étape du calcul, arrondis au cent supérieur ou inférieur selon que le chiffre des millièmes atteint ou non 5.

CHAPITRE 2. LA BASE BRUTE IMPOSABLE

Section 1^{re}. Pourboires

13. En ce qui concerne les travailleurs dont la rémunération est totalement ou partiellement constituée par des pourboires, pour l'application de la section 5, il faut entendre par "revenus bruts" :
- 13.1. lorsque les pourboires sont calculés en fonction des recettes, que ces pourboires soient ou non compris dans le prix payé par la clientèle : le montant de la rémunération fixe majoré de la quote-part du travailleur dans les pourboires (le total de ces derniers devant être au moins égal au produit obtenu en multipliant les recettes ayant donné lieu à la perception de pourboires par le pourcentage habituellement pratiqué dans l'entreprise) ou, si celui-ci est plus élevé, le montant des rémunérations forfaitaires qui ont servi de base au calcul des cotisations dues par ces travailleurs et par leur employeur en exécution de la législation concernant la sécurité sociale ;
- 13.2. dans les autres cas : le montant des rémunérations forfaitaires qui ont servi de base au calcul des cotisations dues par ces travailleurs et par leur employeur en exécution de la législation concernant la sécurité sociale.

Section 2. Avantages de toute nature

14. La valeur des avantages de toute nature est soumise au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :
- 14.1. les avantages sont octroyés ou censés l'être au bénéficiaire par l'employeur ou à son intervention : la valeur des avantages est :
- a) ajoutée au montant des rémunérations lorsque ces avantages sont octroyés ou censés l'être en même temps que le paiement ou l'attribution des rémunérations ;
- b) traitée comme des allocations exceptionnelles visées au n° 53, dans les autres cas ;
- 14.2. les avantages sont octroyés ou censés l'être au bénéficiaire, sans intervention de l'employeur, par une tierce personne : la valeur des avantages est soumise au précompte professionnel conformément aux règles et taux prévus au n° 66.
15. Pour la détermination du précompte professionnel, les avantages résultant de prêts consentis sans intérêt ou à un taux d'intérêt réduit sont calculés, pour l'année au cours de laquelle le prêt est accordé et aussi longtemps que le Roi n'a pas fixé le taux d'intérêt de référence à prendre en considération pour cette année, sur la base de la différence entre le taux d'intérêt de référence applicable pour la dernière année antérieure et le taux d'intérêt effectivement accordé.
16. Exonération des déplacements domicile - lieu de travail
- 16.1. L'employeur tient compte des exonérations prévues à l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 9°, CIR 92 pour déterminer le précompte professionnel dû.
- 16.1.1. Le travailleur utilise les transports publics en commun
- Pour autant que l'employeur puisse établir que les indemnités se rapportent au paiement ou au remboursement des frais de déplacement du domicile au lieu de travail effectué en utilisant un ou plusieurs moyen(s) de transports publics en commun, le montant de l'indemnité peut être exonéré.
- 16.1.2. Le travailleur utilise un transport collectif organisé
- Pour autant que l'employeur puisse établir que l'indemnité se rapporte aux déplacements du domicile au lieu de travail effectués au moyen d'un transport collectif organisé, le montant de

l'indemnité peut être exonéré dans la mesure où il n'excède pas le prix d'un abonnement première classe en train pour cette distance.

16.1.3. Dans les autres cas, un montant maximum de 40,80 euros par mois peut être exonéré.

16.2. Pour déterminer le précompte professionnel dû, l'employeur tient compte de l'exonération prévue à l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14^o, a), CIR 92, jusqu'à un montant maximum de 2.500 euros par an, et de l'exonération prévue à l'article 38, 1^{er}, alinéa 1^{er}, 14^o, a), CIR 92.

Section 3. Rémunérations des dirigeants d'entreprise

17. Les rémunérations périodiques sont les revenus imposables :

- qui sont payés ou attribués régulièrement et au moins une fois par mois ;
- avant la fin de la période imposable au cours de laquelle les prestations y donnant lieu ont été fournies ;
- et qui sont imputés par la société sur les résultats de cette période.

18. Les rémunérations non périodiques sont toutes les rémunérations qui ne respectent pas les conditions du n° 17.

Section 4. Pensions

Sous-section 1^{re}. Cumul de certaines pensions ou rentes (partie 5, chapitres 1^{er} à 5)

19. En cas de cumul de pensions ou rentes octroyées en exécution d'un statut légal ou réglementaire à charge d'un même débiteur de précompte professionnel, le précompte professionnel dû est établi par bénéficiaire sur le montant total des pensions ou rentes conformément aux chapitres 1 à 5 de la partie 5.

20. En cas de cumul de pensions ou rentes visées au n° 19, payées :

- soit par le Service Fédéral des Pensions ;
- soit par le Service Fédéral des Pensions et par une autre institution visée à l'article 68, § 1^{er}, I, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales,

le pourcentage du précompte professionnel à retenir par bénéficiaire sur chaque pension ou rente est déterminé et communiqué par le Service Fédéral des Pensions, par analogie avec les dispositions des articles 68 à 68quinquies de la loi précitée.

21. En cas de cumul d'une ou de plusieurs pensions ou rentes octroyées en exécution d'un statut légal ou réglementaire, dont une au moins est payée par le Service Fédéral des Pensions, avec une ou plusieurs pensions ou rentes qui ne sont pas octroyées en vertu d'un tel statut, le n° 20 est également applicable pour déterminer le pourcentage du précompte professionnel à retenir par bénéficiaire sur chaque pension ou rente octroyée en vertu d'un statut légal ou réglementaire.

22. Détermination du pourcentage du précompte professionnel

22.1. Le pourcentage est calculé sur la base du montant du précompte professionnel obtenu en appliquant les chapitres 1 à 5 de la partie 5, à la différence entre :

- a) d'une part, le montant total brut des pensions légales et avantages complémentaires visé à l'article 68, § 1^{er}, a et c, de la loi du 30 mars 1994 précitée, à l'exception des avantages versés sous forme de capital, montant tel que communiqué pour l'application des articles 68 à 68quinquies de la même loi ;
- b) d'autre part, les retenues sociales obligatoires visées au n° 25.1.

22.2. Ce pourcentage est arrondi au dixième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des centièmes d'un point atteint ou non 5.

23. En cas de modification du pourcentage, le débiteur du précompte professionnel doit tenir compte de la nouvelle situation à partir du moment où le changement lui est signalé.

Sous-section 2. Les pensions, rentes et allocations en tenant lieu qui sont payées ou attribuées globalement aux deux conjoints (pensions de ménage)

24. Pour le calcul du précompte professionnel, les pensions, rentes et allocations en tenant lieu qui sont payées ou attribuées globalement aux deux conjoints sont considérées comme des revenus du conjoint dans l'activité professionnelle de laquelle elles trouvent leur origine pour la totalité ou la majeure partie.

Section 5. Retenues sociales

25. Les retenues sociales sont déduites de la façon suivante :

25.1. Le précompte professionnel dû sur les revenus professionnels autres que les revenus visés au n° 25.2, est établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé.

25.2. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations des dirigeants d'entreprise qui sont soumises au statut social des travailleurs indépendants est établi sur la base des revenus bruts effectivement payés ou attribués, diminués de la réduction sur base mensuelle reprise dans le tableau ci-après :

MONTANT BRUT DES RÉMUNÉRATIONS MENSUELLES	RÉDUCTION
jusqu'à 1.410 EUR	375 EUR
de 1.410,01 EUR à 6.090 EUR	375 EUR + 21,5 p.c. de la tranche au-delà de 1.410 EUR
de 6.090,01 EUR à 8.955 EUR	1.381,20 EUR + 14,50 p.c. de la tranche au-delà de 6.090 EUR
supérieur à 8.955 EUR	1.796,63 EUR

Section 6. Détermination du montant annuel brut de la base imposable

26. Le montant mensuel obtenu après la déduction des retenues sociales visées à la section 5 est multiplié par 12 afin d'arriver au montant annuel brut de la base imposable.

CHAPITRE 3. LA BASE NETTE IMPOSABLE – LES FRAIS PROFESSIONNELS FORFAITAIRES

27. Les frais professionnels forfaitaires peuvent être déduits du montant annuel brut de la base imposable mentionné au n° 26. Ces frais professionnels forfaitaires sont fixés comme suit :

Section 1^{re}. Rémunérations des travailleurs (traitements et salaires)

28. Les frais professionnels forfaitaires applicables aux rémunérations des travailleurs sont déterminés de la façon suivante :

MONTANT ANNUEL BRUT DE LA BASE IMPOSABLE	FRAIS PROFESSIONNELS FORFAITAIRES
jusqu'à 19.166,67 EUR	30 p.c.
supérieur à 19.166,67 EUR	5.750 EUR (maximum)

Section 2. Rémunérations des dirigeants d'entreprise

29. Les frais professionnels forfaitaires applicables aux rémunérations périodiques des dirigeants d'entreprise sont déterminés de la façon suivante :

REVENU ANNUEL BRUT	FRAIS PROFESSIONNELS FORFAITAIRES
jusqu'à 101.000 EUR	3 p.c.
supérieur à 101.000 EUR	3.030 EUR (maximum)

Section 3. Montant annuel net de la base imposable

30. La différence obtenue après l'application des sections 1 et 2 représente le montant annuel net de la base imposable.

PARTIE 2. L'IMPOT DE BASE ANNUEL

CHAPITRE 1^{er}. LE BAREME DE BASE

31. L'impôt est calculé à l'aide du barème de base repris ci-dessous.

MONTANT ANNUEL NET DE LA BASE IMPOSABLE		IMPOT DE BASE
de 0,01 EUR à	15.830 EUR	26,75 p.c.
de 15.830,01 EUR à	27.940 EUR	4.234,53 EUR + 42,80 p.c. de la tranche au-delà de 15.830 EUR
de 27.940,01 EUR à	48.350 EUR	9.417,61 EUR + 48,15 p.c. de la tranche au-delà de 27.940 EUR
supérieur à 48.350 EUR		19.245,03 EUR + 53,50 p.c. de la tranche au-delà de 48.350 EUR

CHAPITRE 2. IMPOT DE BASE

Section 1^{re}. Le bénéficiaire des revenus est un isolé ou le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels

32. A l'exception de la dérogation visée au n° 33, l'impôt obtenu suite à l'application du chapitre 1^{er} est diminué de 2.830,15 euros (c.-à-d. l'impôt sur la quotité du revenu exemptée d'impôt, qui s'élève à 10.580 euros). La différence est égale à l'impôt de base.

33. Lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus recueille des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés et qui ne dépassent pas 165 euros NETS par mois, l'impôt de base est calculé, par dérogation au n° 32, comme si ce conjoint ne disposait pas de revenus professionnels propres, conformément à la section 2.

Section 2. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels propres

34. Lorsque le conjoint du bénéficiaire des revenus ne dispose pas lui-même de revenus professionnels propres et dans la situation visée au n° 33, l'impôt est calculé de la façon suivante :

34.1. Quotient conjugal

34.1.1. Au conjoint du bénéficiaire des revenus, un revenu professionnel égal à 30 p.c. du revenu annuel net de la base imposable est imputé.

Le revenu imputé ne peut toutefois pas dépasser le montant de 13.060 euros (ce montant maximum est atteint avec un revenu annuel net de la base imposable de 43.533,33 euros).

34.1.2. Puis, à l'aide du barème de base repris au chapitre 1^{er}, on calcule l'impôt sur le revenu imputé au conjoint.

34.1.3. Ensuite, à l'aide du barème de base repris au chapitre 1^{er}, on calcule l'impôt sur la différence entre :

- le revenu annuel net de la base imposable, et
- le revenu qui a été imputé à l'autre conjoint.

34.2. Impôt de base

L'impôt de base est égal à la somme des résultats obtenus conformément aux n^{os} 34.1.2 et 34.1.3, diminuée de 5.660,30 euros (étant deux fois l'impôt sur la quotité du revenu exemptée d'impôt s'élevant à 10.580 euros).

PARTIE 3. RÉMUNÉRATIONS DES TRAVAILLEURS ET REVENUS Y ASSIMILÉS, à l'exception des revenus de remplacement

CHAPITRE 1^{er}. CHAMP D'APPLICATION

35. Ce chapitre s'applique aux rémunérations, à l'exception des rémunérations visées au chapitre 6 de la partie 7, payées ou attribuées :

- 35.1. aux travailleurs, et ;
- 35.2. aux dirigeants d'entreprise.

36. Le précompte professionnel est calculé conformément aux règles suivants pour autant que ces travailleurs et dirigeants d'entreprise aient la qualité :

- 36.1. d'habitants du Royaume ;
- 36.2. de non-résidents qui ont bénéficié de rémunérations :
 - imposables en Belgique ;
 - en exécution d'un ou de plusieurs contrats de travail couvrant *l'année civile complète* ;
 - et pour autant que les prestations de travail atteignent **au moins 75 p.c. du temps légal de travail par contrat**.

CHAPITRE 2. RÉDUCTIONS

37. Les réductions suivantes sont ensuite déduites de l'impôt de base annuel déterminé conformément à la partie 2.

Section 1^{re}. Réduction pour enfants à charge

38. La réduction pour enfants à charge s'élève à (en tenant compte du n° 8):

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE	RÉDUCTION DE L'IMPÔT DE BASE
1	588 EUR
2	1.572 EUR
3	4.164 EUR
4	7.212 EUR
5	10.512 EUR
6	13.812 EUR
7	17.148 EUR
8	20.808 EUR
plus de 8 :	l'impôt de base est réduit d'un montant fixe de 20.808 EUR, majoré de 3.660 EUR par enfant à charge au-delà du huitième, c-à-d :
	a) pour 9 enfants : $20.808 + (1 \times 3.660) = 24.468$ EUR b) pour 10 enfants : $20.808 + (2 \times 3.660) = 28.128$ EUR etc.

Section 2. Réductions pour autres charges de famille

39. Lorsque l'impôt de base est déterminé conformément :

- la partie 2, chapitre 2, section 1^{re} (personne isolée ou le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels) ou
- la partie 2, chapitre 2, section 2 (le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels propres),

les réductions suivantes peuvent ensuite être déduites (en tenant compte des n^{os} 8 et 9) :

MOTIF DE LA RÉDUCTION	MONTANT ANNUEL DE LA RÉDUCTION (1)
1. le bénéficiaire des revenus est lui-même handicapé :	588 EUR
2. le bénéficiaire des revenus a à sa charge des personnes visées à l'article 136, 2 ^o et 3 ^o , CIR 92 qui sont dans une situation de dépendance et qui ont atteint l'âge de 65 ans, par personne :	1.884 EUR
3. le bénéficiaire des revenus a à sa charge des personnes visées à l'article 136, 2 ^o et 3 ^o , CIR 92 qui ont atteint l'âge de 65 ans, par personne :	1.212 EUR
4. le bénéficiaire des revenus a à sa charge des personnes visées à l'article 136, 2 ^o à 4 ^o , CIR 92 autres que celles visées aux points 2 et 3 ci-avant, par personne:	588 EUR
(1) toutes les réductions peuvent être cumulées, à l'exception des réductions visées aux points 2 et 3 si elles concernent la même personne à charge.	

40. Lorsque l'impôt de base est déterminé conformément à la partie 2, chapitre 2, section 1^{re} (personne isolée ou le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels) les réductions suivantes peuvent ensuite être déduites (en tenant compte du n^o 11):

MOTIF DE LA RÉDUCTION	MONTANT ANNUEL DE LA RÉDUCTION (1)
1. le bénéficiaire des revenus est un veuf (une veuve) non remarié(e), un père (une mère) célibataire, ou un parent divorcé ou séparé de fait, avec un ou plusieurs enfants à charge :	588 EUR
2. le conjoint du bénéficiaire des revenus a des revenus professionnels propres, autres que des pensions, rentes ou revenus y assimilés, qui ne dépassent pas 275 EUR NETS par mois:	1.650 EUR
3. le conjoint du bénéficiaire des revenus a des revenus professionnels propres qui sont exclusivement constitués de pensions, rentes ou revenus y assimilés, qui ne dépassent pas 548 EUR NETS par mois :	3.288 EUR
(1) toutes les réductions peuvent être cumulées.	

41. Après l'application du n^o 39 et lorsque l'impôt de base est déterminé conformément à la partie 2, chapitre 2, section 2 (le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels propres), la réduction suivante peut ensuite être déduite :

MOTIF DE LA RÉDUCTION	MONTANT ANNUEL DE LA RÉDUCTION
le conjoint du bénéficiaire des revenus est handicapé :	588 EUR

CHAPITRE 3. DÉTERMINATION DU PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL MENSUEL

42. Pour déterminer le montant du précompte professionnel dû sur les rémunérations payées mensuellement, le montant de l'impôt de base diminué conformément au chapitre 2 est divisé par 12.

CHAPITRE 4. RÉDUCTIONS SUPPLÉMENTAIRES

43. Le montant du précompte professionnel dû mensuellement et déterminé conformément au chapitre 3, peut le cas échéant encore être diminué par les réductions suivantes :

Section 1^{re}. Réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré

44. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations des travailleurs est diminué à concurrence de 30 p.c. :

- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un contrat d'assurance de groupe ;
- des retenues obligatoires effectuées en exécution d'un règlement de prévoyance extra-légal d'assurance contre la vieillesse et le décès prématuré ;
- des retenues qui ont trait à la continuation à titre individuel d'un engagement de pension visée à l'article 145³, alinéa 3, CIR 92 ;
- des retenues qui ont trait à une pension libre complémentaire pour les travailleurs salariés visée à l'article 145³, alinéa 4, CIR 92.

Section 2. Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire

45. Champ d'application

45.1. Il est accordé une réduction aux travailleurs qui ont presté, pendant la période imposable, un travail supplémentaire qui donne droit à un sursalaire en vertu de l'article 29 de la loi sur le travail du 16 mars 1971 ou de l'article 7 de l'arrêté royal n° 213 du 26 septembre 1983 relatif à la durée du travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de la construction et qui :

- 1° soit sont soumis à la loi sur le travail du 16 mars 1971 et occupés par un employeur soumis à la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;
- 2° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par une des entreprises publiques autonomes suivantes : la société anonyme de droit public Proximus, la société anonyme de droit public bpost, la société anonyme de droit public SNCB et la société anonyme de droit public Infrabel ;
- 3° soit sont occupés, sous statut ou avec un contrat de travail, par la société anonyme de droit public HR Rail.

45.2. Base de perception

Cette réduction s'applique seulement sur la base de calcul du sursalaire relatif aux 130 premières heures par an de travail supplémentaire que le travailleur a prestées.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 1^{er} est porté à 180 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui exécutent des travaux immobiliers à condition que ces derniers utilisent un système électronique d'enregistrement de présence visé au chapitre V, section 4, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 1^{er} est également porté à 180 heures pour tous les travailleurs visés à l'alinéa 1^{er} pour autant que ces heures de travail supplémentaire additionnelles soient prestées dans la période allant du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 30 juin 2025 inclus.

Le maximum de 130 heures de travail supplémentaire déterminé à l'alinéa 1^{er} est porté à 360 heures pour les travailleurs employés par des employeurs qui ressortent de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou de la commission paritaire du travail intérimaire si l'utilisateur ressort de la commission paritaire de l'industrie hôtelière.

45.3. Exception

La réduction d'impôt n'est pas applicable au travail supplémentaire qui entre en considération pour l'application de l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 30°, CIR 92.

45.4. Montant de la réduction

La réduction est calculée sur le "montant brut social" des rémunérations (donc avant déduction des retenues obligatoires effectuées en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire y assimilé), qui a servi de base de calcul pour établir le sursalaire et est égale à :

- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 50 ou 100 p.c. : 57,75 p.c. ;
- pour une heure prestée à laquelle s'applique un sursalaire légal de 20 p.c. : 66,81 p.c.

Section 3. Bonus à l'emploi

46. Réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des travailleurs et des dirigeants d'entreprise à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi

46.1. Il est accordé une réduction aux travailleurs et des dirigeants d'entreprise qui ont droit au bonus à l'emploi en vertu de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1999 visant à octroyer un bonus à l'emploi aux travailleurs salariés ayant un bas salaire et d'autres réductions des cotisations personnelles de sécurité sociale.

46.2. La réduction est égale à 33,14 p.c. du montant du bonus à l'emploi réellement accordé.

Section 4. Prestations de travail à bas revenus dans le secteur public

47. Réduction du précompte professionnel sur les rémunérations des travailleurs à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public

47.1. Il est accordé une réduction aux personnes qui sont comme statutaires, stagiaires ou temporaires au service de l'Etat, des Communautés, des Régions, provinces, établissement

subordonnés aux provinces, communes et établissements subordonnés aux communes, qui ne sont pas engagés en vertu d'un contrat de travail, et qui obtiennent au moins une rémunération imposable de 703,56 euros et 2.578,95 euros maximum.

47.2.La réduction est égale à 7,50 euros.

CHAPITRE 5. LES REMUNERATIONS PAYEES AUTREMENT QUE PAR MOIS

Section 1^{re}. Rémunérations des travailleurs

Sous-section 1^{re}. Paiements par quinzaine

48. Pour les rémunérations payées par quinzaine, le précompte professionnel est fixé à la moitié du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2 à 4, sur le montant qui correspond à deux fois la rémunération par quinzaine.

Sous-section 2. Paiements par semaine

49. Pour les rémunérations payées par semaine, le précompte professionnel est fixé au quart du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2 à 4, sur le montant qui correspond à quatre fois la rémunération par semaine.

Sous-section 3. Paiements par journée de travail

50. Pour les rémunérations payées par journée de travail, le précompte professionnel est fixé au vingtième du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2 à 4, sur le montant qui correspond à vingt fois la rémunération par journée de travail.

Section 2. Rémunérations des dirigeants d'entreprise

Sous-section 1^{re}. Paiements périodiques effectués autrement que par mois

51. Pour les rémunérations périodiques (voir n° 17) payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au vingtième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû, suivant les règles reprises aux parties 2 et 3, chapitres 2, 3 et 4, sections 1^{re} et 3, sur la rémunération mensuelle correspondante par le nombre de journées de travail de la période à laquelle se rapporte la rémunération.

Sous-section 2. Rémunérations non périodiques

52. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques (voir n° 18) est égal à douze fois la différence entre :

- d'une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2, 3 et 4, section 1^{re} et 3, est dû sur un revenu égal aux rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée, augmenté d'un douzième de la rémunération non périodique ;
- d'autre part, le précompte qui, suivant les mêmes règles, est dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée.

CHAPITRE 6. RÈGLES PARTICULIÈRES**Section 1^{re}. Allocations exceptionnelles****Sous-section 1^{re}. Taux**

53. En ce qui concerne les indemnités et allocations exceptionnelles autres que les indemnités de dédit, payées par un employeur à des membres de son personnel en dehors des rémunérations normales (commissions occasionnelles sur un ensemble d'opérations, gratifications spéciales et exceptionnelles, pécules de vacances, etc.), le précompte professionnel est fixé suivant les taux prévus dans le tableau ci-dessous, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales du bénéficiaire des revenus.

MONTANT ANNUEL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES NORMALES	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DÛ SUR	
	PÉCULES DE VACANCES	AUTRES INDEMNITÉS ET ALLOCATIONS
jusqu'à 10.115 EUR	0	0
de 10.115,01 EUR à 12.930 EUR	19,17	23,22
de 12.930,01 EUR à 16.460 EUR	21,20	25,23
de 16.460,01 EUR à 19.740 EUR	26,25	30,28
de 19.740,01 EUR à 22.330 EUR	31,30	35,33
de 22.330,01 EUR à 24.940 EUR	34,33	38,36
de 24.940,01 EUR à 30.150 EUR	36,34	40,38
de 30.150,01 EUR à 32.800 EUR	39,37	43,41
de 32.800,01 EUR à 43.440 EUR	42,39	46,44
de 43.440,01 EUR à 56.730 EUR	47,44	51,48
supérieur à 56.730 EUR	53,50	

Sous-section 2. Exonération pour enfants à charge

54. Toutefois, lorsque le montant annuel de la rémunération brute normale n'excède pas le montant limite qui, suivant le nombre d'enfants à charge (en tenant compte du n° 8), est mentionné dans le tableau repris ci-dessous, l'indemnité exceptionnelle est exonérée à concurrence de la différence entre le montant limite précité et le montant annuel de la rémunération brute normale.

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE	MONTANT LIMITE
1	17.858 EUR
2	21.280 EUR
3	27.430 EUR
4	34.280 EUR
5	41.130 EUR
6	47.980 EUR
7	54.830 EUR
8	61.680 EUR
9	68.530 EUR
10	75.380 EUR
11	82.230 EUR
12	89.080 EUR

Sous-section 3. Réduction pour enfants à charge

55. Lorsque le bénéficiaire d'une allocation exceptionnelle n'a pas plus de cinq enfants à charge et que le montant annuel de sa rémunération brute normale n'excède pas le montant qui -suivant le nombre d'enfants à charge- est mentionné dans la colonne 3 du tableau repris ci-dessous, une réduction est attribuée sur le précompte professionnel qui est dû conformément aux sous-sections 1 et 2 sur l'allocation exceptionnelle ; cette réduction est calculée, suivant le nombre d'enfants à charge (en tenant compte du n° 8), à l'aide du pourcentage mentionné dans la colonne 2 du tableau repris ci-dessous.

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE	POURCENTAGE DE LA RÉDUCTION	MONTANT ANNUEL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES NORMALES AU-DELÀ DUQUEL AUCUNE RÉDUCTION N'EST ACCORDÉE
1	2	3
1	7,5	27.410 EUR
2	20	27.410 EUR
3	35	30.150 EUR
4	55	35.635 EUR
5	75	38.375 EUR

Sous-section 4. Dérogation

56. Par dérogation aux sous-sections 1 à 3, le précompte professionnel est fixé uniformément à 16,15 p.c. (sans exonération) en ce qui concerne les primes de fin d'année qui sont payées en une fois et sont rattachées à des prestations rémunérées à la pièce ou à la tâche.

57. Par dérogation aux sous-sections 1 à 3, le précompte professionnel n'est pas dû lorsque le douzième du total du montant annuel des rémunérations brutes normales et des indemnités et allocations exceptionnelles ne donnent pas lieu au précompte professionnel suivant les règles prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2 à 4, applicables aux rémunérations payées par mois.

Section 2. ArriérésSous-section 1^{re}. Taux

58. En ce qui concerne les arriérés de rémunérations de travailleurs (entre autres les rémunérations dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement), le précompte professionnel est fixé suivant les taux prévus dans le tableau ci-dessous, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d. le montant annuel de la rémunération brute normale allouée au bénéficiaire des revenus immédiatement avant l'année à laquelle les arriérés se rapportent.

59. Par dérogation à ce qui précède, la rémunération de référence est égale à la rémunération brute normale de la dernière année d'activité normale précédant celle du paiement des arriérés, pour autant que le bénéficiaire en apporte la preuve.

RÉMUNÉRATION DE RÉFÉRENCE	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTÉ PROFESSIONNEL DÛ SUR LES ARRIÉRÉS
jusqu'à 11.230 EUR	0,00
de 11.230,01 EUR à 13.485 EUR	2,68
de 13.485,01 EUR à 14.975 EUR	6,57
de 14.975,01 EUR à 17.975 EUR	10,77
de 17.975,01 EUR à 19.480 EUR	13,55
de 19.480,01 EUR à 21.720 EUR	16,55

RÉMUNÉRATION DE RÉFÉRENCE	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DÛ SUR LES ARRIÉRÉS
de 21.720,01 EUR à 25.465 EUR	19,17
de 25.465,01 EUR à 32.950 EUR	24,92
de 32.950,01 EUR à 40.435 EUR	29,93
de 40.435,01 EUR à 52.425 EUR	31,30
de 52.425,01 EUR à 59.160 EUR	36,90
de 59.160,01 EUR à 67.395 EUR	38,96
de 67.395,01 EUR à 78.625 EUR	40,93
de 78.625,01 EUR à 94.360 EUR	42,92
de 94.360,01 EUR à 118.320 EUR	44,99
de 118.320,01 EUR à 136.290 EUR	46,47
de 136.290,01 EUR à 160.250 EUR	47,48
supérieure à 160.250 EUR	48,00

Sous-section 2. Exonération pour enfants à charge

60. Toutefois, lorsque la rémunération de référence n'excède pas le montant limite qui, suivant le nombre d'enfants à charge (en tenant compte du n° 8), est mentionné dans le tableau repris ci-dessous, les arriérés de rémunérations sont exonérés à concurrence de la différence entre le montant limite précité et la rémunération de référence.

NOMBRE D'ENFANTS À CHARGE	MONTANT LIMITE
1	17.858 EUR
2	21.280 EUR
3	27.430 EUR
4	34.280 EUR
5	41.130 EUR
6	47.980 EUR
7	54.830 EUR
8	61.680 EUR
9	68.530 EUR
10	75.380 EUR
11	82.230 EUR
12	89.080 EUR

Sous-section 3. Dérogation

61. Par dérogation aux sous-sections 1 et 2, aucun précompte professionnel n'est dû lorsque le douzième du montant de la rémunération de référence ne donne pas lieu au précompte professionnel suivant les règles prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2 à 4 applicables aux rémunérations payées par mois.

Section 3. Indemnités de dédit.

62. Le précompte professionnel est déterminé suivant les règles prévues aux n°s 58 à 60, étant entendu que la rémunération de référence à prendre en considération pour déterminer le taux du précompte professionnel est celle qui a servi de base à la fixation de l'indemnité ou, à défaut de telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

63. Par dérogation à ce qui précède, la rémunération de référence est égale à la rémunération brute normale de la dernière année d'activité normale précédant celle du paiement des indemnités de dédit, pour autant que le bénéficiaire en apporte la preuve.

Section 4. Indemnités de reclassement

64. Le précompte professionnel sur les indemnités de reclassement visées au Titre IV, Chapitre 5, sections 2 et 3, de la loi du 23 décembre 2005 relative au pacte entre les générations, est établi selon les règles aux n^{os} 58 à 60, étant entendu que pour la détermination du taux du précompte professionnel, la rémunération de référence à prendre en considération est celle qui a servi de base à la détermination de l'indemnité ou, à défaut, la rémunération que le bénéficiaire a reçue pendant la dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paye l'indemnité.

65. Par dérogation à ce qui précède, la rémunération de référence est égale aux rémunérations brutes normales de la dernière année d'activité normale qui précède l'année de paiement des indemnités de reclassement, pour autant que le bénéficiaire en apporte la preuve.

Section 5. Indemnités et allocations payées occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire

66. Les indemnités et allocations non visées aux sections 1 à 4, payées par un débiteur du précompte professionnel à des personnes qui ne sont rétribuées qu'occasionnellement ou périodiquement et en ordre subsidiaire par lui-même ou à son intervention (commissions occasionnelles, rétributions, jetons de présence, etc.) sont soumises au précompte professionnel suivant les taux prévus ci-après (sans réduction) :

MONTANT DES INDEMNITÉS ET ALLOCATIONS	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DÛ SUR LE MONTANT TOTAL DES INDEMNITÉS ET ALLOCATIONS
jusqu'à 500 EUR	27,25
de 500,01 EUR à 650 EUR	32,30
supérieur à 650 EUR	37,35

Section 6. Créances ayant le caractère de rémunérations visées à l'article 270, alinéa 1^{er}, 6^o, CIR 92

67. En ce qui concerne les créances ayant le caractère de rémunérations au sens de l'article 30, 1^o et 2^o, CIR 92 honorées par des curateurs de faillites, liquidateurs de concordats judiciaires, liquidateurs de sociétés ou des personnes qui exercent des fonctions analogues, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 26,75 p.c.

Section 7. Rémunérations pour travail à la pièce

68. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations allouées aux ouvriers travaillant à la pièce et dont les prestations irrégulières et non contrôlées par l'employeur ne sont pas exprimées en journées, semaines, quinzaines ou mois de travail, est déterminé d'après les règles prévues aux parties 2 et 3, chapitres 2 à 4, compte tenu de la période à laquelle les rémunérations se rapportent. Dans ce cas, le précompte professionnel ne peut cependant jamais être inférieur à 11,11 p.c. des rémunérations.

Section 8. Pécules de vacances payés par les caisses de vacances

69. Les pécules de vacances payés ou attribués par les caisses de vacances annuelles sans intervention de l'employeur sont soumis au précompte professionnel suivant les taux ci-après (sans réduction):

MONTANT DU PÉCULE DE VACANCES	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DÛ SUR LE MONTANT TOTAL DU PÉCULE DE VACANCES
jusqu'à 1.650 EUR	17,16

supérieur à 1.650 EUR

23,22

Section 9. Primes de fin d'année et de fidélité payées et octroyées par les fonds de sécurité d'existence

70. Les primes de fin d'année et de fidélité payées ou octroyées par les Fonds de sécurité d'existence sont soumises au précompte professionnel au taux de 23,22 p.c. (sans réduction).

Section 10. Etudiants

71. Par dérogation aux règles précédentes, aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations payées ou attribuées aux étudiants engagés dans le cadre d'un contrat d'occupation d'étudiants, visé au titre VII de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail, pour 600 heures déclarées d'occupation d'étudiants par année civile et qui, conformément à l'article 17bis, §1^{er}, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ne sont pas soumises aux cotisations de sécurité sociale.

Section 11. Jeunes travailleurs

72. Par dérogation aux règles précédentes, aucun précompte professionnel n'est dû sur les rémunérations payées ou attribuées durant les mois d'octobre, novembre ou décembre aux jeunes travailleurs qui satisfont aux conditions visées à l'article 36, § 1^{er}, alinéa 1, 1^o à 3^o, de l'arrêté royal 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage engagés dans le cadre d'un contrat de travail entamé au cours des mois d'octobre, novembre ou décembre précités et à la condition que le montant brut mensuel de ces rémunérations n'excède pas 4.725 euros.

Section 12. Travailleurs occasionnels dans le secteur horeca

73. Par dérogation aux règles précédentes, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 33,31 p.c. sur les rémunérations pour des prestations faites durant au maximum 50 jours par année civile et qui sont payées ou attribuées aux travailleurs occasionnels occupés chez un employeur ressortissant de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou ressortissant de la commission paritaire pour le travail intérimaire si l'utilisateur relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière est, pour l'application de cet article, considéré comme un travailleur occasionnel pour autant que l'employeur et le travailleur concluent un contrat de travail pour une durée déterminée ou un contrat de travail pour un travail nettement défini pour un maximum de 2 jours consécutifs et pour lesquelles les cotisations sociales sont calculées sur un forfait horaire ou journalier tel que visé à l'article 31ter, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Section 13. Artistes et musiciens

74. Le précompte professionnel est fixé uniformément à 11,11 p.c. (sans réduction) en ce qui concerne les rémunérations payées aux artistes et aux musiciens par des entreprises de spectacles ou de divertissements, lorsque les intéressés n'appartiennent pas en titre au personnel de ces entreprises et qu'ils ne peuvent pas être considérés comme étant rémunérés par elles en ordre subsidiaire.

Section 14. Personnes qui appartiennent à d'autres catégoriesSous-section 1^{re}. Contribuables visés

75. Certaines catégories de contribuables qui, eu égard aux conditions dans lesquelles ils exercent leur activité professionnelle, sont à considérer comme rémunérés selon des modalités spéciales.

76. Il s'agit des revenus suivants payés ou attribués aux contribuables concernés:

- 76.1. les rétributions payées aux joueurs de football qui ne perçoivent pas de rémunération fixes et qui ne sont pas visées au chapitre 6 de la partie 7 ;
- 76.2. les allocations exceptionnelles qui ne sont pas visées au chapitre 6 de la partie 7 et qui sont payées à certaines occasions spéciales (match important de coupe, primes de victoire ou de classement, etc.) aux entraîneurs, soigneurs, joueurs et joueuses de basket-ball, qui bénéficient des rémunérations périodiques, ainsi que les sommes et avantages imposables de toute nature octroyés à ceux qui ne bénéficient pas de telles rémunérations ;
- 76.3. les commissions d'assurances allouées aux personnes liées par un contrat de travail d'employé à une entreprise d'assurances, à un courtier ou à un agent d'assurances et qui traitent, en dehors de leurs prestations normales, des affaires d'assurances pour le compte de leur employeur en vertu d'une obligation découlant de ce contrat ;
- 76.4. les rétributions payés ou attribués aux travailleurs intérimaires salariés ;
- 76.5. les allocations pour des prestations en tant que travailleur occasionnel dans l'horticulture ou l'agriculture telles que visées à l'article 8*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, payées ou octroyées par l'employeur.

Sous-section 2. Base de perception et taux

77. Le précompte professionnel est fixé uniformément à 11,11 p.c. (sans réduction) des revenus mentionnés au n° 76.

PARTIE 4. REVENUS DE REMPLACEMENT**CHAPITRE 1^{ER}. RÉPARATION DE PERTES TEMPORAIRES DE RÉMUNÉRATIONS, DE BÉNÉFICES OU DE PROFITS, à l'exception des allocations de chômage**

78. Les indemnités légales ou extra-légales payées ou attribuées en réparation d'une perte temporaire de rémunérations, de bénéfices ou de profits résultant par exemple d'un accident, d'une maladie, d'une invalidité ou d'autres événements analogues, sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

78.1. lorsque les indemnités sont payées ou attribuées au bénéficiaire par l'employeur, par la société ou à leur intervention :

78.1.1. suivant les règles prévues au n° 53, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d., la rémunération annuelle normale qui a servi de base au calcul de l'indemnisation;

78.1.2. à défaut de la rémunération de référence, le précompte professionnel s'élève à 32,10 p.c. (sans réduction) ;

78.2. lorsque ces indemnités sont payées au bénéficiaire, sans intervention de l'employeur, par un organisme d'assurance ou par une autre institution ou par un autre intermédiaire : au taux de 11,11 p.c. ou 22,20 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'indemnités légales ou d'indemnités extra-légales.

78.3. Dérogations relatives aux indemnités de maladie et d'invalidité

78.3.1. Par dérogation au n° 78.2 les indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées pendant les six premiers mois de la période d'incapacité de travail primaire définie à l'article 87, alinéa 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 et qui font suite à une période de chômage complet ou partiel visée au n° 85.1, sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,09 p.c. (sans réduction).

78.3.2. Par dérogation aux n^{os} 78.2 et 78.3.1., le précompte professionnel n'est pas dû sur :

- 1° les indemnités légales d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées aux chômeurs complets mentionnés au n° 79.2.1, pendant les six premiers mois de la période d'incapacité de travail primaire visée au n° 78.3.1;
- 2° les indemnités légales d'assurance en cas d'invalidité visées au titre IV, chapitre III, section II de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 et aux articles 10 et 12bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants, et ce jusqu'au 31 décembre 2024 ;
- 3° la prime et l'allocation forfaitaire visées à l'article 215sexies de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 ;
- 4° les indemnités complémentaires payées ou attribuées en exécution de la loi du 24 juin 2020 octroyant un complément temporaire aux indemnités d'incapacité primaire ;
- 5° les indemnités de crise supplémentaires payées ou attribuées en exécution de l'arrêté royal du 15 septembre 2020 portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail.

78.3.3. Le précompte professionnel calculé conformément n^{os} 78.2 et 78.3.1. ne peut pas avoir pour effet que :

1° Le montant des indemnités d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité visées au titre IV, chapitre III, sections I et II de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, soit inférieur à l'indemnité d'invalidité minimum visée à l'article 93*bis* de la loi coordonnée précitée, sauf lorsque cette indemnité est cumulée avec des revenus visés à l'article 104 de la même loi ou lorsque des prestations sont refusées ou diminuées en vertu de l'article 136, §2, de la même loi.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er} ; pendant les six premiers mois de l'incapacité de travail primaire, on tient cependant compte uniquement du montant de l'indemnité d'invalidité minimum pour un titulaire avec charge de famille, visé à l'article 93*bis* de la loi coordonnée précitée.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne s'appliquent pas aux indemnités complémentaires payées ou attribuées en exécution de la loi du 24 juin 2020 octroyant un complément temporaire aux indemnités d'incapacité primaire. Il est également fait abstraction de ces indemnités complémentaires pour l'application des alinéas 1^{er} et 2.

2° Le montant des indemnités d'assurance en cas de maladie ou d'invalidité visées aux articles 8 et 10 de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants qui est finalement dû, soit inférieur à l'indemnité d'invalidité minimum visée à l'article 93*bis* de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, sauf lorsque cette indemnité est refusée ou diminuée en vertu de l'article 28 ou 29, §1^{er}, 1° à 4°, de l'arrêté royal précité.

78.3.4. Par dérogation au n° 78.1 :

1° les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 57 du chapitre IX de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat aux agents en disponibilité pour maladie, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction) ;

2° les indemnités payées ou attribuées en vertu de l'article 58 du chapitre IX de l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'Etat aux agents en disponibilité pour maladie, sont soumises au précompte professionnel conformément aux règles de la partie 3, à l'exception du n° 47 ;

3° le précompte professionnel n'est pas dû sur les indemnités en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées aux jeunes travailleurs visés au n° 72, à la condition que les rémunérations qu'elles remplacent remplissent les conditions pour être exonérées de précompte professionnel en vertu de ce n° 72 ;

4° les indemnités en cas de maladie ou d'invalidité payées ou attribuées aux travailleurs visés au n°76, sont soumises au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

78.4. Dérogations relatives aux allocations légales d'interruption

Par dérogation au n° 78.2 les allocations légales d'interruption sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

78.4.1. Les allocations légales d'interruption payées ou attribuées aux travailleurs qui interrompent leur carrière professionnelle à temps plein sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,13 p.c. (sans réduction) ;

78.4.2. Les allocations légales d'interruption payées ou attribuées aux travailleurs qui interrompent leur carrière professionnelle à temps partiel sont soumises au précompte professionnel au taux de 17,15 p.c. (sans réduction). Ce taux de 17,15 p.c. est porté :

1° à 35 p.c. dans le cas :

a) d'une diminution de carrière d'1/5^{ème}, en application des articles 4 et 6 de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 pris en exécution du chapitre IV de la loi du 10 août 2001 relative à la conciliation entre l'emploi et la qualité de vie concernant le système du crédit-temps, la diminution de carrière et la réduction des prestations de travail à mi-temps, qui prend cours à partir du 1^{er} juin 2007, ou d'une même diminution de carrière en application des articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 10 juin 2002 relatif à l'octroi d'allocation d'interruption aux membres du personnel des entreprises publiques qui ont obtenu une autonomie de gestion en application de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Cette mesure ne s'applique pas aux travailleurs en diminution de carrière d'1/5^{ème} qui cohabitent exclusivement avec un ou plusieurs enfants à charge ;

b) d'un crédit-temps à mi-temps ou d'une interruption de carrière à mi-temps qui prend cours à partir du 1^{er} janvier 2009 pour les contribuables âgés de 50 ans et plus. Cette mesure ne s'applique pas aux travailleurs qui habitent seuls ou qui cohabitent exclusivement avec un ou plusieurs enfants à charge et aux contribuables bénéficiant d'un congé thématique (congé parental, assistance médicale, soins palliatifs).

2° à 30 p.c. dans le cas d'un crédit-temps à mi-temps ou d'une interruption de carrière à mi-temps qui prend cours à partir du 1^{er} janvier 2009 pour les contribuables de moins de 50 ans. Cette majoration ne s'applique pas aux travailleurs qui habitent seuls ou qui cohabitent exclusivement avec un ou plusieurs enfants à charge et aux contribuables qui bénéficient d'un congé thématique (congé parental, assistance médicale, soins palliatifs) ;

78.4.3. Les primes légales octroyées aux membres du personnel des services publics à l'occasion du travail à mi-temps à partir de 50 ou 55 ans ou de la semaine de quatre jours, sont soumises au précompte professionnel au taux de 17,15 p.c. (sans réduction).

78.5. Dérogation relative au droit passerelle

Par dérogation au n° 78.2, le précompte professionnel n'est pas dû sur la prestation financière visée à l'article 3, 1°, de la loi du 22 décembre 2016 instaurant un droit passerelle en faveur des travailleurs indépendants.

CHAPITRE 2. ALLOCATIONS DE CHOMAGE

Section 1^{re}. Allocations de chômage **sans** complément d'entreprise

79. Les allocations de chômage légales **sans** complément d'entreprise sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la règle suivante.

79.1. Les allocations légales et extra-légales de toute nature, allocations d'insertion comprises, obtenues en réparation totale ou partielle d'une perte temporaire de rémunérations résultant d'un chômage complet ou partiel et non visées aux sections 2 et 3, sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,09 p.c. (sans réduction).

79.2. Dérogations

79.2.1. Par dérogation au n° 79.1, aucun précompte professionnel ne doit être retenu sur les allocations légales de chômage ou les allocations légales d'insertion des travailleurs, chômeurs complets, qui ne perçoivent aucun revenu d'activité professionnelle et qui, au sens de la réglementation en matière de chômage, ont la qualité :

- soit de cohabitant ayant droit au complément pour perte de revenu unique ;
- soit de cohabitant qui n'a droit ni au complément pour perte de revenu unique ni au complément d'adaptation, et, si le travailleur cohabite avec un conjoint, à condition que les revenus professionnels de ce conjoint consistent uniquement en revenus de remplacement ;
- soit de cohabitant qui ne dispose que d'allocations de chômage constituées du forfait légal, majoré ou non ;
- soit d'isolé ;
- soit de travailleur ayant droit à une allocation d'insertion ;
- soit de travailleur qui bénéficie d'une dispense pour raisons sociales et familiales.

79.2.2. Par dérogation au n° 79.1, les allocations légales et extra-légales payées ou attribuées aux chômeurs temporaires visés à l'article 27, 2°, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant la réglementation du chômage, sont soumises au précompte professionnel au taux de 26,75 p.c. (sans réduction).

Section 2. Allocations de chômage avec complément d'entreprise

80. Le précompte professionnel dû sur les allocations de chômage avec complément d'entreprise est établi comme suit :

80.1. le précompte professionnel est calculé suivant les règles prévues à la partie 5, chapitres 1 à 5 sur le montant total des indemnités ;

80.2. le précompte professionnel ainsi calculé est ensuite diminué de la réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré reprise au n° 44.

81. Par dérogation au n° 80, les indemnités complémentaires en sus des allocations de chômage avec complément d'entreprise hors règlement d'allocations de chômage avec complément d'entreprise sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante.

81.1. L'ancien travailleur a atteint l'âge de 50 ans :

81.1.1. Les indemnités complémentaires en sus des allocations de chômage avec complément d'entreprise que le travailleur précité a reçues pendant une période d'inactivité, de reprise du travail chez un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant, sont soumises au précompte professionnel selon la distinction suivante :

- a) l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail est mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 10,09 p.c. (sans réduction) ;
- b) l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail n'est pas mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 26,75 p.c. (sans réduction).

81.2. L'ancien travailleur n'a pas atteint l'âge de 50 ans :

81.2.1. Les indemnités complémentaires en sus des allocations de chômage avec complément d'entreprise que le travailleur précité a reçues pendant une période d'inactivité, de reprise

du travail chez un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant, sont soumises au précompte professionnel selon n° 78.1.2.

Section 3. Pseudo-allocations de chômage avec complément d'entreprise en sus d'allocations de chômage

82. Par dérogation à la section 2, les pseudo-allocations de chômage avec complément d'entreprise en sus d'allocations de chômage sont soumises au précompte professionnel selon la distinction suivante.

82.1. L'ancien travailleur a atteint l'âge de 50 ans et la convention dont il s'agit n'est pas une convention collective de travail sectorielle conclue avant le 30 septembre 2005 ou une convention sectorielle qui prolonge une telle convention sans interruption, les indemnités complémentaires que le travailleur précité qui perçoit des allocations de chômage en tant que chômeur à temps plein ou pourrait les recevoir s'il n'avait pas repris le travail, qu'il a reçues directement ou indirectement, sont soumises au précompte professionnel selon la distinction suivante :

82.1.1. l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail est mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 10,09 p.c. (sans réduction) ;

82.1.2. l'obligation pour l'ancien employeur de poursuivre le paiement de ces indemnités après reprise du travail n'est pas mentionnée dans une convention collective de travail ou dans une convention individuelle prévoyant le paiement de l'indemnité complémentaire : précompte professionnel de 26,75 p.c. (sans réduction).

82.2. Soit l'ancien travailleur n'a pas atteint l'âge de 50 ans, soit l'ancien travailleur a atteint l'âge de 50 ans ET la convention dont il s'agit est une convention collective de travail sectorielle conclue avant le 30 septembre 2005 ou une convention sectorielle qui prolonge une telle convention sans interruption, les indemnités complémentaires en sus d'une allocation de chômage après licenciement que l'ancien travailleur a reçues pendant une période d'inactivité, de reprise du travail chez un autre employeur ou de reprise du travail en tant qu'indépendant, sont soumises au précompte professionnel au taux de 10,09 p.c. (sans réduction).

PARTIE 5. PENSIONS, RENTES, CAPITAUX, VALEURS DE RACHAT ET REVENUS Y ASSIMILÉS

CHAPITRE 1^{ER}. MONTANT ANNUEL NET DE LA BASE IMPOSABLE

83. Le montant annuel net de la base imposable est établi comme suit :

83.1. Etablir le montant annuel brut de la base imposable conformément à la partie 1^{re}, chapitre 2, sections 4 à 6.

83.2. Le montant annuel net de la base imposable est égal au montant annuel brut mentionné au n° 83.1.

CHAPITRE 2. L'IMPOT DE BASE

84. L'impôt de base est établi conformément à la partie 2.

CHAPITRE 3. LES REDUCTIONS POUR ENFANTS A CHARGE ET POUR AUTRES CHARGES DE FAMILLE

85. De l'impôt de base déterminé conformément au chapitre 2, les réductions suivantes peuvent être déduites :

85.1. la réduction pour enfants à charge reprise au n° 38 ;

85.2. la réduction pour autres charges de famille reprise selon le cas aux n^{os} 39 à 41.

CHAPITRE 4. RÉDUCTION SPÉCIALE POUR PENSIONS

86. Après application du chapitre 3, l'impôt de base est diminué avec la réduction spéciale pour pensions. Cette réduction s'élève à 2.202 euros par an.

87. L'application de la réduction spéciale dépend du montant annuel de la pension, qui est le montant, le cas échéant, après déduction du revenu attribué à l'autre conjoint comme visé au n° 34.1.1.

88. Cette réduction spéciale est déduite comme suit :

88.1. en totalité, lorsque le montant annuel de la pension n'excède pas 27.920 euros ;

88.2. en partie, lorsque le montant annuel de la pension est compris entre 27.920 euros et 55.840 euros ; cette partie est déterminée au moyen de la formule suivante :

$(1/3 \times 2.202) + (2/3 \times 2.202 \times \underline{55.840 - \text{montant annuel de la pension}})$

27.920

88.3. à concurrence de 1/3 lorsque le montant annuel de la pension atteint ou dépasse 55.840 euros.

CHAPITRE 5. DETERMINATION DU PRECOMPTE PROFESSIONNEL MENSUEL

89. Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base diminué conformément au chapitre 4 est divisé par 12.

CHAPITRE 6. PAIEMENTS EFFECTUÉS AUTREMENT QUE PAR MOIS

90. Pour les pensions ou les rentes payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au trentième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel qui serait conformément aux chapitres 1^{er} à 5 dû sur la pension ou la rente mensuelle correspondante par le nombre de jours de la période à laquelle se rapporte la pension ou la rente.

CHAPITRE 7. RÈGLES PARTICULIÈRESSection 1^{re} Arriérés

91. Les arriérés de pensions ou rentes (c.-à-d. les pensions ou les rentes dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement) sont soumis au précompte professionnel suivant les règles prévues aux n^{os} 58 à 60, étant entendu que le taux à appliquer est déterminé mutatis mutandis eu égard au montant annuel des pensions ou des rentes brutes normales allouées au bénéficiaire immédiatement avant l'année à laquelle les arriérés se rapportent ou, à défaut de telle référence, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales, majorées des avances éventuelles sur pensions ou rentes, perçues par le bénéficiaire pendant la dernière année d'activité normale.

Section 2 Pécules de vacances

92. Le précompte professionnel sur le pécule de vacances attribué aux personnes qui bénéficient d'une pension de retraite ou de survie à charge du régime de pension pour travailleurs salariés est établi conformément au taux mentionné dans les tableaux ci-après, sur le total imposable mensuel des pensions du bénéficiaire des revenus.

92.1. Le bénéficiaire des revenus est un isolé ou le conjoint du bénéficiaire des revenus a également des revenus professionnels.

MONTANT MENSUEL IMPOSABLE DE LA PENSION	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT DU PÉCULE DE VACANCES
jusqu'à 1.499,99 EUR	0
de 1.500 EUR à 1.549,99 EUR	1
de 1.550 EUR à 1.599,99 EUR	3
de 1.600 EUR à 1.649,99 EUR	4
de 1.650 EUR à 1.749,99 EUR	6
de 1.750 EUR à 1.949,99 EUR	10
de 1.950 EUR à 2.299,99 EUR	15
de 2.300 EUR à 2.599,99 EUR	20
de 2.600 EUR à 3.049,99 EUR	25
de 3.050 EUR à 4.299,99 EUR	30
de 4.300 EUR à 4.349,99 EUR	35
à partir de 4.350 EUR	36

92.2. Le conjoint du bénéficiaire des revenus n'a pas de revenus professionnels.

MONTANT MENSUEL IMPOSABLE DE LA PENSION	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT DU PÉCULE DE VACANCES
jusqu'à 2.199,99 EUR	0
de 2.200 EUR à 2.349,99 EUR	1
de 2.350 EUR à 2.449,99 EUR	3
de 2.450 EUR à 2.549,99 EUR	4

de	2.550 EUR à 2.949,99 EUR	5
de	2.950 EUR à 3.199,99 EUR	10
de	3.200 EUR à 3.699,99 EUR	15
de	3.700 EUR à 4.449,99 EUR	20
de	4.450 EUR à 5.199,99 EUR	25
de	5.200 EUR à 5.899,99 EUR	30
de	5.900 EUR à 6.499,99 EUR	32
A partir de	6.500 EUR	34

Section 3 Pensions et rentes qui ne sont octroyées, ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution d'un statut légal ou réglementaire

93. Les pensions ou les rentes de retraite et de survie qui ne sont octroyées ni dans le cadre de l'épargne-pension, ni en exécution de la législation sociale ou d'un statut légal ou réglementaire excluant les intéressés du champ d'application de la législation sociale, d'une part, et les rentes de vieillesse et les rentes de veuves octroyées par les organismes d'assurances en contrepartie de versements opérés librement dans le cadre de la législation relative à la pension des employés d'autre part, sont soumises au précompte professionnel suivant les taux (sans réduction) repris ci-après :

MONTANT ANNUEL DE LA PENSION OU DE LA RENTE	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTÉ PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT TOTAL DE LA PENSION OU DE LA RENTE
jusqu'à 1.790,00 EUR	0
de 1.790,01 EUR à 2.990,00 EUR	11,11
de 2.990,01 EUR à 8.900,00 EUR	16,15
de 8.900,01 EUR à 14.820,00 EUR	21,20
de 14.820,01 EUR à 29.640,00 EUR	27,25
de 29.640,01 EUR à 44.460,00 EUR	32,30
supérieur à 44.460,00 EUR	37,35

94. Par dérogation au n° 93, aucun précompte professionnel ne doit être retenu :

94.1. sur les pensions et rentes dans l'éventualité et la mesure où ces pensions ou rentes ont été octroyées en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au Livre II, Titre VIII du Code des droits et taxes divers ;

94.2. lorsque le bénéficiaire des pensions ou rentes établit que le douzième du total du montant annuel de sa pension légale et complémentaire ne donne pas lieu à déduction de précompte professionnel eu égard aux règles prévues aux chapitres 1^{er} à 5.

Section 4 Allocations ou rentes octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie ou d'une invalidité

95. Les allocations ou les rentes qui se rattachent directement ou indirectement à une activité professionnelle visée à l'article 23, § 1^{er}, 1^o, 2^o et 4^o, CIR 92 ou qui constituent la réparation d'une perte permanente de rémunérations, bénéfices ou profits et qui sont octroyées à la suite d'un accident, d'une maladie, d'une invalidité ou d'autres événements analogues, sont soumises au précompte professionnel en tenant compte de la distinction suivante :

95.1. quand ces allocations ou ces rentes sont payées aux bénéficiaires par leur employeur ou à son intervention : suivant les règles prévues au n° 53, étant entendu que le taux à prendre en considération est déterminé eu égard au total annuel des rémunérations brutes normales qui ont servi de base de calcul des allocations ou des rentes;

95.2. quand ces allocations ou ces rentes sont payées aux bénéficiaires sans intervention de l'employeur, par un organisme d'assurances ou par une autre institution ou par un intermédiaire : au taux de 11,11 p.c. ou de 22,20 p.c. (sans réduction) suivant qu'il s'agit d'allocations ou de rentes légales ou d'allocations ou de rentes extra-légales. Toutefois, aucun précompte

professionnel ne doit être retenu lorsque le bénéficiaire des rentes ou des allocations établit que le douzième de la rémunération annuelle qui a servi de base au calcul de l'indemnisation ne donne pas lieu à déduction de précompte professionnel suivant les règles prévues aux chapitres 1 à 5.

Section 5 Capitaux et valeurs de rachat qui ne sont pas octroyés dans le cadre de l'épargne-pension

96. Les capitaux et valeurs de rachat, ou les tranches de ceux-ci, qui, conformément à l'article 169, § 1^{er}, ou à l'article 515*bis*, alinéas 4 et 7, CIR 92, sont taxés à l'impôt des personnes physiques selon le régime de conversion, n'interviennent, pour le calcul du précompte professionnel, qu'à concurrence du montant de la rente viagère résultant de leur conversion suivant les coefficients déterminés par l'article 73 du présent arrêté.

La rente est soumise au précompte professionnel au taux de 11,11 p.c. (sans réduction).

97. Un précompte professionnel de 10,09 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat qui, conformément à l'article 171, 2^o, b à d, ou 515*quater*, § 1^{er}, b, CIR 92, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques.

98. Un précompte professionnel de 16,66 p.c. (sans réduction) est dû sur les capitaux et valeurs de rachat, les capitaux tenant lieu de rentes ou pensions et le rachat de la valeur capitalisée d'une partie de la pension légale de retraite ou de survie qui, conformément à l'article 171, 4^o, f à h ; 515*bis*, alinéa 5 ; ou 515*octies*, CIR 92, ou conformément à l'article 104, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques.

99. Les capitaux et valeurs de rachat visés à l'article 171, 4^o, f, CIR 92 sont soumis au précompte professionnel selon la distinction suivante :

99.1. Un précompte professionnel au taux de 18,17 p.c. (sans réduction) est dû dans la mesure où il s'agit de capitaux constitués au moyen de cotisations de l'employeur ou de l'entreprise et liquidés en cas de vie au travailleur ou au dirigeant d'entreprise à l'âge de 61 ans ;

99.2. Un précompte professionnel de 20,19 p.c. (sans réduction) est dû, dans la mesure où il s'agit de capitaux constitués au moyen de cotisations de l'employeur ou de l'entreprise et liquidés en cas de vie :

99.2.1. au travailleur ou au dirigeant d'entreprise à l'âge de 60 ans ;

99.2.2. au travailleur à l'occasion de la mise à la retraite visée à l'article 27, §3, de la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, tel et pour autant qu'il reste en vigueur en vertu de l'article 104, alinéas 2 et 3, de la loi-programme du 27 décembre 2021, avant d'atteindre l'âge de 61 ans.

100. Un précompte professionnel de 33,31 p.c. (sans réduction) est dû sur :

100.1. les capitaux et valeurs de rachat qui, conformément à l'article 171, 1^o, d, f, h, ou j ou 515*quater*, § 1^{er}, a, CIR 92, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques ;

100.2. les capitaux, valeurs de rachat et capitaux tenant lieu de rentes ou pensions, ou sur les tranches de ceux-ci, qui ne sont pas visés aux n^{os} 96 à 100.1.

101. Par dérogation aux n^{os} 97 à 100.2, aucun précompte professionnel ne doit être retenu dans l'éventualité et la mesure où les capitaux, les valeurs de rachat et les capitaux tenant lieu de rentes ou pensions ont été octroyés en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au Livre II, Titre VIII du Code des droits et taxes divers ou à l'article 119, 1^o, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

Section 6 Epargne-pension

102. Les pensions et les rentes d'une assurance-épargne sont soumises au précompte professionnel suivant les taux (sans réduction) repris ci-après :

MONTANT ANNUEL DE LA PENSION OU DE LA RENTE	POURCENTAGE DE PRECOMPTE PROFESSIONNEL DU SUR LE MONTANT TOTAL DE LA PENSION OU DE LA RENTE
jusqu'à 1.500,00 EUR	11,11
de 1.500,01 EUR à 2.500,00 EUR	16,15
supérieur à 2.500,00 EUR	21,20

103. L'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, en vertu des articles 171, 1^o *bis*, 174 et 515^{ter}, CIR 92 et en vertu de l'article 105 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques, sont soumis au précompte professionnel au taux de 8,08 p.c. (sans réduction), étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3 et 515^{bis}, alinéa 3, du même Code.

104. L'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, en vertu des articles 515^{bis}, alinéa 5 et 515^{ter}, CIR 92 et en vertu de l'article 104, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, sont imposés distinctement à l'impôt des personnes physiques, sont soumis au précompte professionnel au taux de 16,66 p.c. (sans réduction), étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3 et 515^{bis}, alinéa 3, CIR 92.

L'alinéa précédent est également applicable à l'épargne, aux capitaux et valeurs de rachat qui sont visés à l'article 9, § 4, de l'arrêté royal du 22 décembre 1986 instaurant un régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension.

105. Un précompte professionnel de 33,31 p.c. (sans réduction) est dû sur :

105.1. l'épargne de comptes-épargne et sur les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui, conformément à l'article 171, 1^o, g, CIR 92, sont taxés distinctement à l'impôt des personnes physiques, étant entendu qu'en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément aux articles 34, § 3, et 515^{bis}, alinéa 3, du même Code ;

105.2. l'épargne de comptes-épargne et sur les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne qui ne sont pas visés aux n^{os} 103 à 105.1, ci-dessus. En outre, en ce qui concerne l'épargne, le montant imposable doit être déterminé conformément à l'article 515^{bis}, alinéa 3, du même Code;

105.3. les transferts visés à l'article 34, § 2, 3^o, du même Code.

106. Par dérogation aux n^{os} 103 à 105.3, aucun précompte professionnel ne doit être retenu dans l'éventualité et la mesure où l'épargne de comptes-épargne et les capitaux et valeurs de rachat d'assurances-épargne ont été octroyés en exécution de contrats qui ont fait l'objet d'une taxe sur l'épargne à long terme telle qu'elle est fixée au Livre II, Titre VIII du Code des droits et taxes divers, à l'exception de la perception anticipée de la taxe visée à l'article 185, § 4, du même Code, ou à l'article 119 de la loi du 28 décembre 1992 portant des dispositions fiscales, financières et diverses.

PARTIE 6 REVENUS DES NON-RÉSIDENTS AUTRES QUE CEUX REPRIS AU N° 36.2**CHAPITRE 1^{ER} MONTANT ANNUEL NET DE LA BASE IMPOSABLE**

107. Après déduction des retenues sociales visées à la partie 1^{re}, chapitre 2, section 5, le montant annuel net de la base imposable est établi conformément à la partie 1, chapitre 3, sections 1^{re}, 2, 4 en 5.

CHAPITRE 2 L'IMPÔT DE BASE

108. L'impôt de base est établi à l'aide du barème de base repris au n° 31.

Le résultat ainsi obtenu est égal à l'impôt annuel de base.

CHAPITRE 3 DETERMINATION DU PRECOMPTE PROFESSIONNEL MENSUEL

109. Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base est divisé par 12.

CHAPITRE 4 RÉMUNÉRATIONS DES TRAVAILLEURS ET REVENUS Y ASSIMILÉS, à l'exception des allocations de chômage avec complément d'entreprise**Section 1^{re} Champ d'application**

110. Ce chapitre s'applique aux rémunérations payées ou attribuées, à l'exception des rémunérations visées au chapitre 6 de la Partie 7 :

- 110.1. aux travailleurs, et ;
- 110.2. aux dirigeants d'entreprise.

Section 2 Réductions

111. Du précompte professionnel déterminé conformément au chapitre 3, les réductions suivantes sont déduites :

- 111.1. la réduction pour assurance de groupe et pour assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré (cf. n° 44) ;
- 111.2. la réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire (cf. n° 45).

Section 3 Les rémunérations payées autrement que par mois**Sous-section 1^{re}. Rémunérations de travailleurs**

112. Pour les rémunérations payées par quinzaine, le précompte professionnel est fixé à la moitié du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois et prévues aux chapitres 1 à 3 et des sections 1^{re} et 2, sur le montant qui correspond à deux fois la rémunération par quinzaine.

113. Pour les rémunérations payées par semaine, le précompte professionnel est fixé au quart du précompte qui est dû, suivant la règle applicable aux rémunérations payées par mois et prévues aux chapitres 1 à 3 et des sections 1^{re} et 2, sur le montant qui correspond à quatre fois la rémunération par semaine.

114. Pour les rémunérations payées par journée de travail, le précompte professionnel est fixé au vingtième du précompte qui est dû, suivant les règles applicables aux rémunérations payées par mois

et prévues aux chapitres 1 à 3 et des sections 1^{re} et 2, sur le montant qui correspond à vingt fois la rémunération par journée de travail.

Sous-section 2. Rémunérations de dirigeants d'entreprise

115. Paiements périodiques effectués autrement que par mois

Pour les rémunérations périodiques (voir n° 17) payées autrement que par mois, le précompte professionnel s'élève au vingtième du produit obtenu en multipliant le montant du précompte professionnel dû, suivant les règles prévues aux chapitres 1 à 3 et des sections 1^{re} et 2, sur la rémunération mensuelle correspondante par le nombre de journées de travail de la période à laquelle se rapporte la rémunération.

116. Rémunérations non périodiques

Le précompte professionnel dû sur les rémunérations non périodiques (voir n° 18) est égal à douze fois la différence entre :

- d'une part, le précompte qui, suivant les règles prévues aux chapitres 1 à 3 et des sections 1^{re} et 2, est dû sur un revenu égal aux rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée, augmenté d'un douzième de la rémunération non périodique ;
- d'autre part, le précompte qui, suivant les mêmes règles, est dû sur les rémunérations périodiques du mois au cours duquel la rémunération non périodique est payée ou attribuée.

Section 4 Règles particulières

Sous-section 1^{re} Allocations exceptionnelles

117. En ce qui concerne les allocations exceptionnelles (commissions, pécules de vacances, primes de fin d'année, etc.) payées par un employeur à des membres de son personnel en dehors des rémunérations normales, le précompte professionnel (sans réduction) est fixé suivant les taux prévus ci-après, eu égard au montant annuel des rémunérations brutes normales qui sont payées ou attribuées en Belgique au bénéficiaire des revenus.

MONTANT ANNUEL DES RÉMUNÉRATIONS BRUTES NORMALES	POURCENTAGE DE PRÉCOMPTÉ PROFESSIONNEL DÛ
de 0,01 EUR à 23.700 EUR	26,75
de 23.700,01 EUR à 37.440 EUR	42,80
de 37.440,01 EUR à 60.590 EUR	48,15
supérieur à 60.590 EUR	53,50

Sous-section 2 Arriérés et indemnités de dédit

118. En ce qui concerne les arriérés de rémunérations (entre autres les rémunérations dont le paiement ou l'attribution n'a eu lieu, par le fait de l'autorité publique ou de l'existence d'un litige, qu'après l'expiration de la période imposable à laquelle elles se rapportent effectivement) et les indemnités de dédit, le précompte professionnel (sans réduction) est fixé suivant les taux prévus ci-après, eu égard à la rémunération de référence, c.-à-d. :

- soit le montant annuel de la rémunération brute normale payée ou attribuée en Belgique qui a été allouée au bénéficiaire des revenus immédiatement avant la révision qui a entraîné le paiement des arriérés ;
- soit la rémunération qui a servi de base à la fixation de l'indemnité de dédit ou, à défaut de telle référence, la rémunération qui a été perçue par le bénéficiaire pendant sa dernière période d'activité normale au service de l'employeur qui paie l'indemnité.

RÉMUNÉRATION DE RÉFÉRENCE		POURCENTAGE DE PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL DÛ
de	0,01 EUR à 21.580 EUR	26,75
de	21.580,01 EUR à 33.690 EUR	42,80
de	33.690,01 EUR à 54.100 EUR	48,15
	supérieure à 54.100 EUR	53,50

Sous-section 3 ----- Rémunérations pour travail à la pièce

119. Le précompte professionnel dû sur les rémunérations allouées aux ouvriers travaillant à la pièce et dont les prestations irrégulières et non contrôlées par l'employeur ne sont pas exprimées en journées, semaines, quinzaines ou mois de travail, est déterminé d'après les règles prévues aux chapitres 1 à 3 et aux sections 1 à 3, sous-section 1^{re}, compte tenu de la période à laquelle les rémunérations se rapportent.

Sous-section 4 ----- Travailleurs occasionnels dans le secteur horeca

120. Par dérogation aux règles précédentes, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 33,31 p.c. sur les rémunérations pour des prestations faites durant au maximum 50 jours par année civile et qui sont payées ou attribuées aux travailleurs occasionnels occupés chez un employeur ressortissant de la commission paritaire de l'industrie hôtelière ou ressortissant de la commission paritaire pour le travail intérimaire si l'utilisateur relève de la commission paritaire de l'industrie hôtelière est, pour l'application de cet article, considéré comme un travailleur occasionnel pour autant que l'employeur et le travailleur concluent un contrat de travail pour une durée déterminée ou un contrat de travail pour un travail nettement défini pour un maximum de 2 jours consécutifs et pour lesquelles les cotisations sociales sont calculées sur un forfait horaire ou journalier tel que visé à l'article 31^{ter}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs s'applique.

Sous-section 5 ----- Travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture

121. Par dérogation à toutes les règles précédentes, le précompte professionnel est fixé uniformément (sans réduction) à 18,725 p.c. sur les rémunérations des travailleurs saisonniers dans l'agriculture et l'horticulture mentionnées ci-après :

- les rémunérations pour les prestations en tant que travailleur occasionnel dans l'agriculture ou l'horticulture visé à l'article 8*bis* de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;
- la prime de fin d'année et la prime de fidélité octroyées par le Fonds social et de garantie pour les entreprises horticoles aux travailleurs saisonniers visés au premier tiret ;
- les rémunérations pour les prestations en tant qu'ouvrier dans l'agriculture ou l'horticulture effectuées dans le cadre d'un contrat à durée déterminée ou pour un travail nettement défini de maximum 6 semaines d'affilée à la suite immédiate d'une occupation en tant que travailleur occasionnel dans l'agriculture ou l'horticulture auprès du même employeur ;
- le pécule de vacances relatif à la période d'occupation consécutive visée au troisième tiret.

CHAPITRE 5 ALLOCATIONS DE CHÔMAGE AVEC COMPLÉMENT D'ENTREPRISE

Section 1^{re} Champ d'application

122. Il s'agit des allocations de chômage avec complément d'entreprise des travailleurs, payées ou attribuées à d'autres non-résidents que ceux mentionnés au n° 36.2.

Section 2 Montant annuel net de la base imposable

123. Le montant brut de la base imposable est établi conformément à la partie 1^{re}, chapitre 2, sections 5 à 6.

124. Le montant annuel net de la base imposable est égal au montant brut visé au n° 123.

Section 3 L'impôt de base

125. L'impôt de base est établi à l'aide du barème de base repris au n° 31.

Le résultat ainsi obtenu est égal à l'impôt de base annuel.

Section 4 Réduction pour allocations de chômage avec complément d'entreprise

126. Après l'application de la section 3, l'impôt de base peut seulement être diminué de la réduction (totale ou partielle) pour allocations de chômage avec complément d'entreprise. Cette réduction s'élève à 2.202 euros par an.

127. L'application de cette réduction dépend du montant annuel de l'allocation de chômage avec complément d'entreprise.

128. Cette réduction est déduite comme suit :

128.1. en totalité, lorsque le montant annuel des allocations de chômage avec complément d'entreprise n'excède pas 27.920 euros ;

128.2. en partie, lorsque le montant annuel des allocations de chômage avec complément d'entreprise est compris entre 27.920 euros et 55.840 euros ; cette partie est déterminée au moyen de la formule suivante :

$$(1/3 \times 2.202) + (2/3 \times 2.202 \times \frac{\text{montant annuel des allocations de chômage avec complément d'entreprise} - 27.920}{55.840 - 27.920})$$

128.3. à concurrence de 1/3 lorsque le montant annuel de la pension atteint ou dépasse 55.840 euros.

Section 5 Détermination du précompte professionnel mensuel

129. Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base diminué conformément à la section 4 est divisé par 12.

PARTIE 7 LES REVENUS NON REPRIS AUX PARTIES 3 A 6**CHAPITRE 1^{er} RENTES ALIMENTAIRES ET CAPITAUX VISÉS À L'ARTICLE 90, ALINÉA 1^{ER}, 3^o ET 4^o, CIR 92, VERSÉS À DES NON-RÉSIDENTS****130. Rentes**

Le précompte professionnel dû sur le montant des rentes visées à l'article 90, alinéa 1^{er}, 3^o et 4^o, CIR 92, que des habitants du Royaume versent à des non-résidents, est égal à 26,75 p.c. des 80 p.c. du montant de ces rentes.

131. Capitaux

Lorsque les rentes visées au n° 130 sont remplacées par un capital payé à un non-résident, le précompte professionnel est dû au taux de 26,75 p.c. sur les 80 p.c. de ce capital.

CHAPITRE 2 REVENUS MENTIONNÉS À L'ARTICLE 87, 5^o, A À C, E ET F, DU PRÉSENT ARRÊTÉ, PAYÉS OU ATTRIBUÉS À DES NON-RÉSIDENTS VISÉS À LA MÊME DISPOSITION

132. En ce qui concerne les revenus mentionnés à l'article 87, 5^o, a à c, e et f du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés au même article, le précompte professionnel dû est fixé suivant la distinction établie ci-après :

132.1. à 30,28 p.c. de leur montant brut en ce qui concerne les bénéfiques et profits mentionnés à l'article 87, 5^o, a, de cet arrêté ;

132.2. conformément aux règles et aux taux prévus au n° 66, en ce qui concerne les revenus mentionnés à l'article 87, 5^o, b, de cet arrêté ;

132.3. à 2,50 p.c. du montant brut des primes relatives aux opérations traitées en Belgique en ce qui concerne les bénéfiques mentionnés à l'article 87, 5^o, c, de cet arrêté ;

132.4. à 24,25 p.c. de leur montant brut en ce qui concerne les bénéfiques mentionnés à l'article 87, 5^o, e, de cet arrêté ;

132.5. 25 p.c. des revenus visés à l'article 87, 5^o, f, de cet arrêté (après déduction d'un montant forfaitaire de frais égal à 50 p.c. du montant brut des revenus). Le montant de ce précompte est toutefois limité au montant maximum de la retenue à la source prévue par une convention préventive de la double imposition applicable.

CHAPITRE 3 REVENUS DES ARTISTES DU SPECTACLE NON-RÉSIDENTS

133. Par dérogation aux dispositions des parties 3 et 6, chapitres 1^{er} à 4, et du n°s 132.1 et 132.2, le précompte professionnel est fixé uniformément à 18 p.c. du montant brut des revenus mentionnés à l'article 228, § 2, 8^o, CIR 92, diminué d'un montant forfaitaire de frais repris dans le tableau ci-après :

NATURE DES FRAIS	MONTANT
1. frais de déplacement :	300,00 EUR
2. frais de nourriture et autres menues dépenses :	37,50 EUR
3. frais de logement :	62,50 EUR
Total :	400,00 EUR

134. Le forfait est déterminé par redevable du précompte professionnel en fonction des jours de prestation en Belgique pour lesquels l'artiste du spectacle est rétribué. Le nombre de jours de prestation doit

toutefois être limité par redevable du précompte professionnel pour chaque artiste du spectacle à 10 jours par année civile.

135. Les montants suivants peuvent être pris en considération :

- 400 euros pour le premier jour, par artiste ;
- 100 euros pour chaque jour de prestation suivant, par artiste.

CHAPITRE 4 BÉNÉFICES ET PROFITS DES ASSOCIÉS OU MEMBRES NON-RÉSIDENTS DE SOCIÉTÉS OU ASSOCIATIONS SANS PERSONNALITÉ JURIDIQUE VISÉES À L'ARTICLE 29, CIR 92, MENTIONNÉS À L'ARTICLE 229, § 3, DU MÊME CODE

136. Les revenus de chaque associé ou membre visés à l'article 87, 7°, du présent arrêté sont soumis au précompte professionnel suivant les distinctions suivantes :

136.1. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-habitants du Royaume visés à l'article 227, 1°, CIR 92 : le précompte professionnel est fixé suivant les taux ci-après (sans réduction) :

MONTANT TOTAL DES BÉNÉFICES OU PROFITS DE CHAQUE ASSOCIÉ OU MEMBRE	PRÉCOMPTÉ PROFESSIONNEL DÛ
de 0,01 EUR à 15.830 EUR	26,75 p.c.
de 15.830,01 EUR à 27.940 EUR	4.234,53 EUR + 42,80 p.c. de la tranche au-delà de 15.830 EUR
de 27.940,01 EUR à 48.350 EUR	9.417,61 EUR + 48,15 p.c. de la tranche au-delà de 27.940 EUR
supérieur à 48.350 EUR	19.245,03 EUR + 53,50 p.c. de la tranche au-delà de 48.350 EUR

136.2. Les revenus qui sont considérés comme attribués à des non-résidents visés à l'article 227, 2°, CIR 92 : le précompte professionnel est fixé uniformément à 25 p.c.

CHAPITRE 5 PLUS-VALUES VISÉES À L'ARTICLE 87, 8°, DU PRÉSENT ARRÊTÉ, RÉALISÉES PAR DES NON-RÉSIDENTS, DANS LE CADRE DE LEUR ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

137. Les plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, déterminées conformément à l'article 235, 1° ou 2°, CIR 92 sont soumises au précompte professionnel, selon les distinctions suivantes :

137.1. Les plus-values réalisées par des non-résidents visés à l'article 227, 1°, CIR 92, sont soumises au précompte professionnel aux taux fixés au n° 136.1 (sans réduction).

Par dérogation à l'alinéa précédent, les plus-values réalisées sur des biens immobiliers affectés à l'exercice de l'activité professionnelle depuis plus de 5 ans au moment de leur aliénation, sont soumises au précompte professionnel au taux de 17,66 p.c. (sans réduction).

137.2. Les plus-values réalisées par des non-résidents visés à l'article 227, 2°, CIR 92 sont soumises au précompte professionnel au taux de 25 p.c.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les plus-values réalisées à l'occasion de l'apport rémunéré exclusivement par des actions ou parts nouvelles d'un bien immobilier dans une société d'investissement à capital fixe en biens immobiliers ou dans une société immobilière réglementée pour autant qu'elles bénéficient de l'application du régime prévu à l'article 185bis, CIR 92, sont soumises au précompte professionnel au taux de 12,50 p.c.

CHAPITRE 6 REVENUS DES SPORTIFS, ARBITRES, FORMATEURS, ENTRAÎNEURS ET ACCOMPAGNATEURS

138. Les revenus que les sportifs, arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs perçoivent pendant la période imposable pour leurs prestations sportives ou arbitrales ou pour leurs activités de formation, d'encadrement ou de soutien des sportifs, sont soumis au précompte professionnel conformément aux règles suivantes.

Section 1^{re} Habitants du Royaume

139. Les rémunérations visées à l'article 30, 1^o, CIR 92 des sportifs qui ont atteint l'âge de 16 ans mais qui ont moins de 23 ans ou qui ont 25 ans au 1^{er} janvier 2025 : voir section 3, sous-section 1^{re}.

140. Les rémunérations visées à l'article 30, 1^o, CIR 92 des sportifs qui ont 23 ans au 1^{er} janvier 2025 ou qui ont atteint l'âge de 26 ans à cette date et des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs, à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus professionnels qui atteignent un montant brut imposable total plus élevé que le montant brut imposable total des rémunérations perçues de la totalité de leurs activités précitées dans le secteur du sport tel qu'il est déterminé à l'article 171, 1^o, i, CIR 92 : voir section 3, sous-section 2.

141. Les rémunérations des habitants du Royaume qui ne sont pas visés aux n^{os} 139 ou 140 : ces rémunérations sont soumises aux dispositions des parties 2 et 3, chapitres 1 à 6.

142. la première tranche de 58.490 euros des primes visées à l'article 90, alinéa 1^{er}, 2^{o bis}, CIR 92 : le précompte professionnel s'élève à 18 p.c. du montant brut des primes.

Section 2 Non-résidents

Sous-section 1^{re} Sportifs non-résidents

143. Les revenus perçus personnellement par des non-résidents qui exercent personnellement en Belgique une activité de sportif, durant 30 jours au maximum, à calculer par période de 12 mois successifs et par débiteur de revenus: voir chapitre 3, étant entendu que le montant brut de la première tranche des primes visé à l'article 90, alinéa 1^{er}, 2^{o bis}, CIR 92 n'est pas diminué d'un montant forfaitaire de frais.

144. Non-résidents qui exercent personnellement en Belgique une activité de sportif, durant plus de 30 jours, à calculer par période de 12 mois et par débiteur de revenus :

144.1. les rémunérations visées à l'article 30, 1^o, CIR 92 perçues personnellement par des sportifs qui ont atteint l'âge de 16 ans mais qui ont moins de 23 ans ou qui ont 25 ans au 1^{er} janvier 2025 : voir section 3, sous-section 1^{re} ;

144.2. les revenus professionnels, à l'exception des rémunérations de dirigeants d'entreprise, perçus personnellement par des sportifs qui ont 23 ans au 1^{er} janvier 2025 ou qui ont atteint l'âge de 26 ans à cette date, à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus professionnels qui atteignent un montant brut imposable total plus élevé que le montant brut imposable total des revenus professionnels perçus de leur activité de sportif tel qu'il est déterminé à l'article 171, 1^o, i, CIR 92 : voir section 3, sous-section 2.

145. Les revenus d'une activité exercée personnellement en Belgique en tant que sportifs, indépendamment de la durée et attribués à une autre personne physique ou à une personne morale : voir chapitre 3, étant entendu que le montant brut de la première tranche des primes visé à l'article 90, alinéa 1^{er}, 2^{o bis}, CIR 92 n'est pas diminué d'un montant forfaitaire pour frais.

146. Les revenus des sportifs non visés aux n^{os} 142, 143 ou 144 : voir, en ce qui concerne les rémunérations et en tenant compte de l'assimilation visée au n^o 36.2 ou non à un habitant du Royaume, la partie 2, la partie 3, chapitres 1 à 5 et la partie 6, chapitres 1 à 4, section 3, et, en ce qui concerne les autres revenus, le numéro n^o 66.

Sous-section 2 ----- Arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs non-résidents

147. Les revenus professionnels, à l'exception des rémunérations de dirigeants d'entreprise, des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs, à condition qu'ils perçoivent d'une autre activité professionnelle des revenus professionnels qui atteignent un montant brut imposable total plus élevé que le montant brut imposable total des revenus professionnels perçus de la totalité de leurs activités précitées dans le secteur du sport tel qu'il est déterminé à l'article 171, 1^o, i, CIR 92 : voir section 3, sous-section 2.

148. Les revenus professionnels des arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs non visés au n^o 147 : voir, en ce qui concerne les rémunérations et en tenant compte de l'assimilation visée au n^o 36.2 ou non à un habitant du Royaume, la partie 2, la partie 3, chapitres 1 à 5 et la partie 6, chapitres 1 à 4, section 3, et, en ce qui concerne les autres revenus, le n^o 66.

Section 3 ----- Détermination du précompte professionnelSous-section 1^{re} ----- Rémunérations des sportifs visés aux n^{os} 139 et 144.1

149. Le précompte professionnel est établi comme suit :

149.1. Le revenu annuel ne dépasse pas 23.980 euros

L'impôt de base est égal à 16,66 p.c. de ce montant (sans réduction).

Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base est divisé par 12.

149.2. Le revenu annuel est supérieur à 23.980 euros

149.2.1. Rémunérations des résidents et des non-résidents, compte tenu de l'assimilation visée au n^o36.2 :

- a) l'impôt de base sur la première tranche de 23.980 euros est égal à 3.995,06 euros ;
- b) sur la différence entre le revenu annuel et 23.980 euros, l'impôt de base annuel est fixé conformément à la partie 2 ;
- c) l'impôt de base annuel est égal à la somme de a et b ;
- d) de cet impôt de base, les réductions suivantes sont déduites :
 - pour enfants à charges visés à n^o 38 ;
 - pour autres charges de famille visés selon le cas aux n^{os} 39 à 41;
- e) afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base ainsi diminué est divisé par 12.

Sur ce précompte professionnel dû mensuellement, les réductions suivantes peuvent encore être déduites :

- assurance de groupe et assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré visée au n^o 44 ;
- les rémunérations des travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi visé au n^o 46 ;
- les rémunérations des personnes physiques à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public visé au n^o 47.

149.2.2. Rémunérations des autres non-résidents :

- a) l'impôt de base sur la première tranche de 23.980 euros est égal à 3.995,06 euros ;
- b) sur la différence entre le revenu annuel et 23.980 euros, l'impôt de base annuel est fixé conformément à la partie 6, chapitres 1^{er} en 2 ;
- c) l'impôt de base annuel est égal à la somme de a et b ;
- d) afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base ainsi diminué est divisé par 12.

Sous-section 2. Rémunération mentionnées au n° 140 et revenus professionnels mentionnés aux n°s 144.2 et 147.

150. Le précompte professionnel est établi comme suit :

150.1. Le revenu annuel ne dépasse pas 23.980 euros

L'impôt de base est égal à 33,31 p.c. de ce montant (sans réduction).

Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base est divisé par 12.

150.2. Le revenu annuel est supérieur à 23.980 euros

150.2.1. Rémunérations des résidents et des non-résidents, compte tenu de l'assimilation visée au n° 36.2 :

- a) l'impôt de base sur la première tranche de 23.980 euros est égal à 7.987,73 euros;
- b) sur la différence entre le revenu annuel et 23.980 euros, l'impôt de base annuel est fixé conformément à la partie 2 ;
- c) L'impôt de base annuel est égal à la somme de a et b ;
- d) De cet impôt de base les réductions suivantes sont déduites :
 - pour enfants à charges visés à n° 38 ;
 - pour autres charges de famille visés selon le cas aux n°s 39 à 41 ;
- e) Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base ainsi diminué est divisé par 12.

Sur ce précompte professionnel dû mensuellement, les réductions suivantes peuvent encore être déduites :

- assurance de groupe et assurance extra-légale contre la vieillesse et le décès prématuré visée au n° 44 ;
- les rémunérations des travailleurs à bas revenus qui ont droit au bonus à l'emploi visé au n° 46 ;
- les rémunérations des personnes physiques à bas revenus, autres que les personnes qui, autrement qu'en vertu d'un contrat de travail, exécutent des prestations de travail dans le secteur public visé au n° 47.

150.2.2. Rémunérations des autres non-résidents:

- a) l'impôt de base sur la première tranche de 23.980 euros est égal à 7.987,73 euros ;
- b) sur la différence entre le revenu annuel et 23.980 euros, l'impôt de base annuel est fixé conformément à la partie 6, chapitres 1^{er} en 2 ;
- c) L'impôt de base annuel est égal à la somme de a et b ;

- d) Afin d'établir le précompte professionnel dû mensuellement, l'impôt de base ainsi diminué est divisé par 12.

CHAPITRE 7 JETONS DE PRÉSENCE CONSTITUANT DES PROFITS VISÉS À L'ARTICLE 23, § 1^{ER}, 2^O, CIR 92

151. Les jetons de présence payés ou attribués à des personnes pour lesquelles ces jetons de présence constituent des profits visés à l'article 23, § 1^{er}, 2^o, CIR 92 (membres des conseils provinciaux et communaux, des conseils d'agglomération, des conseils d'aide sociale, des comités de gestion d'établissements ou organismes publics, etc.), sont soumis au précompte professionnel, pour leur montant brut, aux taux repris au n^o 66.

CHAPITRE 8 REVENUS DIVERS

Section 1^{re} Bénéfices ou profits visés à l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o bis, CIR 92

152. Le précompte professionnel s'élève à 10,70 p.c. du montant brut, c'est-à-dire le montant qui a effectivement été payé ou attribué par la plateforme électronique agréée ou par l'intermédiaire de cette plateforme, majoré de toutes les sommes qui ont été retenues par la plateforme ou par l'intermédiaire de la plateforme.

Section 2 Prix, subsides, rentes ou pensions visés à l'article 90, alinéa 1^{er}, 2^o, CIR 92

Sous-section 1^{re} Base de perception et taux

153. Le précompte professionnel est dû au taux de 18,17 p.c. sur le montant brut des prix, subsides, rentes ou pensions payés ou attribués, en Belgique, à des savants, écrivains ou artistes, par des pouvoirs publics ou par des organismes publics sans but lucratif, belges ou étrangers, à l'exclusion des sommes payées ou attribuées à titre de rémunérations pour services rendus et qui constituent des revenus professionnels.

154. Toutefois, le précompte professionnel est dû au taux de 26,75 p.c. sur le montant brut des prix, subsides, rentes ou pensions payés ou attribués à des savants, écrivains ou artistes non-résidents, par des pouvoirs publics ou par des organismes publics belges, à l'exclusion des sommes payées ou attribuées à titre de rémunérations pour services rendus et qui constituent des revenus professionnels.

Sous-section 2 Exonération

155. En ce qui concerne les prix et subsides payés ou attribués pendant deux ans, aucun précompte professionnel n'est dû sur la première tranche de 4.870 euros.

156. En outre, les prix et subsides exonérés en vertu de l'article 53 du présent arrêté ne sont pas soumis au précompte professionnel.

Section 3 Indemnités personnelles provenant de l'exploitation d'une découverte visées aux articles 90, alinéa 1^{er}, 12^o, et 228, § 2, 9^o, k, CIR 92

157. Le précompte professionnel s'élève à 33,31 p.c. du montant net (c.à.d. le montant brut imposable diminué d'un forfait de 10 p.c. de frais) des indemnités personnelles provenant de l'exploitation d'une découverte visées aux articles 90, alinéa 1^{er}, 12^o, et 228, § 2, 9^o, k, CIR 92.

PARTIE 8 RETENUES COMPLÉMENTAIRES

CHAPITRE 1^{er} GÉNÉRALITÉS

158. Les débiteurs du précompte professionnel DOIVENT, au plus tard à partir du premier paiement effectué au cours du deuxième mois qui suit la date de la demande écrite qui leur en est faite par le bénéficiaire des revenus, effectuer sur ceux-ci des retenues de précompte professionnel complémentaires à celles qui sont visées aux parties 2 à 7.

Ces retenues complémentaires doivent être faites, lors de chaque paiement ou attribution de revenus et elles doivent consister en une somme fixe proposée par le bénéficiaire lui-même dans sa demande.

La demande précitée lie le bénéficiaire des revenus jusqu'à révocation de celle-ci. Une révocation n'aura d'effet qu'à partir du premier paiement effectué au cours du troisième mois qui suit cette révocation.

159. Outre ce qui est prévu au n° 158, les débiteurs du précompte professionnel ONT LA FACULTE, sur demande des bénéficiaires, de retenir sur les revenus qu'ils paient ou attribuent, des montants supérieurs à ceux déterminés suivant les règles des parties 2 à 7.

CHAPITRE 2 PRÉCOMPTE PROFESSIONNEL VISÉ À L'ARTICLE 158 CIR 92

160. Afin d'être considérées comme du précompte professionnel conformément à l'article 158, CIR 92 pour le calcul de la majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé, les retenues complémentaires visées au chapitre 1^{er} sur les rémunérations de dirigeants d'entreprise doivent :

- a) être opérées sur toutes les rémunérations fixes et variables que l'employeur paie ou attribue aux bénéficiaires, au cours de l'année ;
- b) être versées au receveur des contributions dans le délai imparti ;
- c) en outre, lorsqu'il s'agit de retenues complémentaires visées au n° 158 :
 - soit, représenter une quotité uniforme du précompte professionnel dû, calculé comme il est indiqué aux parties 2 et 3 ;
 - soit, représenter la différence entre le montant calculé à un taux forfaitaire pour l'année entière et le précompte professionnel calculé conformément aux parties 2 et 3.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 11 décembre 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances
V. VAN PETEGHEM

Bijlage bij het koninklijk nesluit van 11 december 2023.

BIJLAGE III VAN HET KONINKLIJK BESLUIT TOT UITVOERING VAN HET WETBOEK VAN DE INKOMSTENBELASTINGEN 1992	5
DEEL 1. ALGEMENE BEPALINGEN	5
HOOFDSTUK 1. VOORAFGAANDE BEGRIPPEN	5
Afdeling 1. Gehuwden en echtgenoten – wettelijk samenwonenden	5
Afdeling 2. Personen met een handicap	5
Afdeling 3. Gezinstoestand	6
Afdeling 4. Gezinslasten	7
Afdeling 5. Afronding	8
HOOFDSTUK 2. DE BRUTO BELASTBARE GRONDSLAG	8
Afdeling 1. Fooien	8
Afdeling 2. Voordelen van alle aard	8
Afdeling 3. Bezoldigingen van bedrijfsleiders	9
Afdeling 4. Pensioenen	9
Onderafdeling 1. Cumulatie van bepaalde pensioenen of renten (deel 5, hoofdstukken 1 tot 5)	9
Onderafdeling 2. Pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen die aan beide echtgenoten samen worden betaald of toegekend (gezinspensioenen)	10
Afdeling 5. Sociale inhoudingen	10
Afdeling 6. Vaststelling van het jaarlijks brutobedrag van de belastbare grondslag	10
HOOFDSTUK 3. DE NETTO BELASTBARE GRONDSLAG – DE FORFAITAIRE BEROEPSKOSTEN	10
Afdeling 1. Bezoldigingen (wedden en lonen) van werknemers	10
Afdeling 2. Bezoldigingen van bedrijfsleiders	11
Afdeling 3. Jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag	11
DEEL 2. DE JAARLIJKSE BASISBELASTING	12
HOOFDSTUK 1. DE BASISSCHAAL	12
HOOFDSTUK 2. DE BASISBELASTING	12
Afdeling 1. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande of de echtgenoot van de verkrijger van het inkomen heeft eveneens beroepsinkomsten	12
Afdeling 2. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen eigen beroepsinkomsten	12
DEEL 3. BEZOLDIGINGEN EN ERMEDE GELIJKGESTELDE INKOMSTEN, MET UITZONDERING VAN DE VERVANGINGSINKOMSTEN	13
HOOFDSTUK 1. TOEPASSINGSGBIED	13
HOOFDSTUK 2. VERMINDERINGEN	13
Afdeling 1. Vermindering voor kinderen ten laste	13
Afdeling 2. Vermindering voor andere gezinslasten	14
HOOFDSTUK 3. VASTSTELLING VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING PER MAAND	15
HOOFDSTUK 4. BIJKOMENDE VERMINDERINGEN	15
Afdeling 1. Vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood	15
Afdeling 2. Vermindering voor bezoldigingen toegekend aan werknemers ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag	15
Afdeling 3. Werkbonus	16
Afdeling 4. Lage activiteitsinkomsten overheidssector	17
HOOFDSTUK 5. ANDERS DAN PER MAAND BETAALDE BEZOLDIGINGEN	17
Afdeling 1. Bezoldigingen van werknemers	17
Onderafdeling 1. Betalingen per veertien dagen	17
Onderafdeling 2. Betalingen per week	17
Onderafdeling 3. Betalingen per werkdag	17
Afdeling 2. Bezoldigingen van bedrijfsleiders	17
Onderafdeling 1. Periodieke betalingen anders dan per maand	17

Onderafdeling 2. Niet-periodieke bezoldigingen	17
HOOFDSTUK 6. BIJZONDERE REGELS	18
Afdeling 1. Exceptionele vergoedingen	18
Onderafdeling 1. Tarief	18
Onderafdeling 2. Vrijstelling voor kinderen ten laste.....	18
Onderafdeling 3. Vermindering voor kinderen ten laste.....	18
Onderafdeling 4. Afwijking	19
Afdeling 2. Achterstallen	19
Onderafdeling 1. Tarief	19
Onderafdeling 2. Vrijstelling voor kinderen ten laste.....	20
Onderafdeling 3. Afwijking	20
Afdeling 3. Opzeggingsvergoedingen	20
Afdeling 4. Inschakelingsvergoedingen	21
Afdeling 5. Toevallig of periodiek en bijkomstig betaalde vergoedingen en toelagen	21
Afdeling 6. Schuldvorderingen die de hoedanigheid van bezoldigingen hebben en vermeld zijn in artikel 270, eerste lid, 6°, WIB 92.....	21
Afdeling 7. Bezoldigingen voor stukwerk.....	21
Afdeling 8. Vakantiegeld betaald door verlofkassen.....	21
Afdeling 9. Eindejaars- en getrouwheidspremies betaald door Fondsen voor Bestaanszekerheid	22
Afdeling 10. Studenten.....	22
Afdeling 11. Jonge werknemers.....	22
Afdeling 12. Gelegenheidsarbeiders in de horeca	22
Afdeling 13. Artiesten en musici.....	22
Afdeling 14. Personen behorend tot andere categorieën	22
Onderafdeling 1. Bedoelde belastingplichtigen	22
Onderafdeling 2. Grondslag en tarief.....	23
DEEL 4. VERVANGINGSINKOMSTEN.....	24
HOOFDSTUK 1. SCHADELOOSSTELLING VAN TIJDELIJKE DERVING VAN BEZOLDIGINGEN, WINST OF BATEN, met uitzondering van de werkloosheidsuitkeringen.....	24
HOOFDSTUK 2. WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN	27
Afdeling 1. Werkloosheidsuitkeringen zonder bedrijfstoeslag	27
Afdeling 2. Werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag	27
Afdeling 3. Pseudo-werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag.....	28
DEEL 5. PENSIOENEN, RENTEN, KAPITALEN, AFKOOPTWAARDEN EN ERMEDE GELIJKGESTELDE INKOMSTEN	29
HOOFDSTUK 1. JAARLIJKS NETTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG	29
HOOFDSTUK 2. DE BASISBELASTING	29
HOOFDSTUK 3. DE VERMINDERINGEN VOOR KINDEREN TEN LASTE EN ANDERE GEZINSLASTEN 29	29
HOOFDSTUK 4. DE BIJZONDERE VERMINDERING VOOR PENSIOENEN	29
HOOFDSTUK 5. VASTSTELLING VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING PER MAAND	29
HOOFDSTUK 6. ANDERS DAN PER MAAND BETAALDE PENSIOENEN	30
HOOFDSTUK 7. BIJZONDERE REGELS	30
Afdeling 1. Achterstallen	30
Afdeling 2. Vakantiegeld	30
Afdeling 3. Pensioenen en renten niet verleend in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut.....	31
Afdeling 4. Toelagen of renten verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte of een invaliditeit.....	31
Afdeling 5. Kapitalen en afkoopwaarden niet verleend in het kader van het pensioensparen.....	32
Afdeling 6. Pensioensparen	33

DEEL 6. INKOMSTEN VAN ANDERE NIET-INWONERS DAN DIEGENEN VERMELD IN nr. 36.2	34
HOOFDSTUK 1. JAARLIJKS NETTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG	34
HOOFDSTUK 2. DE BASISBELASTING	34
HOOFDSTUK 3. VASTSTELLING VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING PER MAAND	34
HOOFDSTUK 4. BEZOLDIGINGEN EN ERMEDE GELIJKGESTELDE INKOMSTEN, met uitzondering van de werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag	34
Afdeling 1. Toepassingsgebied	34
Afdeling 2. Verminderingen	34
Afdeling 3. Anders dan per maand betaalde bezoldigingen	34
Onderafdeling 1. Bezoldigingen van werknemers	34
Onderafdeling 2. Bezoldigingen van bedrijfsleiders	35
Afdeling 4. Bijzondere regels	35
Onderafdeling 1. Exceptionele vergoedingen	35
Onderafdeling 2. Achterstallen en opzeggingsvergoedingen	35
Onderafdeling 3. Bezoldigingen voor stukwerk	36
Onderafdeling 4. Gelegenheidsarbeiders in de horeca	36
Onderafdeling 5. Seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw	36
HOOFDSTUK 5. WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN MET BEDRIJFSTOESLAG	36
Afdeling 1. Toepassingsgebied	36
Afdeling 2. Jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag	37
Afdeling 3. De basisbelasting	37
Afdeling 4. De bijzondere vermindering voor werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag	37
Afdeling 5. Vaststelling van de bedrijfsvoorheffing per maand	37
DEEL 7. NIET IN DEEL 3 TOT DEEL 6 VERMELDE INKOMSTEN	38
HOOFDSTUK 1. ONDERHOUDSUITKERINGEN EN KAPITALEN VERMELD IN ARTIKEL 90, EERSTE LID, 3° EN 4°, WIB 92, DIE AAN NIET-INWONERS WORDEN BETAALD	38
HOOFDSTUK 2. IN ARTIKEL 87, 5°, A TOT C, E EN F, VAN DIT BESLUIT VERMELDE INKOMSTEN, BETAALD OF TOEGEKEND AAN NIET-INWONERS VERMELD IN DIE BEPALING	38
HOOFDSTUK 3. INKOMSTEN VAN PODIUMKUNSTENAARS DIE NIET-INWONERS ZIJN	38
HOOFDSTUK 4. WINST EN BATEN VAN NIET-INWONENDE VENNOTEN OF LEDEN VAN VENNOOTSCHAPPEN OF VAN VERENIGINGEN ZONDER RECHTSPERSONLIJKHEID ALS BEDOELD IN ARTIKEL 29 WIB 92, VERMELD IN ARTIKEL 229, § 3, WIB 92	39
HOOFDSTUK 5. IN ARTIKEL 87, 8°, VAN DIT BESLUIT VERMELDE MEERWAARDEN, VERWEZENLIJKT DOOR NIET-INWONERS IN HET KADER VAN HUN BEROEPSWERKZAAMHEID	39
HOOFDSTUK 6. INKOMSTEN VAN SPORTBEOEFENAARS, SCHEIDSRECHTERS, OPLEIDERS, TRAINERS EN BEGELEIDERS	39
Afdeling 1. Rijksinwoners	40
Afdeling 2. Niet-inwoners	40
Onderafdeling 1. Niet-inwoners sportbeoefenaars	40
Onderafdeling 2. Niet-inwoners scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders	41
Afdeling 3. Vaststelling van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing	41
Onderafdeling 1. Bezoldigingen vermeld in nrs. 139 en 144.1	41
Onderafdeling 2. Bezoldigingen vermeld in nr. 140 en beroepsinkomsten vermeld in nrs. 144.2 en 147	42
HOOFDSTUK 7. PRESENTIEGELDEN DIE BATEN ZIJN ALS VERMELD IN ARTIKEL 23, § 1, 2°, WIB 92	43
HOOFDSTUK 8. DIVERSE INKOMSTEN	43
Afdeling 1. Winst of baten als vermeld in artikel 90, eerste lid, 1°bis, WIB 92	43
Afdeling 2. Prijzen, subsidies, renten of pensioenen vermeld in artikel 90, eerste lid, 2°, WIB 92	43
Onderafdeling 1. Grondslag en tarief	43
Onderafdeling 2. Vrijstelling	43

Afdeling 3. Persoonlijke vergoedingen uit de exploitatie van een uitvinding als vermeld in artikelen 90, eerste lid, 12°, en 228, § 2, 9°, k, WIB 9243

DEEL 8. AANVULLENDE INHOUDINGEN44

HOOFDSTUK 1. ALGEMEEN44

HOOFDSTUK 2. BEDRIJFSVOORHEFFING VERMELD IN ARTIKEL 158 WIB 9244

**BIJLAGE III VAN HET KONINKLIJK BESLUIT TOT UITVOERING VAN
HET WETBOEK VAN DE INKOMSTENBELASTINGEN 1992****Toepassingsregels en berekeningswijze voor de vaststelling van het bedrag van de
bedrijfsvoorheffing verschuldigd bij de bron op inkomsten betaald of toegekend
vanaf 1 januari 2024**

(Koninklijk besluit tot uitvoering WIB 92, artikel 88)

DEEL 1. ALGEMENE BEPALINGEN**HOOFDSTUK 1. VOORAFGAANDE BEGRIPPEN**

1. Voor de toepassing van de bedrijfsvoorheffing hebben de volgende termen de betekenis die is bepaald in dit hoofdstuk.

Afdeling 1. Gehuwden en echtgenoten – wettelijk samenwonenden

2. De wettelijk samenwonenden worden gelijkgesteld met gehuwden, en een wettelijk samenwonende wordt gelijkgesteld met een echtgenoot.

Afdeling 2. Personen met een handicap

3. Volgende personen worden als personen met een handicap aangemerkt:

3.1. Kind met een handicap

Onder "kind met een handicap" wordt verstaan :

- a) het kind dat tot ten minste 66 pct. is getroffen door ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen ;
- b) het kind van wie, ongeacht de leeftijd, is vastgesteld dat ingevolge feiten overkomen en vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar :
 - ofwel zijn lichamelijke of geestelijke toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen ;
 - ofwel zijn gezondheidstoestand een volledig gebrek aan, of een vermindering van zelfredzaamheid van ten minste 9 punten tot gevolg heeft, gemeten volgens de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten ;
 - ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet ;
 - ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, tot ten minste 66 pct. blijvend lichamenlijk of geestelijk gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard.

3.2. Andere persoon met een handicap

Onder "andere persoon met een handicap" wordt verstaan :

- a) diegene van wie vóór 1 januari 1989 is vastgesteld dat hij tot ten minste 66 pct. is getroffen door ontoereikende of verminderde lichamelijke of geestelijke geschiktheid wegens één of meer aandoeningen ;

- b) diegene van wie, ongeacht de leeftijd, is vastgesteld dat ingevolge feiten overkomen en vastgesteld vóór de leeftijd van 65 jaar :
- ofwel zijn lichamelijke of geestelijke toestand zijn verdienvermogen heeft verminderd tot één derde of minder van wat een valide persoon door een of ander beroep op de algemene arbeidsmarkt kan verdienen ;
 - ofwel zijn gezondheidstoestand een volledig gebrek aan of een vermindering van zelfredzaamheid van ten minste 9 punten tot gevolg heeft, gemeten volgens de handleiding en de medisch-sociale schaal van toepassing in het kader van de wetgeving met betrekking tot de tegemoetkomingen aan gehandicapten ;
 - ofwel, na de periode van primaire ongeschiktheid bepaald in artikel 87 van de gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, zijn verdienvermogen is verminderd tot een derde of minder, zoals bepaald in artikel 100 van dezelfde gecoördineerde wet ;
 - ofwel hij, ingevolge een administratieve of gerechtelijke beslissing, tot ten minste 66 pct. blijvend lichamenlijk of geestelijk gehandicapt of arbeidsongeschikt is verklaard.

Afdeling 3. Gezinstoestand

4. Er wordt verstaan:

- 4.1. onder echtgenoten: de gehuwden die zich niet in een van de in nr. 4.2 vermelde gevallen bevinden ;
- 4.2. onder alleenstaanden :
- a) de ongehuwde personen;
 - b) de gehuwde personen :
 - voor het jaar van het huwelijk of van de verklaring van wettelijke samenwoning ;
 - voor het jaar waarin de wettelijk samenwonenden met elkaar in het huwelijk treden, worden zij als gehuwden aangemerkt, tenzij de verklaring van wettelijke samenwoning tijdens hetzelfde jaar is afgelegd ;
 - vanaf het jaar na dat waarin de feitelijke scheiding heeft plaatsgevonden, voor zover die scheiding in het belastbare tijdperk niet ongedaan is gemaakt ;
 - voor het jaar van de ontbinding van het huwelijk of van de scheiding van tafel en bed of van de beëindiging van de wettelijke samenwoning ;
 - die rijksinwoners zijn, indien de echtgenoot beroepsinkomsten heeft van meer dan 13.060 euro per jaar die bij overeenkomst zijn vrijgesteld en die niet in aanmerking komen voor de berekening van de belasting op de andere inkomsten van het gezin ;
 - die niet-inwoners zijn, indien slechts één van de echtgenoten in België aan de belasting onderworpen inkomsten verkrijgt en de andere echtgenoot binnenlandse beroepsinkomsten die bij overeenkomst zijn vrijgesteld of buitenlandse beroepsinkomsten heeft van meer dan 13.060 euro per jaar.

5. In aanmerking te nemen gezinstoestand

- 5.1. Om de vermindering van de bedrijfsvoorheffing wegens gezinslasten vast te stellen, moet de gezinstoestand van de verkrijger van de inkomsten in aanmerking worden genomen zoals die zich voordoet op 1 januari van het jaar waarin de inkomsten worden betaald of toegekend.
- 5.2. De schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing :
- a) mag echter, bij wijziging van de gezinstoestand in de loop van het jaar, de nieuwe toestand in aanmerking nemen zodra hij daarover is ingelicht ;
 - b) moet evenwel rekening houden met de gezinstoestand die hem door de Algemene Administratie van de Fiscaliteit zou zijn medegedeeld en zulks vanaf de eerste betaling of toekenning van inkomsten tijdens de tweede maand die op de mededeling volgt.

Afdeling 4. Gezinslasten

6. Toekenning

Wanneer beide echtgenoten beroepsinkomsten verkrijgen, worden de verminderingen wegens gezinslasten, behalve die voor de echtgenoot met een handicap aan de door hen gekozen echtgenoot toegekend.

Die keuze moet worden uitgedrukt door middel van een attest waarvan het model is vastgesteld door de bevoegde administratie van de Federale Overheidsdienst Financiën.

7. Echtgenoot met een handicap

De vermindering voor de echtgenoot met een handicap, wordt aan de betrokkene zelf toegekend.

8. Andere personen met een handicap

Voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing wordt een kind ten laste met een handicap, evenals een andere personen ten laste met een handicap, met uitzondering van de persoon vermeld onder nr. 9, voor twee gerekend.

9. Persoon ten laste die zorgbehoevend is

9.1. Wordt als zorgbehoevend aangemerkt, de persoon voor wie de graad van zelfredzaamheid op ten minste 9 punten werd vastgesteld krachtens het ministerieel besluit van 30 juli 1987 tot vaststelling van de categorieën en van de handleiding voor de evaluatie van de graad van zelfredzaamheid met het oog op het onderzoek naar het recht op de integratietegemoetkoming.

9.2. De zorgbehoevendheid wordt vastgesteld door de Directie-generaal Personen met een handicap van de FOD Sociale Zekerheid, Medex of de adviserend geneesheer bij het ziekenfonds of een gelijkwaardige instelling of persoon uit een andere lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

10. Overlijden van een persoon ten laste

Wanneer een kind ten laste of een in artikel 136, 2° tot 4°, WIB 92 vermelde persoon ten laste overlijdt, wordt de vermindering voor dat kind of die persoon verder toegestaan tot het einde van het jaar van overlijden.

11. Afwijking of vermindering wanneer de echtgenoot van de verkrijger van het inkomen over beperkte eigen beroepsinkomsten beschikt.

11.1. Vaststelling van het bedrag van:

- a) de grens van 165 euro netto voor de toekenning van de afwijking vermeld in nr. 33;
- b) de grens van 275 euro netto voor de toekenning van de vermindering vermeld in nr. 2 van de tabel vermeld in nr. 40;
- c) de grens van 548 euro netto voor de toekenning van de vermindering vermeld nr. 3 van de tabel vermeld in nr. 40.

11.2. Deze grenzen worden vastgesteld door:

- a) de bruto beroepsinkomsten te verminderen met de verplichte inhoudingen of bijdragen gedaan ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut ;
- b) vervolgens het verschil te verminderen met 20 pct.

Afdeling 5. Afronding

12. Voor de toepassing van deze volledige bijlage, met inbegrip van nrs. 4 en 11 hierboven, worden alle bedragen, in voorkomend geval in elke stap, afgerond tot de hogere of lagere cent, naargelang het cijfer van de duizendsten al dan niet 5 bereikt.

HOOFDSTUK 2. DE BRUTO BELASTBARE GRONDSLAG

Afdeling 1. Fooien

13. Voor werknemers wier bezoldiging geheel of gedeeltelijk uit fooien bestaat, moet, voor de toepassing van afdeling 5, onder werkelijk betaalde of toegekende bruto-inkomsten worden verstaan :

13.1. wanneer de fooien worden berekend op de ontvangsten, ongeacht of die fooien al dan niet begrepen zijn in de door de klanten betaalde prijs : het bedrag van de vaste bezoldiging verhoogd met het aandeel van de werknemer in de fooien (waarbij het totaal van die fooien ten minste gelijk moet zijn aan het product verkregen door vermenigvuldiging van de ontvangsten die aanleiding gaven tot de inning van fooien met het percent dat in de onderneming gewoonlijk wordt toegepast) of, indien dit hoger is, het bedrag van de forfaitaire bezoldigingen die tot grondslag hebben gediend voor de berekening van de bijdragen welke door die werknemers en hun werkgever ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid verschuldigd zijn ;

13.2. in de andere gevallen : het bedrag van de forfaitaire bezoldigingen die tot grondslag hebben gediend voor de berekening van de bijdragen welke die werknemers en hun werkgever ter uitvoering van de wetgeving betreffende de sociale zekerheid verschuldigd zijn.

Afdeling 2. Voordelen van alle aard

14. De waarde van de voordelen van alle aard wordt aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

14.1. de voordelen worden door de werkgever of door diens tussenkomst aan de verkrijger toegekend of geacht toegekend te zijn : de waarde van de voordelen wordt :

- a) toegevoegd aan het bedrag van de bezoldigingen wanneer zij gelijktijdig met de betaling of toekenning van bezoldigingen worden toegekend of geacht worden toegekend te zijn ;
- b) behandeld als in nr. 53, vermelde exceptionele vergoedingen in het andere geval ;

14.2. de voordelen worden, zonder tussenkomst van de werkgever, door een derde persoon aan de verkrijger toegekend of geacht toegekend te zijn : de waarde van de voordelen wordt aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de regels en het tarief vermeld in nr. 66.

15. Voordelen wegens leningen tegen gunstvoorwaarden worden voor het jaar waarin de lening begint te lopen, voor het vaststellen van de bedrijfsvoorheffing en zolang de Koning de voor dat jaar in aanmerking te nemen referentierentevoeten niet heeft bepaald, berekend op basis van het verschil tussen de referentierentevoet die geldt voor het laatste vorige jaar en de werkelijk aangerekende rentevoet.

16. Vrijstelling woon-werkverkeer

16.1. De werkgever houdt rekening met de volgende vrijstellingen voorzien in artikel 38, §1, eerste lid, 9°, WIB 92 om de verschuldigde bedrijfsvoorheffing te bepalen.

16.1.1. De werknemer gebruikt het openbaar gemeenschappelijk vervoer

Voor zover de werkgever kan vaststellen dat de vergoedingen betrekking hebben op de betaling of terugbetaling van kosten voor woon-werkverplaatsingen met één of meerdere openbare gemeenschappelijke vervoermiddelen, mag het bedrag van de vergoeding worden vrijgesteld.

16.1.2. De werknemer gebruikt het georganiseerd gemeenschappelijk vervoer

Voor zover de werkgever kan vaststellen dat de vergoeding betrekking heeft op woonwerkverplaatsingen met het georganiseerd gemeenschappelijk vervoer, mag het bedrag van de vergoeding worden vrijgesteld in de mate dat die vergoeding de prijs van een treinabonnement eerste klasse voor die afstand niet overschrijdt.

16.1.3. In de andere gevallen mag een bedrag van maximum 40,80 euro per maand worden vrijgesteld.

16.2. De werkgever houdt rekening met de vrijstellingen voorzien in artikel 38, §1, eerste lid, 14°, a), WIB 92, met een maximumbedrag van 2.500 euro per jaar, en in artikel 38, §1, eerste lid, 14°, b), WIB 92, om de verschuldigde bedrijfsvoorheffing te bepalen.

Afdeling 3. Bezoldigingen van bedrijfsleiders

17. Periodieke bezoldigingen zijn de belastbare inkomsten die:

- regelmatig en ten minste één keer per maand zijn betaald of toegekend;
- vóór het einde van het belastbare tijdperk waarin de ertoe aanleiding gevende prestaties zijn geleverd;
- en die de vennootschap op de resultaten van dat tijdperk heeft aangerekend.

18. Niet-periodieke bezoldigingen zijn alle bezoldigingen die niet overeenkomstig nr. 17 zijn betaald of toegekend.

Afdeling 4. Pensioenen

Onderafdeling 1. Cumulatie van bepaalde pensioenen of renten (deel 5, hoofdstukken 1 tot 5)

19. In geval van cumulatie van pensioenen of renten verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut ten laste van eenzelfde schuldenaar van bedrijfsvoorheffing, wordt de bedrijfsvoorheffing per verkrijger overeenkomstig de regels van deel 5, hoofdstukken 1 tot 5 vastgesteld op het totaalbedrag van de gecumuleerde pensioenen of renten.

20. In geval van cumulatie van pensioenen of renten als vermeld in nr. 19 betaald :

- ofwel door de Federale Pensioendienst ;
- ofwel door de Federale Pensioendienst en door een andere instelling vermeld in artikel 68, § 1, I, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen,

wordt het percentage van de per verkrijger op elk pensioen of rente in te houden bedrijfsvoorheffing vastgesteld en medegedeeld door de Federale Pensioendienst, naar analogie van de artikelen 68 tot 68quinquies van voormelde wet.

21. In geval van cumulatie van een of meerdere pensioenen of renten verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut, waarvan ten minste een wordt betaald door de Federale Pensioendienst, met één of meerdere pensioenen of renten die niet worden verleend ter uitvoering van dergelijk statuut, is nr. 20 eveneens van toepassing voor de vaststelling van het percentage van de per verkrijger op elk pensioen of rente verleend ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut in te houden bedrijfsvoorheffing.

22. Vaststelling van het percentage van de bedrijfsvoorheffing

22.1. Het percentage wordt berekend op grond van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing verkregen door toepassing van deel 5, hoofdstukken 1 tot 5 op het verschil tussen :

- a) eensdeels, het totale brutobedrag van de wettelijke pensioenen en aanvullende voordelen als vermeld in artikel 68, § 1, a en c, van voormelde wet van 30 maart 1994, met uitzondering

van de in de vorm van kapitaal uitbetaalde voordelen, zoals dat bedrag voor de toepassing van de artikelen 68 tot 68*quinquies* van dezelfde wet werd medegedeeld ;

b) anderdeels, de verplichte sociale inhoudingen vermeld in nr. 25.1.

22.2. Dit percentage wordt afgerond tot het hogere of lagere tiende van een punt naargelang het cijfer van de honderdsten van een punt al dan niet 5 bereikt.

23. Bij wijziging van het percentage moet de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing de nieuwe toestand in aanmerking nemen zodra hij daarover is ingelicht.

Onderafdeling 2. ...Pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen die aan beide echtgenoten samen worden betaald of toegekend (gezinspensioenen)

24. Voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing worden pensioenen, renten en als zodanig geldende toelagen die aan beide echtgenoten samen worden betaald of toegekend, aangemerkt als inkomsten van de echtgenoot in wiens beroepswerkzaamheid zij voor het geheel of voor het grootste gedeelte hun oorsprong vinden.

Afdeling 5. Sociale inhoudingen

25. De sociale inhoudingen worden als volgt in mindering gebracht:

25.1. De bedrijfsvoorheffing op maandelijkse beroepsinkomsten, andere dan vermeld onder nr. 25.2, wordt vastgesteld op grondslag van de werkelijk betaalde of toegekende bruto-inkomsten, verminderd met de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut.

25.2. De bedrijfsvoorheffing op maandelijkse bezoldigingen van bedrijfsleiders die onderworpen zijn aan het sociaal statuut van de zelfstandigen wordt vastgesteld op grondslag van de werkelijk betaalde of toegekende bruto-inkomsten, verminderd zoals aangegeven in de onderstaande tabel :

BRUTOBEDRAG VAN DE MAANDELIJKSE BEZOLDIGINGEN	VERMINDERING
Tot 1.410 EUR	375 EUR
Van 1.410,01 EUR tot 6.090 EUR	375 EUR + 21,50 pct. op de schijf boven 1.410 EUR
Van 6.090,01 EUR tot 8.955 EUR	1.381,20 EUR + 14,50 pct. op de schijf boven 6.090 EUR
Boven 8.955 EUR	1.796,63 EUR

Afdeling 6. Vaststelling van het jaarlijks brutobedrag van de belastbare grondslag

26. Het maandelijks bedrag bekomen na aftrek van de sociale inhoudingen vermeld onder afdeling 5 wordt vermenigvuldigd met 12 om te komen tot het jaarlijks brutobedrag van de belastbare grondslag.

HOOFDSTUK 3. DE NETTO BELASTBARE GRONDSLAG – DE FORFAITAIRE BEROEPSKOSTEN

27. Van het jaarlijks brutobedrag van de belastbare grondslag vermeld in nr. 26 worden de forfaitaire beroepskosten afgetrokken naar het volgende onderscheid.

Afdeling 1. Bezoldigingen (wedden en lonen) van werknemers

28. De forfaitaire beroepskosten van toepassing op bezoldigingen van werknemers worden als volgt bepaald:

JAARLIJKS BRUTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG	FORFAITAIRE BEROEPSKOSTEN
--	---------------------------

tot 19.166,67 EUR	30 pct.
boven 19.166,67 EUR	5.750 EUR (maximum)

Afdeling 2. Bezoldigingen van bedrijfsleiders

29. De forfaitaire beroepskosten van toepassing op periodieke bezoldigingen van bedrijfsleiders worden als volgt bepaald:

JAARLIJKS BRUTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG	FORFAITAIRE BEROEPSKOSTEN
tot 101.000 EUR	3 pct.
boven 101.000 EUR	3.030 EUR (maximum)

Afdeling 3. Jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag

30. Het verschil bekomen na de toepassing van de afdelingen 1 en 2 vormt het jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag.

DEEL 2. DE JAARLIJKSE BASISBELASTING**HOOFDSTUK 1. DE BASISSCHAAL**

31. De belasting wordt berekend met behulp van onderstaande basisschaal.

JAARLIJKS NETTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG		BASISBELASTING		
van 0,01 EUR tot	15.830 EUR	26,75 pct.		
van 15.830,01 EUR tot	27.940 EUR	4.234,53 EUR + 42,80 pct. op de schijf boven 15.830 EUR		
van 27.940,01 EUR tot	48.350 EUR	9.417,61 EUR + 48,15 pct.	" "	27.940 EUR
boven 48.350 EUR		19.245,03 EUR + 53,50 pct.	" "	48.350 EUR

HOOFDSTUK 2. DE BASISBELASTING**Afdeling 1. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande of de echtgenoot van de verkrijger van het inkomen heeft eveneens beroepsinkomsten**

32. Behoudens de in nr. 33 vermelde afwijking wordt de belasting bekomen volgens hoofdstuk 1, verminderd met 2.830,15 euro (zijnde de belasting op het basisbedrag van de belastingvrije som ten bedrage van 10.580 euro). Het bekomen verschil vormt de basisbelasting.

33. Wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten persoonlijke beroepsinkomsten heeft die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten waarvan het bedrag niet hoger is dan 165 euro NETTO per maand, wordt in afwijking van nr. 32 de basisbelasting berekend overeenkomstig afdeling 2 alsof die echtgenoot geen eigen beroepsinkomsten zou hebben.

Afdeling 2. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen eigen beroepsinkomsten

34. Wanneer de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten zelf geen eigen beroepsinkomsten heeft in de in nr. 33 beoogde situatie wordt de belasting als volgt berekend:

34.1. Huwelijksquotiënt

34.1.1. Aan de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten wordt een beroepsinkomen toegekend dat gelijk is aan 30 pct. van het nettobedrag van de belastbare grondslag.

Het toegekende inkomen mag echter niet meer bedragen dan 13.060 euro (maximum bereikt bij een nettobedrag van de belastbare grondslag van 43.533,33 euro).

34.1.2. Vervolgens wordt de belasting op het aldus toegekende inkomen berekend met behulp van de onder hoofdstuk 1 vermelde basisschaal.

34.1.3. Daarna wordt de belasting op dezelfde wijze berekend op het verschil tussen:

- a) het nettobedrag van de belastbare grondslag en
- b) het aan de andere echtgenoot toegekende inkomen.

34.2. Basisbelasting

De basisbelasting is gelijk aan de som van de overeenkomstig nrs. 34.1.2 en 34.1.3 bekomen resultaten verminderd met 5.660,30 euro (zijnde tweemaal de belasting op het basisbedrag van de belastingvrije som ten bedrage van 10.580 euro).

DEEL 3. BEZOLDIGINGEN EN ERMEDE GELIJKGESTELDE INKOMSTEN, MET UITZONDERING VAN DE VERVANGINGSINKOMSTEN

HOOFDSTUK 1. TOEPASSINGSGEBIED

35. Dit deel is van toepassing op bezoldigingen, met uitzondering van de bezoldigingen vermeld in deel 7, hoofdstuk 6, betaald of toegekend aan:

35.1. werknemers en aan

35.2. bedrijfsleiders

36. De bedrijfsvoorheffing wordt berekend overeenkomstig de hiernavolgende regels indien die werknemers of bedrijfsleiders de hoedanigheid hebben van :

36.1. rijksinwoners

36.2. niet-inwoners die bezoldigingen verkrijgen :

- die belastbaar zijn in België;
- ingevolge één of meerdere arbeidsovereenkomsten die het **volledige kalenderjaar** bestrijken ;
- en voor zover die arbeidsprestaties **ten minste 75 pct. van de wettelijk voorziene arbeidsduur per overeenkomst** bedragen.

HOOFDSTUK 2. VERMINDERINGEN

37. Van de jaarlijkse basisbelasting vastgesteld overeenkomstig deel 2 mogen vervolgens de volgende verminderingen worden afgetrokken.

Afdeling 1. Vermindering voor kinderen ten laste

38. De vermindering voor kinderen ten laste bedraagt (rekening houdend met nr. 8):

AANTAL KINDEREN TEN LASTE	VERMINDERING VAN DE BASISBELASTING
1	588 EUR
2	1.572 EUR
3	4.164 EUR
4	7.212 EUR
5	10.512 EUR
6	13.812 EUR
7	17.148 EUR
8	20.808 EUR
meer dan 8 : de basisbelasting wordt verminderd met een vast bedrag van 20.808 EUR, verhoogd met 3.660 EUR per kind ten laste boven het achtste, d.w.z. :	

- a) voor 9 kinderen : $20.808 + (1 \times 3.660) = 24.468$ EUR
 b) voor 10 kinderen : $20.808 + (2 \times 3.660) = 28.128$ EUR
 enz.

Afdeling 2. Vermindering voor andere gezinslasten

39. Wanneer de basisbelasting werd vastgesteld overeenkomstig:

- deel 2, hoofdstuk 2, afdeling 1 (alleenstaanden of de echtgenoot van de verkrijger van het inkomen heeft eveneens beroepsinkomsten) of
- deel 2, hoofdstuk 2, afdeling 2 (de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen eigen beroepsinkomsten),

mogen vervolgens de volgende verminderingen (rekening houdend met nrs. 8 en 9) worden afgetrokken:

GROND VAN DE VERMINDERING	JAARBEDRAG VAN DE VERMINDERING (1)
1. de verkrijger van de inkomsten is zelf gehandicapt :	588 EUR
2. de verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° en 3°, WIB 92 bedoelde personen ten laste die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt en zorgbehoevend zijn, per persoon:	1.884 EUR
3. de verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° en 3°, WIB 92 bedoelde personen ten laste die de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt, per persoon:	1.212 EUR
4. de verkrijger van de inkomsten heeft in artikel 136, 2° tot 4°, WIB 92 bedoelde personen, andere dan diegenen vermeld onder punten 2 en 3 hiervoor, ten laste, per persoon:	588 EUR
(1) alle verminderingen mogen worden samengevoegd, met uitzondering van de verminderingen onder punten 2 en 3 als deze dezelfde persoon betreffen.	

40. Wanneer de basisbelasting werd vastgesteld overeenkomstig deel 2, hoofdstuk 2, afdeling 1 (alleenstaanden of de echtgenoot van de verkrijger van het inkomen heeft eveneens beroepsinkomsten) mogen vervolgens de volgende verminderingen (rekening houdend met nr. 11) worden afgetrokken:

GROND VAN DE VERMINDERING	JAARBEDRAG VAN DE VERMINDERING (1)
1. de verkrijger van de inkomsten is een niet hertrouwde weduwnaar (weduwe), een ongehuwde vader (moeder), of een echtgescheiden, feitelijk gescheiden of van tafel en bed gescheiden ouder, met één of meer kinderen ten laste :	588 EUR
2. de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft persoonlijke beroepsinkomsten, andere dan pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten, die niet meer bedragen dan 275 EUR NETTO per maand:	1.650 EUR
3. de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft persoonlijke beroepsinkomsten die uitsluitend bestaan uit pensioenen, renten of ermede gelijkgestelde inkomsten en die niet meer bedragen dan 548 EUR NETTO per maand:	3.288 EUR

(1) alle verminderingen mogen worden samengevoegd.

41. Wanneer de basisbelasting werd vastgesteld overeenkomstig deel 2, hoofdstuk 2, afdeling 2 (de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen eigen beroepsinkomsten) mag na de toepassing van nr. 39 vervolgens de volgende vermindering worden afgetrokken:

GROND VAN DE VERMINDERING	JAARBEDRAG VAN DE VERMINDERING
de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten is gehandicapt :	588 EUR

HOOFDSTUK 3. VASTSTELLING VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING PER MAAND

42. Om de per maand verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen, wordt de basisbelasting desgevallend verminderd overeenkomstig hoofdstuk 2, gedeeld door 12.

HOOFDSTUK 4. BIJKOMENDE VERMINDERINGEN

43. Van de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vastgesteld overeenkomstig hoofdstuk 3 mogen, naar gelang van het geval, achtereenvolgens volgende verminderingen nog in mindering worden gebracht:

Afdeling 1. Vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood

44. De bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van werknemers wordt verminderd met 30 pct. van :

- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een groepsverzekeringscontract ;
- de verplichte inhoudingen ter uitvoering van een extra-wettelijke voorzorgsregeling van verzekering tegen ouderdom en vroegtijdige dood ;
- de inhoudingen die betrekking hebben op de individuele voortzetting van een pensioentoezegging overeenkomstig artikel 145³, derde lid, WIB 92;
- de inhoudingen die betrekking hebben op een vrij aanvullend pensioen voor werknemers overeenkomstig artikel 145³, vierde lid, WIB 92.

Afdeling 2. Vermindering voor bezoldigingen toegekend aan werknemers ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag

45. Toepassingsgebied

45.1. Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die gedurende het belastbare tijdperk overwerk hebben gepresteerd dat, overeenkomstig artikel 29 van de arbeidswet van 16 maart 1971 of artikel 7 van het koninklijk besluit nr. 213 van 26 september 1983 betreffende de arbeidsduur in de ondernemingen die onder het paritair comité voor het bouwbedrijf ressorteren, recht geeft op een overwerktoeslag en die :

1° hetzij onderworpen zijn aan de arbeidswet van 16 maart 1971 en tewerkgesteld door een werkgever onderworpen aan de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

2° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door één van de volgende autonome overheidsbedrijven : de naamloze vennootschap van publiek recht

Proximus, de naamloze vennootschap van publiek recht bpost, de naamloze vennootschap van publiek recht NMBS en de naamloze vennootschap van publiek recht Infrabel;

3° hetzij als contractuele of statutaire werknemers tewerkgesteld zijn door de naamloze vennootschap van publiek recht HR Rail.

45.2. Grondslag

Deze vermindering is slechts van toepassing op de berekeningsgrondslag voor de overwerktoeslag betreffende de eerste 130 uren per jaar die de werknemer als overwerk heeft gepresteerd.

Het in het eerste lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 180 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die werken in onroerende staat verrichten op voorwaarde dat zij gebruik maken van een in hoofdstuk V, afdeling 4, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk bedoeld elektronisch aanwezigheidsregistratiesysteem.

Het in het eerste lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt eveneens opgetrokken tot 180 uren voor alle in het eerste lid beoogde werknemers voor zover dat die bijkomende uren overwerk worden gepresteerd in de periode van 1 januari 2023 tot en met 30 juni 2025.

Het in het eerste lid bepaalde maximum van 130 uren overwerk wordt opgetrokken tot 360 uren voor de werknemers tewerkgesteld bij werkgevers die ressorteren onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf.

45.3. Uitzondering

De vermindering is niet van toepassing op het overwerk dat in aanmerking komt voor de toepassing van artikel 38, § 1, eerste lid, 30°, WIB 92.

45.4. Bedrag van de vermindering

De vermindering wordt berekend op het "sociale brutobedrag" van de bezoldigingen (dit is vóór aftrek van de verplichte inhoudingen ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een ermede gelijkgesteld wettelijk of reglementair statuut), dat als berekeningsgrondslag heeft gediend voor de berekening van de overwerktoeslag en bedraagt :

- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 50 of 100 pct. van toepassing is : 57,75 pct.;
- voor een gepresteerd uur waarop een wettelijke overwerktoeslag van 20 pct. van toepassing is : 66,81 pct.

Afdeling 3. Werkbonus

46. Vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van werknemers en bedrijfsleiders met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus

46.1. Er wordt een vermindering verleend aan de werknemers die recht hebben op een werkbonus overeenkomstig artikel 2 van de wet van 20 december 1999 tot toekenning van een werkbonus aan werknemers met lage lonen en van andere verminderingen van de persoonlijke bijdragen van sociale zekerheid.

46.2. De vermindering bedraagt 33,14 pct. van het bedrag van de daadwerkelijk verleende werkbonus.

Afdeling 4. Lage activiteitsinkomsten overheidssector

47. Vermindering van de bedrijfsvoorheffing op de bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector

47.1. Er wordt een vermindering verleend aan personen die als statutair, stagiair of tijdelijke in dienst zijn bij de overheid, de gemeenschappen, de gewesten, de provincies, inrichtingen die aan de provincies ondergeschikt zijn, de gemeenten en inrichtingen die aan de gemeenten ondergeschikt zijn, en die niet in het kader van een arbeidsovereenkomst zijn aangeworven, en een belastbare bezoldiging verkrijgen van minstens 703,56 euro en maximum 2.578,95 euro.

47.2. De vermindering bedraagt 7,50 euro.

HOOFDSTUK 5. ANDERS DAN PER MAAND BETAALDE BEZOLDIGINGEN

Afdeling 1. Bezoldigingen van werknemers

Onderafdeling 1. Betalingen per veertien dagen

48. Voor de per veertien dagen betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing de helft van de voorheffing die volgens de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4 per maand verschuldigd is op tweemaal de bezoldiging per veertien dagen.

Onderafdeling 2. Betalingen per week

49. Voor de per week betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het vierde van de voorheffing die volgens de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4 per maand verschuldigd is op viermaal de bezoldiging per week.

Onderafdeling 3. Betalingen per werkdag

50. Voor de per werkdag betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van de voorheffing die volgens de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4 per maand verschuldigd is op twintigmaal de bezoldiging per werkdag.

Afdeling 2. Bezoldigingen van bedrijfsleiders

Onderafdeling 1. Periodieke betalingen anders dan per maand

51. Voor periodieke bezoldigingen (zie nr. 17) die anders dan per maand worden betaald, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van het product, verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing die volgens de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2, 3 en 4, afdelingen 1 en 3, verschuldigd is op de overeenstemmende maandbezoldiging, met het aantal werkdagen van het tijdperk waarop de bezoldiging betrekking heeft.

Onderafdeling 2. Niet-periodieke bezoldigingen

52. De bedrijfsvoorheffing op niet-periodieke bezoldigingen (zie nr. 18) is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen:

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2, 3 en 4, afdelingen 1 en 3, verschuldigd is op een inkomen gelijk aan de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend, verhoogd met een twaalfde van de niet-periodieke bezoldiging;

- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels verschuldigd is op de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend.

HOOFDSTUK 6. BIJZONDERE REGELS

Afdeling 1. Exceptionele vergoedingen

Onderafdeling 1. Tarief

53. Voor andere exceptionele vergoedingen en toelagen dan opzeggingsvergoedingen die een werkgever, buiten de normale bezoldigingen aan leden van zijn personeel betaalt (toevallige commissielonen op een geheel van verrichtingen, bijzondere en exceptionele vergoedingen, vakantiegeld, enz.), wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens onderstaand tarief, gelet op het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen van de verkrijger van de inkomsten.

JAARBEDRAG VAN DE NORMALE BRUTO BEZOLDIGINGEN		PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP	
		VAKANTIEGELD	ANDERE VERGOEDINGEN EN TOELAGEN
tot	10.115 EUR	0	0
van	10.115,01 EUR tot	12.930 EUR	19,17
van	12.930,01 EUR tot	16.460 EUR	21,20
van	16.460,01 EUR tot	19.740 EUR	26,25
van	19.740,01 EUR tot	22.330 EUR	31,30
van	22.330,01 EUR tot	24.940 EUR	34,33
van	24.940,01 EUR tot	30.150 EUR	36,34
van	30.150,01 EUR tot	32.800 EUR	39,37
van	32.800,01 EUR tot	43.440 EUR	42,39
van	43.440,01 EUR tot	56.730 EUR	47,44
boven	56.730,00 EUR	53,50	

Onderafdeling 2. Vrijstelling voor kinderen ten laste

54. Wanneer echter het jaarbedrag van de normale brutobezoldiging niet meer bedraagt dan het grensbedrag dat volgens het aantal kinderen ten laste vermeld is in onderstaande tabel (rekening houdend met nr. 8), wordt de exceptionele vergoeding vrijgesteld ten belope van het verschil tussen het voornoemde grensbedrag en het jaarbedrag van de normale brutobezoldiging.

AANTAL KINDEREN TEN LASTE	GRENSBEDRAG
1	17.858 EUR
2	21.280 EUR
3	27.430 EUR
4	34.280 EUR
5	41.130 EUR
6	47.980 EUR
7	54.830 EUR
8	61.680 EUR
9	68.530 EUR
10	75.380 EUR
11	82.230 EUR
12	89.080 EUR

Onderafdeling 3. Vermindering voor kinderen ten laste

55. Wanneer de verkrijger van een exceptionele vergoeding niet meer dan vijf kinderen ten laste heeft en het jaarbedrag van zijn normale brutobezoldiging niet hoger is dan het bedrag dat -volgens het aantal kinderen ten laste- in kolom 3 van onderstaande tabel vermeld is, wordt (rekening houdend met nr. 8) een vermindering toegekend op de bedrijfsvoorheffing die volgens onderafdeling 1 en 2 op de exceptionele vergoeding is verschuldigd ; die vermindering wordt volgens het aantal kinderen ten laste berekend met het percent vermeld in kolom 2 van onderstaande tabel.

AANTAL KINDEREN TEN LASTE	PERCENT VAN DE VERMINDERING	JAARBEDRAG VAN DE NORMALE BRUTO BEZOLDIGINGEN WAARBOVEN GEEN VERMINDERING WORDT VERLEEND
1	2	3
1	7,5	27.410 EUR
2	20	27.410 EUR
3	35	30.150 EUR
4	55	35.635 EUR
5	75	38.375 EUR

Onderafdeling 4. Afwijking

56. In afwijking van onderafdelingen 1 tot 3 wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig op 16,15 pct. (zonder vrijstelling) vastgesteld voor de eindejaarspremies die in één keer worden uitbetaald en afhankelijk zijn van prestaties die per stuk of taak worden bezoldigd.
57. In afwijking van onderafdelingen 1 tot 3 is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd wanneer het twaalfde van het totaal van het jaarbedrag van de normale bruto bezoldigingen en de exceptionele vergoedingen en toelagen volgens de regels van de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4 inzake per maand betaalde bezoldigingen geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

Afdeling 2. Achterstallen

Onderafdeling 1. Tarief

58. Voor achterstallige bezoldigingen van werknemers (onder meer bezoldigingen waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) wordt de bedrijfsvoorheffing vastgesteld volgens onderstaand tarief, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. het jaarbedrag van de normale brutobezoldiging die onmiddellijk vóór het jaar waarop de achterstallen betrekking hebben aan de verkrijger van de inkomsten is betaald.
59. In afwijking van hetgeen voorafgaat, is de referentiebezoldiging gelijk aan de normale brutobezoldigingen van het laatste jaar van normale activiteit dat het jaar van de betaling van de achterstallen voorafgaat, mits de verkrijger hiervan het bewijs levert.

REFERENTIEBEZOLDIGING	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP ACHTERSTALLEN
tot 11.230 EUR	0,00
van 11.230,01 EUR tot 13.485 EUR	2,68
van 13.485,01 EUR tot 14.975 EUR	6,57
van 14.975,01 EUR tot 17.975 EUR	10,77
van 17.975,01 EUR tot 19.480 EUR	13,55
van 19.480,01 EUR tot 21.720 EUR	16,55
van 21.720,01 EUR tot 25.465 EUR	19,17
Van 25.465,01 EUR tot 32.950 EUR	24,92

REFERENTIEBEZOLDIGING				PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP ACHTERSTALLEN
Van	32.950,01 EUR	tot	40.435 EUR	29,93
van	40.435,01 EUR	tot	52.425 EUR	31,30
van	52.425,01 EUR	tot	59.160 EUR	36,90
van	59.160,01 EUR	tot	67.395 EUR	38,96
van	67.395,01 EUR	tot	78.625 EUR	40,93
van	78.625,01 EUR	tot	94.360 EUR	42,92
van	94.360,01 EUR	tot	118.320 EUR	44,99
van	118.320,01 EUR	tot	136.290 EUR	46,47
van	136.290,01 EUR	tot	160.250 EUR	47,48
Boven	160.250 EUR			48,00

Onderafdeling 2. Vrijstelling voor kinderen ten laste

60. Wanneer echter de referentiebezoldiging niet meer bedraagt dan het grensbedrag dat volgens het aantal kinderen ten laste (rekening houdend met nr. 8) vermeld is in onderstaande tabel, worden de achterstallige bezoldigingen vrijgesteld ten belope van het verschil tussen het voornoemde grensbedrag en de referentiebezoldiging.

AANTAL KINDEREN TEN LASTE	GRENSEDAG
1	17.858 EUR
2	21.280 EUR
3	27.430 EUR
4	34.280 EUR
5	41.130 EUR
6	47.980 EUR
7	54.830 EUR
8	61.680 EUR
9	68.530 EUR
10	75.380 EUR
11	82.230 EUR
12	89.080 EUR

Onderafdeling 3. Afwijking

61. In afwijking van onderafdelingen 1 en 2 is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd wanneer het twaalfde van de referentiebezoldiging volgens de regels van de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4 inzake per maand betaalde bezoldigingen geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

Afdeling 3. Opzeggingsvergoedingen.

62. De bedrijfsvoorheffing wordt vastgesteld volgens de regels van nrs. 58 tot 60, met dien verstande dat voor het bepalen van het tarief van de bedrijfsvoorheffing de in aanmerking te nemen referentiebezoldiging die is welke tot grondslag diende voor het vaststellen van de vergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

63. In afwijking van hetgeen voorafgaat, is de referentiebezoldiging gelijk aan de normale brutobezoldiging van het laatste jaar van normale activiteit dat het jaar van de betaling van de opzeggingsvergoedingen voorafgaat, mits de verkrijger hiervan het bewijs levert.

Afdeling 4. Inschakelingsvergoedingen

64. De bedrijfsvoorheffing op inschakelingsvergoedingen bedoeld in Titel IV, Hoofdstuk 5, Afdeling 2 en 3, van de wet van 23 december 2005 betreffende het generatiepact, wordt vastgesteld volgens de regels van nrs. 58 tot 60, met dien verstande dat voor het bepalen van het tarief van de bedrijfsvoorheffing de in aanmerking te nemen referentiebezoldiging die is welke tot grondslag diende voor het vaststellen van de vergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

65. In afwijking van hetgeen voorafgaat, is de referentiebezoldiging gelijk aan de normale brutobezoldiging van het laatste jaar van normale activiteit dat het jaar van de betaling van de inschakelingsvergoedingen voorafgaat, mits de verkrijger hiervan het bewijs levert.

Afdeling 5. Toevallig of periodiek en bijkomstig betaalde vergoedingen en toelagen

66. Niet in de afdelingen 1 tot 4 vermelde vergoedingen en toelagen die een schuldenaar van bedrijfsvoorheffing uitbetaalt aan personen die slechts toevallig of periodiek en bijkomstig door hem of door zijn tussenkomst worden bezoldigd (toevallige commissielonen, vergoedingen, presentiegelden, enz.) zijn volgens onderstaand tarief (zonder verminderingen) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen:

BEDRAG VAN DE VERGOEDINGEN EN TOELAGEN		PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTAALBEDRAG VAN DE VERGOEDINGEN EN TOELAGEN
1		2
tot	500 EUR	27,25
van	500,01 EUR tot 650 EUR	32,30
boven	650 EUR	37,35

Afdeling 6. Schuldvorderingen die de hoedanigheid van bezoldigingen hebben en vermeld zijn in artikel 270, eerste lid, 6°, WIB 92

67. Voor de schuldvorderingen met de hoedanigheid van bezoldigingen als bedoeld in artikel 30, 1° en 2°, WIB 92 die worden gehonoreerd door curatoren in faillissementen, vereffenaars van gerechtelijke akkoorden, vereffenaars van vennootschappen of personen die gelijkaardige functies uitoefenen, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 26,75 pct.

Afdeling 7. Bezoldigingen voor stukwerk

68. De bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen toegekend aan werklieden die stukwerk verrichten en van wie de onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden arbeid, wordt berekend volgens de regels van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 2 tot 4, met inachtneming van de duur van het tijdperk waarop de bezoldigingen betrekking hebben. De bedrijfsvoorheffing mag in deze gevallen echter nooit minder bedragen dan 11,11 pct. van de bezoldigingen.

Afdeling 8. Vakantiegeld betaald door verlofkassen

69. De vakantiegelden die zonder tussenkomst van de werkgever door de kassen voor jaarlijks verlof worden betaald of toegekend, zijn volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTALE BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD
-----------------------------	--

Tot	1.650 EUR	17,16
Boven	1.650 EUR	23,22

Afdeling 9. Eindejaars- en getrouwheidspremies betaald door Fondsen voor Bestaanszekerheid

70. De eindejaars- en getrouwheidspremies die door Fondsen voor Bestaanszekerheid worden betaald of toegekend, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 23,22 pct. (zonder vermindering).

Afdeling 10. Studenten

71. In afwijking van de vorige regels is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de bezoldigingen betaald of toegekend aan studenten die tewerkgesteld zijn in het kader van een overeenkomst voor tewerkstelling van studenten, bedoeld bij titel VII van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten, gedurende 600 aangegeven uren studentenarbeid per kalenderjaar en die overeenkomstig artikel 17*bis*, §1, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, niet aan de sociale zekerheidsbijdragen onderworpen zijn.

Afdeling 11. Jonge werknemers

72. In afwijking van de vorige regels is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de bezoldigingen betaald of toegekend tijdens de maanden oktober, november of december aan jonge werknemers die voldoen aan de in artikel 36, § 1, eerste lid, 1° tot 3°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering gestelde voorwaarden en wier tewerkstelling in het kader van een arbeidsovereenkomst aanvangt tijdens voornoemde maanden oktober, november of december, op voorwaarde dat het bedrag van die bezoldigingen 4.725 euro bruto per maand niet overschrijdt.

Afdeling 12. Gelegenheidsarbeiders in de horeca

73. In afwijking van de vorige regels wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 33,31 pct. op de bezoldigingen voor prestaties geleverd tijdens maximaal 50 dagen per kalenderjaar en die worden betaald of toegekend aan gelegenheidswerknemers die worden tewerkgesteld bij een werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf indien de werkgever en de werknemer een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk sluiten van maximaal 2 opeenvolgende dagen en waarvoor de sociale bijdragen worden berekend op een uur- of dagforfait zoals bepaald in artikel 31ter, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Afdeling 13. Artiesten en musici

74. De bedrijfsvoorheffing wordt eenvormig (zonder vermindering) bepaald op 11,11 pct. voor de bezoldigingen die door ondernemingen voor vertoningen en vermakelijkheden worden betaald aan artiesten en musici die niet tot het vast personeel van de ondernemingen behoren en niet kunnen worden beschouwd als zijnde door de ondernemingen bijkomstig bezoldigd.

Afdeling 14. Personen behorend tot andere categorieën

Onderafdeling 1. Bedoelde belastingplichtigen

75. Bepaalde categorieën van belastingplichtigen worden, gelet op de omstandigheden waarin zij hun beroepswerkzaamheid uitoefenen, geacht volgens bijzondere regels te worden bezoldigd.

76. Het betreft de volgende inkomsten betaald of toegekend aan de betrokken belastingplichtigen:

- 76.1. de vergoedingen van voetballers die geen vaste bezoldigingen hebben en die niet onderworpen zijn aan de regels van deel 7, hoofdstuk 6;
- 76.2. de exceptionele vergoedingen die niet onderworpen zijn aan de regels van deel 7, hoofdstuk 6 en die bij bepaalde bijzondere gelegenheden (belangrijke bekermatch, overwinnings- of rangschikkingspremies enz.) worden betaald aan basketbaltrainers, -verzorgers, -spelers en -speelsters die een periodieke beloning verkrijgen, zomede de sommen en belastbare voordelen van alle aard die worden betaald aan hen die geen dergelijke periodieke beloning verkrijgen;
- 76.3. de commissielonen van verzekeringen toegekend aan personen die door een bediendencontract verbonden zijn tegenover een verzekeringsonderneming, een makelaar of een verzekeringsagent en die, buiten hun gewone prestaties, verzekeringszaken voor rekening van hun werkgever behandelen wegens een verplichting die uit dat contract voortvloeit;
- 76.4. de sommen die aan bezoldigde uitzendkrachten worden betaald of toegekend;
- 76.5. de bezoldigingen voor prestaties als gelegenhedswerker in de land- of tuinbouw als bedoeld in artikel 8*bis* van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders die door de werkgever worden betaald of toegekend.

Onderafdeling 2. Grondslag en tarief

77. De bedrijfsvoorheffing wordt eenvormig (zonder vermindering) bepaald op 11,11 pct. van de in nr. 76 vermelde inkomsten.

DEEL 4. VERVANGINGSINKOMSTEN**HOOFDSTUK 1. SCHADELOOSSTELLING VAN TIJDELIJKE DERIVING VAN BEZOLDIGINGEN, WINST OF BATEN, met uitzondering van de werkloosheidsuitkeringen**

78. Wettelijke of extra-wettelijke vergoedingen betaald of toegekend als schadeloosstelling van een tijdelijke derving van bezoldigingen, winst of baten, bijvoorbeeld ingevolge ongeval, ziekte, invaliditeit of andere soortgelijke gebeurtenissen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

78.1. wanneer de vergoedingen door de werkgever, door de vennootschap of door hun tussenkomst worden betaald of toegekend :

78.1.1. volgens de regels van nr. 53 gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. de normale jaarbezoldiging die tot grondslag voor het berekenen van de schadeloosstelling heeft gediend ;

78.1.2. bij gebreke aan voormelde referentiebezoldiging bedraagt de bedrijfsvoorheffing 32,10 pct. (zonder vermindering) ;

78.2. wanneer die vergoedingen, zonder tussenkomst van de werkgever of vennootschap, door een verzekeringsinstelling of door een andere private of openbare instelling of door een andere tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald : tegen het tarief van 11,11 pct. of 22,20 pct. (zonder vermindering) naargelang het gaat om wettelijke of om extra-wettelijke vergoedingen.

78.3. Afwijkingen inzake ziekte- en invaliditeitsuitkeringen

78.3.1. In afwijking van nr. 78.2 zijn wettelijke ziekte-uitkeringen die worden betaald of toegekend gedurende de eerste 6 maanden van een periode van primaire arbeidsongeschiktheid als bedoeld in artikel 87, derde lid, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 en die aansluit op een periode van volledige of gedeeltelijke werkloosheid als bedoeld in nr. 85.1, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,09 pct. (zonder vermindering).

78.3.2. In afwijking van nrs. 78.2 en 78.3.1 is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op:

1° de wettelijke ziekte-uitkeringen die worden betaald of toegekend gedurende de eerste 6 maanden van een periode van primaire arbeidsongeschiktheid als bedoeld in nr. 78.3.1 aan volledig werkloze werknemers als vermeld in nr. 79.2.1;

2° de invaliditeitsuitkeringen als bedoeld in titel IV, hoofdstuk III, afdeling II van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 en in de artikelen 10 en 12*bis* van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten, en dit tot 31 december 2024;

3° de premie en de forfaitaire tegemoetkoming bedoeld in artikel 215*sexies* van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

4° de aanvullende primaire ongeschiktheidsuitkeringen die worden betaald of toegekend in uitvoering van de wet van 24 juni 2020 houdende toekenning van een tijdelijke aanvulling op de uitkeringen voor primaire arbeidsongeschiktheid;

5° de aanvullende crisisuitkeringen die worden betaald of toegekend in uitvoering van het koninklijk besluit van 15 september 2020 houdende toekenning, ingevolge de

COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten.

78.3.3. De overeenkomstig nrs. 78.2 en 78.3.1 berekende bedrijfsvoorheffing mag er evenwel niet toe leiden dat:

- 1° Het bedrag van de uiteindelijk verschuldigde ziekte- en invaliditeitsuitkeringen als bedoeld in titel IV, hoofdstuk III, afdelingen I en II van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen gecoördineerd op 14 juli 1994 minder bedraagt dan het bedrag van de minimuminvaliditeitsuitkering vermeld in artikel 93*bis* van voormelde gecoördineerde wet, behalve wanneer die uitkering wordt gecumuleerd met inkomsten als vermeld in artikel 104 van dezelfde wet of wanneer prestaties worden geweigerd of verminderd krachtens artikel 136, § 2, van dezelfde wet.

Voor de toepassing van het eerste lid wordt tijdens de eerste zes maanden van de primaire arbeidsongeschiktheid evenwel enkel rekening gehouden met het bedrag van de minimuminvaliditeitsuitkering voor een gerechtigde met gezinslast, vermeld in artikel 93*bis* van voormelde gecoördineerde wet.

Het eerste en tweede lid zijn niet van toepassing op de aanvullende uitkeringen die worden betaald of toegekend in uitvoering van de wet van 24 juni 2020 houdende toekenning van een tijdelijke aanvulling op de uitkeringen voor primaire arbeidsongeschiktheid. Deze aanvullende uitkeringen worden ook buiten beschouwing gelaten voor de toepassing van het eerste en tweede lid.

- 2° Het bedrag van de uiteindelijk verschuldigde uiteindelijk verschuldigde ziekte- en invaliditeitsuitkeringen als bedoeld in de artikelen 8 en 10 van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten minder bedraagt dan het bedrag van de minimuminvaliditeitsuitkering vermeld in artikel 93*bis* van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, behalve wanneer die uitkering wordt geweigerd of verminderd krachtens artikel 28 of artikel 29, § 1, 1° tot 4°, van het voormelde koninklijk besluit.

78.3.4. In afwijking van nr. 78.1:

- 1° zijn de wachtgelden die krachtens artikel 57 van hoofdstuk IX van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, worden betaald of toegekend aan ambtenaren in beschikbaarheid wegens ziekte, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering) ;
- 2° zijn de wachtgelden die krachtens artikel 58 van hoofdstuk IX van het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toegestaan aan de personeelsleden van de rijksbesturen, worden betaald of toegekend aan ambtenaren in beschikbaarheid wegens ziekte, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de regels van deel 3, met uitzondering van nr. 47 ;
- 3° is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen die worden betaald of toegekend aan jonge werknemers bedoeld onder nr. 72, op voorwaarde dat de bezoldigingen die ze vervangen voldoen aan de voorwaarden om vrijgesteld te worden van bedrijfsvoorheffing overeenkomstig dit nr. 72 ;

- 4° zijn de ziekte- en invaliditeitsuitkeringen die aan de in nr. 76 bedoelde werknemers worden betaald of toegekend, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 11,11 pct. (zonder vermindering).

78.4. Afwijkingen inzake wettelijke onderbrekingsuitkeringen

In afwijking van nr. 78.2 worden de wettelijke onderbrekingsuitkeringen aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid:

78.4.1. Wettelijke onderbrekingsuitkeringen betaald of toegekend aan werknemers die voltijs hun beroepsloopbaan onderbreken, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,13 pct. (zonder vermindering);

78.4.2. Wettelijke onderbrekingsuitkeringen betaald of toegekend aan werknemers die deeltijs hun beroepsloopbaan onderbreken, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17,15 pct. (zonder vermindering). Dit tarief van 17,15 pct. wordt verhoogd:

1° tot 35 pct. in geval van :

- a) een 1/5^{de} loopbaanvermindering, in toepassing van de artikelen 4 en 6 van het koninklijk besluit van 12 december 2001 tot uitvoering van hoofdstuk IV van de wet van 10 augustus 2001 betreffende verzoening van werkgelegenheid en kwaliteit van het leven betreffende het stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, die aanvangt vanaf 1 juni 2007, of eenzelfde loopbaanvermindering in toepassing van de artikelen 5 en 6 van het koninklijk besluit van 10 juni 2002 betreffende de toekenning van onderbrekingsuitkeringen aan de personeelsleden van de overheidsbedrijven die in toepassing van de wet van 21 maart 1991 houdende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bestuursautonomie verkregen hebben. Deze verhoging geldt niet voor de werknemers in 1/5^{de} loopbaanvermindering die uitsluitend samenwonen met één of meerdere kinderen die zij ten laste hebben;
- b) halftijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanonderbreking dat ingaat vanaf 1 januari 2009 voor de belastingplichtigen die 50 jaar of ouder dan 50 jaar zijn. Deze verhoging geldt niet voor de werknemers die alleen wonen of die uitsluitend samenwonen met één of meer kinderen die zij ten laste hebben en voor de belastingplichtigen die genieten van een thematisch verlof (ouderschapsverlof, medische bijstand, palliatief verlof).

2° tot 30 pct. in geval van halftijds tijdskrediet of halftijdse loopbaanonderbreking dat ingaat vanaf 1 januari 2009 voor de belastingplichtigen van minder dan 50 jaar. Deze verhoging geldt niet voor de werknemers die alleen wonen of die uitsluitend samenwonen met één of meer kinderen die zij ten laste hebben en voor de belastingplichtigen die genieten van een thematisch verlof (ouderschapsverlof, medische bijstand, palliatief verlof).

78.4.3. Wettelijke premies toegekend aan de personeelsleden van overheidsdiensten ter gelegenheid van het halftijds werken vanaf 50 of 55 jaar of de vierdagenweek, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17,15 pct. (zonder vermindering).

78.5. Afwijking inzake het overbruggingskrediet

In afwijking van nr. 78.2 is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de financiële uitkering bedoeld in artikel 3, 1°, van de wet van 22 december 2016 houdende invoering van een overbruggingsrecht ten gunste van zelfstandigen.

HOOFDSTUK 2. WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN

Afdeling 1. Werkloosheidsuitkeringen **zonder** bedrijfstoeslag

79. De wettelijke werkloosheidsuitkeringen **zonder** bedrijfstoeslag worden als volgt aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen:

79.1. Wettelijke en extra-wettelijke uitkeringen van alle aard, inschakelingsvergoedingen inbegrepen, verkregen als volledig of gedeeltelijk herstel van een tijdelijke derving van beroepsinkomsten ten gevolge van volledige of gedeeltelijke werkloosheid en niet vermeld in de afdelingen 2 en 3, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 10,09 pct. (zonder vermindering).

79.2. Afwijkingen

79.2.1. In afwijking van nr. 79.1 moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden op de wettelijke werkloosheids- of inschakelingsuitkeringen van volledig werkloze werknemers die generlei inkomen uit beroepswerkzaamheid verkrijgen en die in de zin van de reglementering inzake werkloosheid de hoedanigheid hebben :

- ofwel van samenwonende met recht op een toeslag voor het verlies van een enig inkomen ;
- ofwel van samenwonende die noch recht heeft op een toeslag voor het verlies van een enig inkomen noch op een aanpassingstoeslag, en, indien de werknemer samenwoont met een echtgenoot, op voorwaarde dat de beroepsinkomsten van die echtgenoot uitsluitend uit vervangingsinkomsten bestaan ;
- ofwel van samenwonende die slechts over werkloosheidsuitkeringen beschikt, bestaande uit het al of niet verhoogde wettelijk forfait ;
- ofwel van alleenwonende ;
- ofwel van werknemer die recht heeft op een inschakelingsuitkering ;
- ofwel van werknemer die een vrijstelling geniet wegens sociale en familiale redenen.

79.2.2. In afwijking van nr. 79.1 zijn de wettelijke en extra-wettelijke uitkeringen die worden betaald of toegekend aan tijdelijk werklozen zoals bedoeld in artikel 27, 2°, van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 26,75 pct. (zonder vermindering).

Afdeling 2. Werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag

80. De bedrijfsvoorheffing op de wettelijke werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag wordt vastgesteld als volgt:

80.1. de bedrijfsvoorheffing wordt volgens de regels van deel 5, hoofdstukken 1 tot 5 berekend op het totaalbedrag van de vergoedingen;

80.2. van de aldus berekende bedrijfsvoorheffing mag vervolgens de vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood vermeld in nr. 44 worden afgetrokken.

81. In afwijking van nr. 80 worden de aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag buiten het stelsel van werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid.

81.1. De gewezen werknemer heeft de leeftijd van 50 jaar bereikt:

81.1.1. De aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag die de voormelde werknemer heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- a) de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 10,09 pct. (zonder vermindering);
- b) de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is niet opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 26,75 pct. (zonder vermindering).

81.2. De gewezen werknemer heeft de leeftijd van 50 jaar niet bereikt :

81.2.1. De aanvullende vergoedingen bovenop werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoelage die de voormelde werknemer heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens nr. 78.1.2.

Afdeling 3. Pseudo-werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoelage

82. In afwijking van afdeling 2 worden de pseudo-werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoelage bovenop werkloosheidsuitkeringen aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid.

82.1. Wanneer de gewezen werknemer de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt en de desbetreffende overeenkomst geen sectorale collectieve arbeidsovereenkomst is die is afgesloten vóór 30 september 2005 of geen sectorale overeenkomst die een dergelijke overeenkomst zonder onderbreking verlengt, worden de aanvullende vergoedingen die voormelde werknemer die werkloosheidsuitkeringen als volledige werkloze verkrijgt of zou kunnen verkrijgen indien hij het werk niet had hervat, rechtstreeks of onrechtstreeks heeft verkregen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

82.1.1. de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 10,09 pct. (zonder vermindering);

82.1.2. de verplichting van de gewezen werkgever tot doorbetaling van die vergoedingen na werkhervatting is niet opgenomen in een collectieve arbeidsovereenkomst of in een individuele overeenkomst die voorziet in de uitbetaling van de aanvullende vergoeding : bedrijfsvoorheffing van 26,75 pct. (zonder vermindering).

82.2. Wanneer de gewezen werknemer, hetzij de leeftijd van 50 jaar niet heeft bereikt, hetzij de leeftijd van 50 jaar heeft bereikt EN de desbetreffende overeenkomst is een sectorale overeenkomst die is afgesloten vóór 30 september 2005 of een sectorale overeenkomst die een dergelijke overeenkomst zonder onderbreking verlengt, worden de aanvullende vergoedingen bovenop de werkloosheidsuitkering na ontslag die de gewezen werknemer in één van deze gevallen heeft verkregen tijdens een periode van inactiviteit, van werkhervatting bij een andere werkgever of van werkhervatting als zelfstandige zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen aan het tarief van 10,09 pct. (zonder vermindering).

**DEEL 5. PENSIOENEN, RENTEN, KAPITALEN, AFKOOPWAARDEN EN ERMEDE
GELIJKGESTELDE INKOMSTEN****HOOFDSTUK 1. JAARLIJKS NETTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG**

83. Het jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag wordt als volgt vastgesteld:

83.1. Het brutobedrag van de belastbare grondslag vaststellen overeenkomstig deel 1, hoofdstuk 2, afdelingen 4 tot 6.

83.2. Het jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag is gelijk aan het brutobedrag vermeld in nr. 83.1.

HOOFDSTUK 2. DE BASISBELASTING

84. De basisbelasting wordt vastgesteld overeenkomstig deel 2.

**HOOFDSTUK 3. DE VERMINDERINGEN VOOR KINDEREN TEN LASTE EN ANDERE
GEZINSLASTEN**

85. Van de basisbelasting vastgesteld overeenkomstig hoofdstuk 2 mogen vervolgens worden afgetrokken :

85.1. de vermindering voor kinderen ten laste vermeld in nr. 38;

85.2. de verminderingen voor andere gezinslasten naar gelang van het geval vermeld nrs. 39 tot 41.

HOOFDSTUK 4. DE BIJZONDERE VERMINDERING VOOR PENSIOENEN

86. Na toepassing van hoofdstuk 3 wordt de basisbelasting verminderd met de bijzondere vermindering voor pensioenen. Deze vermindering bedraagt 2.202 euro per jaar.

87. De toepassing van die bijzondere vermindering is afhankelijk van het jaarbedrag van het pensioen, dit is het bedrag desgevallend na aftrek van het toegerekende inkomen van de andere echtgenoot vermeld in nr. 34.1.1.

88. Die bijzondere vermindering wordt als volgt afgetrokken :

88.1. volledig wanneer het jaarbedrag van het pensioen niet hoger is dan 27.920 euro;

88.2. voor een gedeelte wanneer het jaarbedrag van het pensioen begrepen is tussen 27.920 euro en 55.840 euro; dat gedeelte wordt berekend met de volgende formule :

$$(1/3 \times 2.202) + (2/3 \times 2.202 \times \frac{55.840 - \text{jaarbedrag pensioen}}{27.920})$$

88.3. voor 1/3 wanneer het jaarbedrag van het pensioen 55.840 euro of meer bedraagt.

HOOFDSTUK 5. VASTSTELLING VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING PER MAAND

89. Om de per maand verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen, wordt de basisbelasting verminderd overeenkomstig hoofdstuk 4 gedeeld door 12.

HOOFDSTUK 6. ANDERS DAN PER MAAND BETAALDE PENSIOENEN

90. Voor anders dan per maand betaalde pensioenen of renten, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het dertigste van het product verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing dat overeenkomstig hoofdstuk 1 tot 5 zou verschuldigd zijn op het overeenstemmende maandelijks pensioen of rente, met het aantal dagen van het tijdperk waarop het pensioen of de rente betrekking heeft.

HOOFDSTUK 7. BIJZONDERE REGELSAfdeling 1. Achterstallen

91. Pensioen- of renteachterstallen (d.w.z. pensioenen of renten waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen volgens de regels vermeld in nrs. 58 tot 60, met dien verstande dat het toe te passen tarief mutatis mutandis bepaald wordt volgens het jaarbedrag van de normale brutopensioenen of -renten die onmiddellijk vóór het jaar waarop de achterstallen betrekking hebben aan de verkrijger zijn betaald of, bij gebreke daarvan, volgens het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen, verhoogd met de eventuele pensioen- of rentevoorschotten, die de verkrijger tijdens zijn laatste jaar van normale activiteit heeft ontvangen.

Afdeling 2. Vakantiegeld

92. De bedrijfsvoorheffing op vakantiegeld toegekend aan personen die een rust- of overlevingspensioen verkrijgen ten laste van het pensioenstelsel voor loontrekkers, wordt vastgesteld volgens het in de tabellen hierna vermelde tarief, gelet op het totaal van het belastbare maandbedrag van de pensioenen van de verkrijger van de inkomsten.

92.1. De verkrijger van de inkomsten is een alleenstaande OF de echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft eveneens beroepsinkomsten.

BELASTBARE MAANDBEDRAG VAN HET PENSIOEN	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD
tot 1.499,99 EUR	0
van 1.500 EUR tot 1.549,99 EUR	1
van 1.550 EUR tot 1.599,99 EUR	3
van 1.600 EUR tot 1.649,99 EUR	4
van 1.650 EUR tot 1.749,99 EUR	6
van 1.750 EUR tot 1.949,99 EUR	10
van 1.950 EUR tot 2.299,99 EUR	15
van 2.300 EUR tot 2.599,99 EUR	20
van 2.600 EUR tot 3.049,99 EUR	25
van 3.050 EUR tot 4.299,99 EUR	30
van 4.300 EUR tot 4.349,99 EUR	35
vanaf 4.350 EUR	36

92.2. De echtgenoot van de verkrijger van de inkomsten heeft geen beroepsinkomsten.

BELASTBARE MAANDBEDRAG VAN HET PENSIOEN	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET BEDRAG VAN HET VAKANTIEGELD
tot 2.199,99 EUR	0
van 2.200 EUR tot 2.349,99 EUR	1
van 2.350 EUR tot 2.449,99 EUR	3

van 2.450 EUR tot 2.549,99 EUR	4
van 2.550 EUR tot 2.949,99 EUR	5
van 2.950 EUR tot 3.199,99 EUR	10
van 3.200 EUR tot 3.699,99 EUR	15
van 3.700 EUR tot 4.449,99 EUR	20
van 4.450 EUR tot 5.199,99 EUR	25
van 5.200 EUR tot 5.899,99 EUR	30
van 5.900 EUR tot 6.499,99 EUR	32
Vanaf 6.500 EUR	34

Afdeling 3. Pensioenen en renten niet verleend in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van een wettelijk of reglementair statuut

93. Rust- en overlevingspensioenen of -renten die niet worden verleend in het kader van het pensioensparen, noch ter uitvoering van de sociale wetgeving of van een wettelijk of reglementair statuut dat de betrokkenen uit het toepassingsgebied van de sociale wetgeving sluit, eensdeels, en ouderdoms- en weduwrenten die verzekeringsinstellingen verlenen als tegenwaarde van stortingen die vrij zijn verricht in het kader van de wetgeving betreffende het bediendpensioen, anderdeels, zijn volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

JAARBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTAALBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE
tot 1.790 EUR	0
van 1.790,01 EUR tot 2.990 EUR	11,11
van 2.990,01 EUR tot 8.900 EUR	16,15
van 8.900,01 EUR tot 14.820 EUR	21,20
van 14.820,01 EUR tot 29.640 EUR	27,25
van 29.640,01 EUR tot 44.460 EUR	32,30
boven 44.460 EUR	37,35

94. In afwijking van nr. 93 moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden :

- 94.1. op de pensioenen en renten indien en in zoverre die pensioenen of renten zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in Boek II, titel VIII van het Wetboek diverse rechten en taken ;
- 94.2. wanneer de verkrijger van de pensioenen of renten aantoont dat het twaalfde van het totale jaarbedrag van zijn wettelijk en zijn aanvullend pensioen volgens hoofdstuk 1 tot hoofdstuk 5 geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

Afdeling 4. Toelagen of renten verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte of een invaliditeit

95. Toelagen of renten die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op een in artikel 23, § 1, 1°, 2° en 4°, WIB 92 vermelde beroepswerkzaamheid of die het herstel van een bestendige derving van bezoldigingen, winst of baten uitmaken en die worden verleend naar aanleiding van een ongeval, een ziekte, een invaliditeit of andere soortgelijke gebeurtenissen, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

- 95.1. wanneer die toelagen of renten door de werkgever of door diens tussenkomst aan de verkrijger worden betaald : volgens de regels van nr. 53, met dien verstande dat het toe te passen tarief bepaald wordt volgens het jaarbedrag van de normale brutobezoldigingen die tot grondslag dienden voor het berekenen van die toelagen of renten ;
- 95.2. wanneer die toelagen of renten zonder tussenkomst van de werkgever, door een verzekeringsinstelling of door een andere instelling of een tussenpersoon aan de verkrijger worden betaald : tegen het tarief van 11,11 pct. of van 22,20 pct. (zonder vermindering)

naargelang het gaat om wettelijke of extra-wettelijke toelagen of renten. In dit geval moet echter geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden wanneer de verkrijger van de renten of toelagen aantoonbaar dat het twaalfde van de jaarbezoldiging die tot grondslag diende voor de berekening van de schadeloosstelling volgens de regels van hoofdstuk 1 tot hoofdstuk 5 geen aanleiding geeft tot bedrijfsvoorheffing.

Afdeling 5. Kapitalen en afkoopwaarden niet verleend in het kader van het pensioensparen

96. Kapitalen en afkoopwaarden, of de schijven daarvan, die krachtens artikel 169, § 1, of 515*bis*, vierde en zevende lid, WIB 92 volgens het omzettingssysteem in de personenbelasting worden belast, worden voor de berekening van de bedrijfsvoorheffing slechts in aanmerking genomen tot het bedrag van de lijfrente die voortvloeit uit hun omzetting volgens de in artikel 73 van dit besluit bepaalde coëfficiënten.

De rente wordt tegen 11,11 pct. (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen.

97. Op kapitalen en afkoopwaarden die krachtens artikel 171, 2°, b tot d, of 515*quater*, § 1, b, WIB 92 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 10,09 pct. (zonder vermindering).

98. Op kapitalen en afkoopwaarden, op kapitalen geldend als renten of pensioenen en op de afkoop van de gekapitaliseerde waarde van een deel van het wettelijk rust- of overlevingspensioen die krachtens artikel 171, 4°, f tot h; 515*bis*, vijfde lid, of 515*octies*, WIB 92 of krachtens artikel 104, tweede lid, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 16,66 pct. (zonder vermindering).

99. Kapitalen en afkoopwaarden als vermeld in artikel 171, 4°, f, WIB 92 worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid:

99.1. Een bedrijfsvoorheffing van 18,17 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd in zover het kapitalen betreft die door werkgeversbijdragen of bijdragen van de onderneming zijn gevormd en bij leven worden uitgekeerd aan de werknemer of bedrijfsleider op de leeftijd van 61 jaar;

99.2. Een bedrijfsvoorheffing van 20,19 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd in zover het kapitalen betreft die door werkgeversbijdragen of bijdragen van de onderneming zijn gevormd en bij leven worden uitgekeerd :

99.2.1. aan de werknemer of bedrijfsleider op de leeftijd van 60 jaar;

99.2.2. aan de werknemer naar aanleiding van de pensionering als bedoeld in artikel 27, § 3, van de wet van 28 april 2003 betreffende de aanvullende pensioenen en het belastingstelsel van die pensioenen en van sommige aanvullende voordelen inzake sociale zekerheid, zoals en voor zover het krachtens artikel 104, tweede en derde lid, van de programmawet van 27 december 2021 van kracht blijft, vóór het bereiken van de leeftijd van 61 jaar.

100. Een bedrijfsvoorheffing van 33,31 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op :

100.1. kapitalen en afkoopwaarden die krachtens artikel 171, 1°, d, f, h, of j, of 515*quater*, § 1, a, WIB 92 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast;

100.2. kapitalen, afkoopwaarden en op kapitalen geldend als renten of pensioenen, of op de schijven daarvan, die niet worden bedoeld onder nrs. 96 tot 100.1.

101. In afwijking van nrs. 97 tot 100.2 moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden indien en in zoverre de kapitalen, afkoopwaarden en de kapitalen geldend als renten of pensioenen zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen

als bepaald in Boek II, titel VIII van het Wetboek diverse rechten en taksen of in artikel 119, 1°, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

Afdeling 6. Pensioensparen

102. Pensioenen en renten van een spaarverzekering worden volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen :

JAARBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE	PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD OP HET TOTAALBEDRAG VAN HET PENSIOEN OF DE RENTE
tot 1.500 EUR	11,11
van 1.500,01 EUR tot 2.500 EUR	16,15
boven 2.500 EUR	21,20

103. Spaartegoeden van spaarrekeningen en kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens de artikelen 171, 1°*bis*, 174 en 515*ter* WIB 92 en krachtens artikel 105 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 8,08 pct. (zonder vermindering), met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515*bis*, derde lid, WIB 92.
104. Spaartegoeden van spaarrekeningen en kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens de artikelen 515*bis*, vijfde lid, en 515*ter* WIB 92 en krachtens artikel 104, tweede lid, van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, worden aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 16,66 pct. (zonder vermindering), met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515*bis*, derde lid, WIB 92.

Het vorige lid is eveneens van toepassing op spaartegoeden, kapitalen en afkoopwaarden als vermeld in artikel 9, § 4, van het koninklijk besluit van 22 december 1986 tot invoering van een stelsel van derdeleeftijds- of pensioensparen.

105. Een bedrijfsvoorheffing van 33,31 pct. (zonder vermindering) is verschuldigd op :
- 105.1. spaartegoeden van spaarrekeningen en op kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die krachtens artikel 171, 1°, g, WIB 92 afzonderlijk in de personenbelasting worden belast, met dien verstande dat voor spaartegoeden het belastbare bedrag moet worden bepaald overeenkomstig de artikelen 34, § 3, en 515*bis*, derde lid, WIB 92 ;
- 105.2. spaartegoeden van spaarrekeningen en op kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen die niet bedoeld zijn onder nrs. 103 tot 105.1 hiervoor. Bovendien moet voor spaartegoeden het belastbare bedrag worden bepaald overeenkomstig artikel 515*bis*, derde lid, WIB 92;
- 105.3. de overdrachten als vermeld in artikel 34, § 2, 3°, WIB 92.
106. In afwijking van nrs. 103 tot 105.3 moet geen bedrijfsvoorheffing worden ingehouden indien en in zoverre de spaartegoeden van spaarrekeningen en de kapitalen en afkoopwaarden van spaarverzekeringen zijn verleend ter uitvoering van contracten die het voorwerp zijn geweest van een taks op het lange termijnsparen als bepaald in Boek II, titel VIII van het Wetboek diverse rechten en taksen, met uitzondering van de vervroegde inning van de taks bepaald bij artikel 185, § 4, van dat Wetboek, of in artikel 119 van de wet van 28 december 1992 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen.

DEEL 6. INKOMSTEN VAN ANDERE NIET-INWONERS DAN DIEGENEN VERMELD IN NR. 36.2**HOOFDSTUK 1. JAARLIJKS NETTOBEDRAG VAN DE BELASTBARE GRONDSLAG**

107. Het jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag wordt, na aftrek van de sociale inhoudingen vermeld in deel 1, hoofdstuk 2, afdeling 5, vastgesteld overeenkomstig deel 1, hoofdstuk 3, afdelingen 1, 2, 4 en 5.

HOOFDSTUK 2. DE BASISBELASTING

108. De basisbelasting wordt berekend met behulp van de basisschaal opgenomen in nr. 31.

Het aldus bekomen resultaat vormt de jaarlijkse basisbelasting.

HOOFDSTUK 3. VASTSTELLING VAN DE BEDRIJFSVOORHEFFING PER MAAND

109. Om de per maand verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen, wordt de basisbelasting gedeeld door 12.

HOOFDSTUK 4. BEZOLDIGINGEN EN ERMEDE GELIJKGESTELDE INKOMSTEN, MET UITZONDERING VAN DE WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN MET BEDRIJFSTOESLAG**Afdeling 1. Toepassingsgebied**

110. Dit hoofdstuk is van toepassing op bezoldigingen, met uitzondering van de bezoldigingen vermeld in deel 7, hoofdstuk 6, betaald of toegekend aan:

- 110.1. werknemers;
- 110.2. bedrijfsleiders.

Afdeling 2. Verminderingen

111. Van de bedrijfsvoorheffing vastgesteld in hoofdstuk 3 mogen vervolgens, naar gelang van het geval, de volgende verminderingen worden afgetrokken:

- 111.1. de vermindering voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood (cf. nr. 44) ;
- 111.2. de vermindering voor bezoldigingen toegekend aan werknemers ingevolge het presteren van overwerk dat recht geeft op een overwerktoeslag (cf. nr. 45).

Afdeling 3. Anders dan per maand betaalde bezoldigingen**Onderafdeling 1. Bezoldigingen van werknemers**

112. Voor de per veertien dagen betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing de helft van de voorheffing die volgens de regels van hoofdstukken 1 tot 3 en van de afdelingen 1 en 2 per maand verschuldigd is op tweemaal de bezoldiging per veertien dagen.

113. Voor de per week betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het vierde van de voorheffing die volgens de regels van hoofdstukken 1 tot 3 en van de afdelingen 1 en 2 per maand verschuldigd is op viermaal de bezoldiging per week.

114. Voor de per werkdag betaalde bezoldigingen bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van de voorheffing die volgens de regels van hoofdstukken 1 tot 3 en van de afdelingen 1 en 2 per maand verschuldigd is op twintigmaal de bezoldiging per werkdag.

Onderafdeling 2. Bezoldigingen van bedrijfsleiders

115. Periodieke betalingen anders dan per maand

Voor periodieke bezoldigingen (zie nr. 17) die anders dan per maand worden betaald, bedraagt de bedrijfsvoorheffing het twintigste van het product, verkregen door vermenigvuldiging van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing die volgens de regels van de hoofdstukken 1 tot 3 en van de afdelingen 1 en 2 verschuldigd is op de overeenstemmende maandbezoldiging, met het aantal werkdagen van het tijdperk waarop de bezoldiging betrekking heeft.

116. Niet-periodieke bezoldigingen

De bedrijfsvoorheffing op niet-periodieke bezoldigingen (zie nr. 18) is gelijk aan twaalf maal het verschil tussen:

- eensdeels, de voorheffing die volgens de regels van de hoofdstukken 1 tot 3 en van de afdelingen 1 en 2 verschuldigd is op een inkomen gelijk aan de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend, verhoogd met een twaalfde van de niet-periodieke bezoldiging;
- anderdeels, de voorheffing die volgens dezelfde regels verschuldigd is op de periodieke bezoldigingen van de maand waarin de niet-periodieke bezoldiging wordt betaald of toegekend.

Afdeling 4. Bijzondere regels

Onderafdeling 1. Exceptionele vergoedingen

117. Voor de exceptionele vergoedingen (commissielonen, vakantiegeld, eindejaarspremies, enz.) die een werkgever, buiten de normale bezoldigingen aan leden van zijn personeel betaalt, wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens het onderstaande tarief, gelet op het jaarbedrag van de normale in België betaalde of toegekende brutobezoldigingen van de verkrijger van de inkomsten.

JAARBEDRAG VAN DE NORMALE BRUTOBEZOLDIGINGEN				PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD
van	0,01 EUR	tot	23.700 EUR	26,75
van	23.700,01 EUR	tot	37.440 EUR	42,80
van	37.440,01 EUR	tot	60.590 EUR	48,15
Boven	60.590 EUR			53,50

Onderafdeling 2. Achterstallen en opzeggingsvergoedingen

118. Voor achterstallige bezoldigingen (onder meer bezoldigingen waarvan de uitbetaling of de toekenning door toedoen van de overheid of wegens het bestaan van een geschil slechts heeft plaatsgehad na het verstrijken van het belastbare tijdperk waarop zij in werkelijkheid betrekking hebben) en voor de opzeggingsvergoedingen, wordt de bedrijfsvoorheffing (zonder vermindering) vastgesteld volgens het onderstaande tarief, gelet op de referentiebezoldiging, d.w.z. :

- ofwel het jaarbedrag van de normale in België betaalde of toegekende brutobezoldiging die onmiddellijk vóór de herziening die tot de uitbetaling van de achterstallen aanleiding gaf aan de verkrijger van de inkomsten werd betaald ;
- ofwel de bezoldiging die tot grondslag diende voor het vaststellen van de opzeggingsvergoeding of, bij gebreke daaraan, de bezoldiging die de verkrijger heeft ontvangen tijdens de laatste periode van normale activiteit in dienst van de werkgever die de vergoeding uitbetaalt.

REFERENTIEBEZOLDIGING				PERCENT ALS BEDRIJFSVOORHEFFING VERSCHULDIGD
van	0,01 EUR	tot	21.580 EUR	26,75
van	21.580,01 EUR	tot	33.690 EUR	42,80
van	33.690,01 EUR	tot	54.100 EUR	48,15
boven	54.100 EUR			53,50

Onderafdeling 3. --- Bezoldigingen voor stukwerk

119. De bedrijfsvoorheffing op bezoldigingen toegekend aan werklieden die stukwerk verrichten en van wie de onregelmatige en door de werkgever niet gecontroleerde prestaties niet worden uitgedrukt in dagen, weken, veertien dagen of maanden arbeid, wordt berekend volgens de regels van de hoofdstukken 1 tot 3 en van de afdelingen 1 tot 3, onderafdeling 1, met inachtneming van de duur van het tijdperk waarop de bezoldigingen betrekking hebben.

Onderafdeling 4. --- Gelegenheidsarbeiders in de horeca

120. In afwijking van de vorige regels wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 33,31 pct. op de bezoldigingen voor prestaties geleverd tijdens maximaal 50 dagen per kalenderjaar en die worden betaald of toegekend aan gelegenheidswerknemers die worden tewerkgesteld bij een werkgever die ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf of onder het paritair comité voor de uitzendarbeid indien de gebruiker ressorteert onder het paritair comité voor het hotelbedrijf indien de werkgever en de werknemer een arbeidsovereenkomst van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk sluiten van maximaal 2 opeenvolgende dagen en waarvoor de sociale bijdragen worden berekend op een uur- of dagforfait zoals bepaald in artikel 31^{ter}, tweede lid, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Onderafdeling 5. --- Seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw

121. In afwijking van alle vorige regels, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig (zonder vermindering) vastgesteld op 18,725 pct. op de hierna vermelde bezoldigingen van seizoenarbeiders in de land- en tuinbouw:

- de bezoldigingen voor prestaties als gelegenheidswerker in de land- of tuinbouw als bedoeld in artikel 8^{bis} van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;
- de eindejaarspremie en de getrouwheidspremie die door het Waarborg- en Sociaal Fonds voor het tuinbouwbedrijf worden toegekend aan de in het eerste streepje bedoelde gelegenheidswerkers;
- de bezoldigingen voor prestaties als arbeider in de land- of tuinbouw ingevolge een contract van bepaalde duur of voor een duidelijk omschreven werk van maximaal 6 opeenvolgende kalenderweken onmiddellijk aansluitend op een tewerkstelling als gelegenheidsarbeider in de land- of tuinbouw bij dezelfde werkgever;
- het vakantiegeld dat betrekking heeft op de in het derde streepje bedoelde periode van aansluitende tewerkstelling.

HOOFDSTUK 5. --- WERKLOOSHEIDSUITKERINGEN MET BEDRIJFSTOESLAG

Afdeling 1. --- Toepassingsgebied

122. Het betreft de werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag van werknemers betaald of toegekend aan andere niet-inwoners dan diegenen vermeld in de nr. 36.2.

Afdeling 2. Jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag

123. Het brutobedrag van de belastbare grondslag wordt vastgesteld overeenkomstig deel 1, hoofdstuk 2, afdelingen 5 tot 6.
124. Het jaarlijks nettobedrag van de belastbare grondslag is gelijk aan het in nr. 123 vermelde brutobedrag.

Afdeling 3. De basisbelasting

125. De basisbelasting wordt berekend met behulp van de basisschaal opgenomen in nr. 31.
- Het aldus bekomen resultaat vormt de jaarlijkse basisbelasting.

Afdeling 4. De bijzondere vermindering voor werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag

126. Na toepassing van afdeling 3 mag de basisbelasting enkel worden verminderd met de vermindering (geheel of gedeeltelijk) voor werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag. Deze vermindering bedraagt 2.202 euro per jaar.
127. De toepassing van die vermindering is afhankelijk van het jaarbedrag van de werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag.
128. Die vermindering wordt als volgt afgetrokken :
- 128.1. volledig wanneer het jaarbedrag van de werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag niet hoger is dan 27.920 euro;
- 128.2. voor een gedeelte wanneer het jaarbedrag van de werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag begrepen is tussen 27.920 euro en 55.840 euro; dat gedeelte wordt berekend met de volgende formule :
- $$(1/3 \times 2.202) + (2/3 \times 2.202 \times \frac{\text{jaarbedrag werkloosheids-uitkeringen met bedrijfstoeslag} - 27.920}{55.840 - 27.920})$$
- 128.3. voor 1/3^{de} wanneer het jaarbedrag van de werkloosheidsuitkeringen met bedrijfstoeslag 55.840 euro of meer bedraagt.

Afdeling 5. Vaststelling van de bedrijfsvoorheffing per maand

129. Om de per maand verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen, wordt de basisbelasting verminderd overeenkomstig afdeling 4 gedeeld door 12.

DEEL 7. NIET IN DEEL 3 TOT DEEL 6 VERMELDE INKOMSTEN**HOOFDSTUK 1. ONDERHOUDSUITKERINGEN EN KAPITALEN VERMELD IN ARTIKEL 90, EERSTE LID, 3° EN 4°, WIB 92, DIE AAN NIET-INWONERS WORDEN BETAALD**

130. Uitkeringen

Op het bedrag van de in artikel 90, eerste lid, 3° en 4°, WIB 92 vermelde uitkeringen die rijksinwoners aan niet-inwoners betalen, is een bedrijfsvoorheffing verschuldigd van 26,75 pct. op 80 pct. van het bedrag van die uitkeringen.

131. Kapitalen

Wanneer in nr. 130 vermelde uitkeringen worden vervangen door een kapitaal dat wordt betaald aan een niet-inwoner, bedraagt de bedrijfsvoorheffing 26,75 pct. van 80 pct. van dat kapitaal.

HOOFDSTUK 2. IN ARTIKEL 87, 5°, A TOT C, E EN F, VAN DIT BESLUIT VERMELDE INKOMSTEN, BETAALD OF TOEGEKEND AAN NIET-INWONERS VERMELD IN DIE BEPALING

132. Voor de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, a tot c, e en f, van dit besluit, betaald of toegekend aan aldaar vermelde niet-inwoners, moet de bedrijfsvoorheffing onderscheidenlijk als volgt worden berekend :

132.1. voor de winst en baten vermeld in artikel 87, 5°, a, van dit besluit: 30,28 pct. van het brutobedrag;

132.2. volgens de regels en het tarief van nr. 66 voor de inkomsten vermeld in artikel 87, 5°, b, van dit besluit;

132.3. voor de premies betreffende de in België gedane verrichtingen voor de winst vermeld in artikel 87, 5°, c, van dit besluit: 2,50 pct. van het brutobedrag;

132.4. voor de winst vermeld in artikel 87, 5°, e, van dit besluit: 24,25 pct. van het brutobedrag;

132.5. voor de inkomsten vermeld bedoeld in artikel 87, 5°, f, van dit besluit: 25 pct. van de inkomsten (na aftrek van een forfaitair bedrag voor kosten dat gelijk is aan 50 pct. van het brutobedrag van de inkomsten). Het bedrag van die voorheffing wordt evenwel beperkt tot het maximumbedrag aan bronheffing waarin het van toepassing zijnde dubbelbelastingverdrag voorziet.

HOOFDSTUK 3. INKOMSTEN VAN PODIUMKUNSTENAARS DIE NIET-INWONERS ZIJN

133. In afwijking van de bepalingen van deel 3 en 6, hoofdstukken 1 tot 4, en van nrs. 132.1 en 132.2, wordt de bedrijfsvoorheffing eenvormig vastgesteld op 18 pct. van het brutobedrag van de inkomsten vermeld in artikel 228, § 2, 8°, WIB 92, verminderd met een forfaitair bedrag voor kosten opgenomen in onderstaande tabel :

AARD VAN DE KOSTEN	BEDRAG
1. verplaatsingskosten :	300,00 EUR
2. voeding en andere kleine uitgaven :	37,50 EUR
3. logementskosten :	62,50 EUR
Totaal :	400,00 EUR

134. Het forfait wordt per schuldenaar van bedrijfsvoorheffing vastgesteld naargelang van de in België door de podiumkunstenaar gepresteerde dagen waarvoor hij wordt vergoed. Het aantal gepresteerde dagen dient evenwel per schuldenaar van bedrijfsvoorheffing voor elke podiumkunstenaar te worden beperkt tot 10 dagen per kalenderjaar.

135. Volgende bedragen mogen in aanmerking genomen worden :

- 400 euro voor de eerste dag, per kunstenaar ;
- 100 euro voor elke volgende gepresteerde dag, per kunstenaar.

HOOFDSTUK 4. WINST EN BATEN VAN NIET-INWONENDE VENNOTEN OF LEDEN VAN VENNOOTSCHAPPEN OF VAN VERENIGINGEN ZONDER RECHTSPERSOONLIJKHEID ALS BEDOELD IN ARTIKEL 29 WIB 92, VERMELD IN ARTIKEL 229, § 3, WIB 92

136. De in artikel 87, 7°, van dit besluit vermelde inkomsten van iedere vennoot of ieder lid zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

136.1. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-rijksinwoners vermeld in artikel 227, 1°, WIB 92 : de bedrijfsvoorheffing wordt vastgesteld volgens het onderstaande tarief (zonder vermindering) :

TOTAALBEDRAG VAN DE WINST OF DE BATEN VAN ELKE VENNOOT OF ELK LID	VERSCHULDIGDE BEDRIJFSVOORHEFFING
van 0,01 EUR tot 15.830 EUR	26,75 pct.
van 15.830,01 EUR tot 27.940 EUR	4.234,53 EUR + 42,80 pct. op de schijf boven 15.830 EUR
van 27.940,01 EUR tot 48.350 EUR	9.417,61 EUR + 48,15 pct. op de schijf boven 27.940 EUR
boven 48.350 EUR	19.245,03 EUR + 53,50 pct. op de schijf boven 48.350 EUR

136.2. Inkomsten die worden geacht te zijn toegekend aan niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2°, WIB 92 : de bedrijfsvoorheffing wordt éénvormig vastgesteld op 25 pct.

HOOFDSTUK 5. IN ARTIKEL 87, 8°, VAN DIT BESLUIT VERMELDE MEERWAARDEN, VERWEZENLIJKT DOOR NIET-INWONERS IN HET KADER VAN HUN BEROEPSWERKZAAMHEID

137. De in artikel 87, 8°, van dit besluit vermelde meerwaarden, vastgesteld krachtens artikel 235, 1° of 2°, WIB 92, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen naar het volgende onderscheid :

137.1. Meerwaarden verwezenlijkt door niet-inwoners vermeld in artikel 227, 1°, WIB 92, zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het in nr. 136.1, vermelde tarief (zonder vermindering).

In afwijking van vorig lid worden meerwaarden verwezenlijkt op onroerende goederen die op het ogenblik van hun vervreemding sedert meer dan 5 jaar voor het uitoefenen van de beroepswerkzaamheid worden gebruikt, aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 17,66 pct. (zonder vermindering).

137.2. Meerwaarden verwezenlijkt door niet-inwoners vermeld in artikel 227, 2°, WIB 92 zijn aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 25 pct.

In afwijking van vorig lid worden meerwaarden verwezenlijkt naar aanleiding van een exclusief met nieuwe aandelen vergoede inbreng van een onroerend goed in een beleggingsvennootschap met vast kapitaal voor belegging in vastgoed of in een gereguleerde vastgoedvennootschap voor zover ze genieten van de toepassing van het regime voorzien in artikel 185bis, WIB 92 aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het tarief van 12,50 pct.

HOOFDSTUK 6. INKOMSTEN VAN SPORTBEOEFENAARS, SCHEIDSRECHTERS, OPLEIDERS, TRAINERS EN BEGELEIDERS

138. De inkomsten die sportbeoefenaars, scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders voor hun sportieve activiteiten, hun activiteiten als scheidsrechter tijdens sportwedstrijden of hun opleidende, omkaderende of ondersteunende activiteit ten behoeve van de sportbeoefenaars tijdens het belastbaar tijdperk verkrijgen, worden overeenkomstig de volgende regels aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen.

Afdeling 1. Rijkswoners

139. Bezoldigingen als bedoeld in artikel 30, 1°, WIB 92 van sportbeoefenaars die op 1 januari 2025 de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt, doch jonger zijn dan 23 jaar of 25 jaar oud zijn: zie afdeling 3, onderafdeling 1.
140. Bezoldigingen als bedoeld in artikel 30, 1°, WIB 92 van sportbeoefenaars die 23 jaar oud zijn op 1 januari 2025 of op die datum de leeftijd van 26 jaar hebben bereikt, en van scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totaal bruto belastbaar bedrag meer bedraagt dan het totaal bruto belastbaar bedrag van de bezoldigingen die zij behalen uit het geheel van hun voornoemde activiteiten in de sector van de sport zoals bepaald in artikel 171, 1°, i, WIB 92: zie afdeling 3, onderafdeling 2.
141. Bezoldigingen van rijkswoners die niet zijn bedoeld in nrs. 139 of 140 : deze bezoldigingen zijn onderworpen aan de bepalingen van deel 2 en deel 3, hoofdstukken 1 tot 6.
142. De eerste schijf van 58.490 euro premies als vermeld in artikel 90, eerste lid, 2° bis, WIB 92: de bedrijfsvoorheffing bedraagt 18 pct. van het brutobedrag van de premies.

Afdeling 2. Niet-inwoners

Onderafdeling 1. Niet-inwoners sportbeoefenaars

143. Inkomsten die persoonlijk zijn verkregen door niet-inwoners die in België persoonlijk een activiteit als sportbeoefenaar uitoefenen gedurende niet meer dan 30 dagen, te berekenen per tijdperk van 12 opeenvolgende maanden en per schuldenaar van de inkomsten: zie hoofdstuk 3, met dien verstande dat het brutobedrag van de eerste schijf van premies als bedoeld in artikel 90, eerste lid, 2° bis, WIB 92 niet wordt verminderd met een forfaitair bedrag voor kosten.
144. Niet-inwoners die in België persoonlijk een activiteit als sportbeoefenaar uitoefenen gedurende meer dan 30 dagen, te berekenen per tijdperk van 12 opeenvolgende maanden en per schuldenaar van de inkomsten:
- 144.1. bezoldigingen als bedoeld in artikel 30, 1°, WIB 92 die persoonlijk zijn verkregen door sportbeoefenaars die op 1 januari 2025 de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt doch jonger zijn dan 23 jaar of 25 jaar oud zijn : zie afdeling 3, onderafdeling 1.
- 144.2. beroepsinkomsten die persoonlijk zijn verkregen door sportbeoefenaars die 23 jaar oud zijn op 1 januari 2025 of op die datum de leeftijd van 26 jaar hebben bereikt, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten, met uitzondering van de bezoldigingen van bedrijfsleiders, uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totaal bruto belastbaar bedrag meer bedraagt dan het totaal bruto belastbaar bedrag van de beroepsinkomsten die zij behalen uit hun activiteit als sportbeoefenaar zoals bepaald in artikel 171, 1°, i, WIB 92: zie afdeling 3, onderafdeling 2.
145. Inkomsten uit een in België persoonlijk verrichte activiteit als sportbeoefenaar, ongeacht de duur en toegekend aan een andere natuurlijke persoon of een rechtspersoon : zie hoofdstuk 3, met dien verstande dat het brutobedrag van de eerste schijf van premies als bedoeld in artikel 90, eerste lid, 2° bis, WIB 92 niet wordt verminderd met een forfaitair bedrag voor kosten.
146. Inkomsten van sportbeoefenaars die niet zijn bedoeld in nrs. 142, 143 of 144 : zie, wat de bezoldigingen betreft en rekening houdend met de gelijkstelling vermeld in nr. 36.2 of niet als

rijksinwoner, deel 2 , deel 3, hoofdstukken 1 tot 5 en deel 6, hoofdstukken 1 tot 4, afdeling 3, en, wat de andere inkomsten betreft, nr. 66.

Onderafdeling 2. Niet-inwoners scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders

147. Beroepsinkomsten, met uitzondering van de bezoldigingen van bedrijfsleiders, van scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders, op voorwaarde dat zij beroepsinkomsten uit een andere beroepsactiviteit verkrijgen waarvan het totaal bruto belastbaar bedrag meer bedraagt dan het totaal bruto belastbaar bedrag van de beroepsinkomsten die zij behalen uit het geheel van hun voornoemde activiteiten in de sector van de sport zoals bepaald in artikel 171, 1°, i, WIB 92: zie afdeling 3, onderafdeling 2.

148. Beroepsinkomsten van niet in nr. 147 bedoelde scheidsrechters, opleiders, trainers en begeleiders: zie, wat de bezoldigingen betreft, en rekening houdend met de gelijkstelling vermeld in nr. 36.2 of niet als rijksinwoner, deel 2 , deel 3, hoofdstukken 1 tot 5 en deel 6, hoofdstukken 1 tot 4, afdeling 3, en, wat de andere inkomsten betreft, nr. 66.

Afdeling 3. Vaststelling van het bedrag van de bedrijfsvoorheffing

Onderafdeling 1. Bezoldigingen vermeld in nrs. 139 en 144.1

149. De bedrijfsvoorheffing wordt als volgt vastgesteld:

149.1. Het jaarlijks inkomen bedraagt maximum 23.980 euro

De basisbelasting is gelijk aan 16,66 pct. van dat bedrag (zonder vermindering).

Om de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen wordt de basisbelasting gedeeld door 12.

149.2. Het jaarlijks inkomen bedraagt meer dan 23.980 euro

149.2.1. Bezoldigingen van rijksinwoners en ermede gelijkgestelde niet-inwoners zoals bedoeld in nr. 36.2:

- a) de basisbelasting op de eerste schijf van 23.980 euro is gelijk aan 3.995,06 euro ;
- b) op het verschil tussen het jaarlijks inkomen en 23.980 euro wordt de jaarlijkse basisbelasting berekend overeenkomstig deel 2 ;
- c) de totale jaarlijkse basisbelasting is gelijk aan de som van a en b ;
- d) op die basisbelasting mogen nog de volgende verminderingen worden toegepast :
 - voor kinderen ten laste vermeld in nr. 38;
 - voor andere gezinslasten naar gelang van het geval vermeld in nrs. 39 tot 41;
- e) om de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen wordt de aldus verminderde basisbelasting gedeeld door 12.

Van de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing mogen nog volgende verminderingen worden afgetrokken:

- voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood vermeld in nr. 44;
- voor bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus vermeld in nr. 46;
- voor bezoldigingen van natuurlijke personen met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector vermeld in nr. 47.

149.2.2. Bezoldigingen van de andere niet-inwoners :

- a) De basisbelasting op de eerste schijf van 23.980 euro is gelijk aan 3.995,06 euro;
- b) Op het verschil tussen het jaarlijks inkomen en 23.980 euro wordt de basisbelasting berekend overeenkomstig deel 6, hoofdstukken 1 en 2;
- c) De totale jaarlijkse basisbelasting is gelijk aan de som van a en b;
- d) Om de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen wordt de jaarlijkse basisbelasting gedeeld door 12.

Onderafdeling 2. Bezoldigingen vermeld in nr. 140 en beroepsinkomsten vermeld in nrs. 144.2 en 147

150. De bedrijfsvoorheffing wordt als volgt vastgesteld:

150.1. Het jaarlijks inkomen bedraagt maximum 23.980 euro

De basisbelasting is gelijk aan 33,31 pct. van dat bedrag (zonder vermindering);

Om de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen wordt de basisbelasting gedeeld door 12.

150.2. Het jaarlijks inkomen bedraagt meer dan 23.980 euro

150.2.1. Bezoldigingen van rijksinwoners en ermede gelijkgestelde niet-inwoners zoals bedoeld in nr. 36.2.

- a) De basisbelasting op de eerste schijf van 23.980 euro is gelijk aan 7.987,73 euro;
- b) Op het verschil tussen het jaarlijks inkomen en 23.980 euro wordt de jaarlijkse basisbelasting berekend overeenkomstig deel 2;
- c) De totale jaarlijkse basisbelasting is gelijk aan de som van a en b;
- d) Op die jaarlijkse basisbelasting mogen nog de volgende verminderingen worden toegepast :
 - voor kinderen ten laste vermeld in nr. 38;
 - voor andere gezinslasten vermeld in nrs. 39 tot 41;
- e) Om de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen wordt de aldus verminderde basisbelasting gedeeld door 12.

Van de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing mogen nog volgende verminderingen worden afgetrokken:

- voor groepsverzekering en voor extra-wettelijke verzekering tegen ouderdom of vroegtijdige dood vermeld in nr. 44;
- voor bezoldigingen van werknemers met een laag inkomen die recht hebben op de werkbonus vermeld in nr. 46;
- voor bezoldigingen van natuurlijke personen met een laag inkomen die, anders dan krachtens een arbeidsovereenkomst, arbeid verrichten in de overheidssector vermeld in nr. 47.

150.2.2. Bezoldigingen van de andere niet-inwoners :

- a) De basisbelasting op de eerste schijf van 23.980 euro is gelijk aan 7.987,73 euro;
- b) Op het verschil tussen het jaarlijks inkomen en 23.980 euro wordt de basisbelasting berekend overeenkomstig deel 6, hoofdstukken 1 en 2;

- c) De totale jaarlijkse basisbelasting is gelijk aan de som van a en b;
- d) Om de maandelijks verschuldigde bedrijfsvoorheffing vast te stellen wordt de jaarlijkse basisbelasting gedeeld door 12.

HOOFDSTUK 7. PRESENTIEGELDEN DIE BATEN ZIJN ALS VERMELD IN ARTIKEL 23, § 1, 2°, WIB 92

151. Presentiegelden betaald of toegekend aan personen voor wie die presentiegelden baten zijn als vermeld in artikel 23, § 1, 2°, WIB 92 (leden van provincie- en gemeenteraden, van agglomeratieraden, van raden voor maatschappelijk welzijn, van beheerscomités van openbare instellingen of lichamen, enz.) zijn voor hun brutobedrag aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen tegen het in nr. 66 vermelde tarief.

HOOFDSTUK 8. DIVERSE INKOMSTEN

Afdeling 1. Winst of baten als vermeld in artikel 90, eerste lid, 1°bis, WIB 92

152. De bedrijfsvoorheffing bedraagt 10,70 pct. van het brutobedrag, d.w.z. het bedrag dat door het erkend elektronisch platform of door tussenkomst van dat platform daadwerkelijk is betaald of toegekend, verhoogd met alle sommen die door het platform of door tussenkomst van het platform zijn ingehouden.

Afdeling 2. Prijzen, subsidies, renten of pensioenen vermeld in artikel 90, eerste lid, 2°, WIB 92

Onderafdeling 1. Grondslag en tarief

153. De bedrijfsvoorheffing bedraagt 18,17 pct. van het brutobedrag voor de prijzen, subsidies, renten of pensioenen die Belgische of buitenlandse openbare machten of openbare instellingen zonder winst oogmerken in België betalen of toekennen aan geleerden, schrijvers of kunstenaars, met uitzondering van de sommen die zijn betaald of toegekend als bezoldiging van bewezen diensten en beroepsinkomsten zijn.

154. Evenwel bedraagt de bedrijfsvoorheffing 26,75 pct. van het brutobedrag voor de prijzen, subsidies, renten of pensioenen die Belgische openbare machten of openbare instellingen betalen of toekennen aan geleerden, schrijvers of kunstenaars die niet-inwoner zijn, met uitzondering van de sommen die betaald of toegekend zijn als bezoldiging van bewezen diensten en beroepsinkomsten zijn.

Onderafdeling 2. Vrijstelling

155. Met betrekking tot de prijzen en de gedurende twee jaar betaalde of toegekende subsidies is geen bedrijfsvoorheffing verschuldigd op de eerste schijf van 4.870 euro.

156. Bovendien zijn de prijzen en subsidies niet aan de bedrijfsvoorheffing onderworpen, indien zij overeenkomstig artikel 53 van dit besluit zijn vrijgesteld.

Afdeling 3. Persoonlijke vergoedingen uit de exploitatie van een uitvinding als vermeld in artikelen 90, eerste lid, 12°, en 228, § 2, 9°, k, WIB 92

157. De bedrijfsvoorheffing bedraagt 33,31 pct. van het nettobedrag (dit is het bruto belastbaar bedrag verminderd met een forfaitaire kost van 10 pct.) van de persoonlijke vergoedingen uit de exploitatie van een uitvinding als vermeld in artikelen 90, eerste lid, 12°, en 228, § 2, 9°, k, WIB 92.

DEEL 8. AANVULLENDE INHOUDINGEN**HOOFDSTUK 1. ALGEMEEN**

158. Ten laatste vanaf de eerste betaling tijdens de tweede maand na de datum van de schriftelijke aanvraag die de verkrijger van de inkomsten daartoe tot de schuldenaar van de bedrijfsvoorheffing richt, MOET deze laatste, boven de inhoudingen volgens de berekeningsregels vermeld in deel 2 tot 7 aanvullende inhoudingen van bedrijfsvoorheffing doen.

Deze aanvullende inhoudingen moeten bij elke betaling of toekenning van inkomsten gebeuren volgens een vast bedrag dat door de verkrijger zelf in zijn aanvraag wordt voorgesteld.

De verkrijger van de inkomsten is door zijn aanvraag gebonden tot hij ze herroept. De herroeping heeft slechts uitwerking vanaf de eerste betaling tijdens de derde maand die op de herroeping volgt.

159. Buiten de regeling van nr. 158 MOGEN de schuldenaars van de bedrijfsvoorheffing op de inkomsten die zij betalen of toekennen en op aanvraag van de verkrijgers daarvan, hogere bedragen inhouden dan die welke volgen uit de toepassing van de berekeningsregels vermeld in deel 2 tot 7.

HOOFDSTUK 2. BEDRIJFSVOORHEFFING VERMELD IN ARTIKEL 158 WIB 92

160. Om als bedrijfsvoorheffing overeenkomstig artikel 158 WIB 92 in aanmerking komen voor de berekening van de vermeerdering ingeval geen of ontoereikende voorafbetalingen zijn gedaan, moeten de in hoofdstuk 1 vermelde aanvullende inhoudingen op bezoldigingen van bedrijfsleiders:

- a) gedaan worden op alle vaste en veranderlijke bezoldigingen die de werkgever in de loop van het jaar aan de verkrijgers betaalt of toekent;
- b) binnen de gestelde termijn bij de ontvanger van de belastingen worden gestort;
- c) bovendien, wanneer het aanvullende inhoudingen betreft als vermeld in nr. 158 :
 - ofwel een eenvormig gedeelte vertegenwoordigen van de bedrijfsvoorheffing berekend volgens deel 2 en deel 3;
 - ofwel het verschil vertegenwoordigen tussen het bedrag dat voor het hele jaar wordt berekend tegen een forfaitair percent en de bedrijfsvoorheffing berekend volgens deel 2 en deel 3.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 11 december 2023 tot wijziging van het KB/WIB 92, op het stuk van de bedrijfsvoorheffing.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van financiën
V. VAN PETEGHEM